

هنا من الفصل

PROCHE-ORIENT

L'armée iranienne a lancé une offensive contre les Kurdes

La guerre reprend au Kurdistan iranien, où, depuis trois jours, l'armée a lancé une véritable offensive contre les Kurdes en Azerbaïdjan-Occidental, causant la mort de dizaines de villageois.

Les principales formations kurdes, le P.D.K.I. (parti démocratique du Kurdistan iranien), le Komalah (antonistes d'extrême gauche) et le leader sunnite de la communauté kurde, le cheikh Ezze-dine Hosseini, ont lancé des mises en

garde solennelles, vendredi 28 mars, au président de la République, M. Bani Sadr, et à l'imam Khomeiny, leur demandant d'arrêter la « guerre fratricide avant qu'il ne soit trop tard ».

L'annulation de la visite du roi Hussein à Washington résulterait d'une nouvelle « bavure » de l'administration Carter

Washington (A.F.P.). — La Maison Blanche a annoncé, vendredi 28 mars, les dates officielles des voyages que le président égyptien, M. Anouar El Sadate, et le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, feront, en avril, aux Etats-Unis, pour participer à des entretiens séparés sur le Proche-Orient avec le président Carter. Le président Sadate se rendra à Washington le 7 avril, et en repartira le 10. M. Begin arrivera à New-York le 14 avril, sera à Washington le 15 et en repartira le 16.

La Maison Blanche a annoncé, vendredi 28 mars, les dates officielles des voyages que le président égyptien, M. Anouar El Sadate, et le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, feront, en avril, aux Etats-Unis, pour participer à des entretiens séparés sur le Proche-Orient avec le président Carter. Le président Sadate se rendra à Washington le 7 avril, et en repartira le 10. M. Begin arrivera à New-York le 14 avril, sera à Washington le 15 et en repartira le 16.

M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, n'a pas voulu préciser si les deux dirigeants quitteront le territoire américain après Washington. Le président Sadate avait en effet prévu de faire un séjour aux Etats-Unis après ses rencontres à Washington avec le président Carter.

Le roi Hussein, qui n'avait pas encore donné son accord à la date proposée par le département d'Etat et qui ignorait les invitations faites à MM. Sadate et Begin, aurait en effet le sentiment que le gouvernement américain cherchait à lui forcer la main pour l'associer aux négociations américano-égypto-israéliennes sur l'avenir des Palestiniens.

A Téhéran, la conjoncture défie toute logique

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Plus que jamais la conjoncture iranienne paraît défier toute logique. L'incohérence apparente de certains dirigeants de la République islamique, leurs déclarations contradictoires, les demi-vérités des uns et les fantasmes des autres se conjuguent pour désorienter les observateurs les plus attentifs de la scène politique.

Que penser d'un ministre des affaires étrangères, par exemple, qui annonce, au cours d'une conférence de presse, avec une assurance imperturbable, que l'U.R.S.S. avait accepté une proposition du gouvernement iranien d'engager des négociations non pas avec le gouvernement de Kaboul mais avec les « combattants afghans de la liberté » (les insurgés) ainsi qu'avec les représentants de l'Iran, du Pakistan et peut-être aussi de la Chine ? Le démenti de Moscou (voir le Monde du 28 mars) est reproduit par la presse iranienne ce samedi 29 mars sans le moindre commentaire. Il serait vain de citer les cas quasi quotidiens de telles « informations » livrées à l'opinion pour des raisons qui échappent à l'entendement.

Le plus fâcheux est que les vrais problèmes qui minent la République islamique depuis sa naissance, et qui ne cessent de s'aggraver, sont rarement évoqués ou débattus publiquement. Pire, rien n'est entrepris pour redresser une économie agonisante, pour lancer ou relancer des grands projets de développement, pour ralentir l'extension du chômage. L'armée, la police, la gendarmerie, dominées par des « comités populaires » des agglomérations, sont virtuellement en état de paralysie. Les « comités islamiques », les « gardiens de la révolution », qui s'y sont pratiquement substitués pour maintenir un semblant d'ordre, agissent le plus souvent à leur guise, passant outre aux directives des autorités.

Selon la qualité ou le quartier de telle ou telle autre grande ville, des partisans de l'ancien régime sont libérés ou arrêtés, des hommes qui n'ont rien à se reprocher, par exemple des dirigeants de la communauté religieuse des Bahais, sont agressés, persécutés ou internés par des groupes de fanatiques malgré les désaveux des plus hauts responsables de la République. Les « foyers » sont dépossédés de leurs domaines ou, au contraire, bénéficient du soutien des milices islamiques pour récupérer des propriétés occupées par des paysans sans terres ; tandis que quarante mille appartements de « tagbouts » (les « ci-devant ») sont confisqués à Téhéran sans être pour autant attribués aux

mal-logés, des membres de la jet society de la capitale continuent à mener grande vie dans les stations de ski environnantes. Tout rentrerait dans l'ordre, assure-t-on, après l'entrée en fonction du gouvernement qui serait désigné par le Parlement. Là encore règne la plus grande confusion. Le deuxième tour des élections n'aura pas lieu à la date prévue du 3 avril, le décompte des suffrages du premier tour étant encore loin d'être terminé. Pour des raisons mystérieuses, pour ne pas dire suspectes, les autorités ont en effet décidé de ne pas avoir recours aux ordinateurs, qui auraient pu fournir les résultats de la consultation d'une manière rapide et surtout précise. Ce procédé mécanique aurait eu au moins le mérite de réduire les risques de fraude et de faire l'économie de polémiques passionnées qui polarisent actuellement l'opinion.

Au train où vont les choses, le deuxième tour des élections se déroulera dans un mois ou peut-être même dans deux, au lieu d'être en mesure de fixer une date précise. Une commission gouvernementale a été chargée de vérifier le bien-fondé de milliers de plaintes formulées contre le déroulement de la consultation. Mais rien ne dit qu'elle aura terminé son enquête dans le délai d'un mois qui lui a été imparti. En outre, ses conclusions, quelles qu'elles soient, seront probablement contestées par l'une ou l'autre des parties impliquées.

Le Conseil de la révolution, qui a désigné la commission d'enquête, est lui-même profondément divisé. Le président de la République, M. Bani Sadr, fait curieusement cause commune avec les partisans de l'opposition, en parlant des Moudjahidin du peuple, en soutenant que la consultation a été entachée de « graves et intolérables irrégularités ». Plusieurs de ses conseillers au sein du Conseil de la révolution — par exemple, l'ayatollah Khomeini, dans un sermon radiodiffusé hier vendredi — baraguent les foules pour démentir les propos du chef de l'Etat. Et pour cause. Ils appartiennent au parti républicain islamique, qui disposerait vraisemblablement de la majorité absolue des sièges au sein du Parlement si la validité du premier tour des élections devait être confirmée.

Autre pomme de discorde : le sort des otages américains, des principaux cœurs de la lutte pour le pouvoir au sein de la République islamique. Ceux qui cherchent à affaiblir l'autorité du chef de l'Etat défendent les thèses des « étudiants islamiques », qui détiennent les diplo-

mates américaines. Ces derniers déclarent vouloir l'ayatollah Khomeini après d'autres membres du Conseil de la révolution, ne seraient libérés qu'après l'extradition du chah, faute de quoi certains otages seraient jugés pour espionnage. Seul le gouvernement américain (et non MM. Kissinger et Rockefeller, comme le soutient le chef de la diplomatie M. Ghotbzadeh) est responsable de la fuite du chah en Egypte, proclament encore les adversaires du chef de l'Etat.

Les partisans du président Bani Sadr, qui souhaitent liquider ce « centre du pouvoir » que constituent les « étudiants islamiques », cherchent désespérément un moyen honorable de libérer les otages. La « manœuvre de diversion » qui consistait à alerter l'opinion sur le « péril soviétique » a fait long feu. Les Iraniens, absorbés par les problèmes quotidiens, peussent-ils insensibles au sort de leurs voisins afghans, pour lesquels ils n'ont d'ailleurs jamais éprouvé de sympathie particulière. La classe politique dans sa grande majorité réserve son hostilité au seul « impérialisme américain » et, malgré ses doutes et ses réserves, affiche sa solidarité avec les « étudiants islamiques ».

Les efforts solitaires de M. Ghotbzadeh

M. Ghotbzadeh, qui n'a plus rien à perdre, est l'un des rares dirigeants qui continuent à prendre pour cible ceux qui tiennent en otage les diplomates américains. L'installation du chah en Egypte, la mise en échec de la procédure d'extradition engagée à Panama, la tension encouragée entre l'Iran et Washington, rien ne paraît entamer sa volonté d'expulser les « étudiants islamiques » de l'ambassade américaine ou d'atténuer cet état de tension qui semble ne pas devoir désarmer. Le chef de la diplomatie iranienne s'est rendu une fois de plus vendredi 28 mars chez l'imam Khomeiny pour solliciter une sanction explicite pour remettre les otages à la garde des forces de l'ordre. Intimidé d'ajouter qu'il est revenu bredouille, le guide de la révolution l'ayatollah a conduit à sa manière en observant l'équilibre mutisme qui lui est propre.

Mis en minorité sur ce chapitre au Conseil de la révolution, le président Bani Sadr, le plus réaliste que son ministre des affaires étrangères, a cessé provisoirement de dénoncer la « multiplicité des centres du pouvoir » qui ne paraît pas incommoder outre mesure l'imam et la majeure partie du Conseil de la révolution. Le chef de l'Etat, visiblement, est à la recherche d'un processus de réchange pour mettre un terme tout au moins à l'occupation de l'ambassade américaine qu'à la crise qui oppose Téhéran et Washington. Il a fait convoquer en consultation trois hommes qui pourraient l'aider à trouver une issue à l'impasse : M. Sean MacBride, ancien ministre irlandais des affaires étrangères, M. Léonard Boduin, avocat new-yorkais de la Banque centrale de Téhéran, et M. Jim Aubrey, ancien sénateur américain et représentant des intérêts irlandais aux Etats-Unis. Tous les trois, arrivés dans la nuit de jeudi à vendredi, devraient être reçus, ce samedi, par divers dirigeants de la République islamique, dont le président Bani Sadr lui-même.

L'arrivée de M. MacBride a fait sensation à Téhéran. L'ancien chef de la diplomatie irlandaise, qui fut président d'Amnesty International, est l'auteur d'un projet

Une mise au point de M. Massoud Rajavi

M. Massoud Rajavi nous a adressé une mise au point dans laquelle il souligne que le titre « Moudjahidin contre le clergé chite » donné à l'article de notre envoyé spécial paru dans le Monde du 28 mars ne reflète pas le contenu de son éditorial. Le chef des Moudjahidin précise que son mouvement ne combat pas le clergé chite dans son ensemble, mais qu'il s'agit d'une partie non négligeable de ce clergé n'est pas hostile à l'idéologie et à l'action politique des Moudjahidin. Il rappelle à ce propos le ferme soutien que l'ayatollah Taleghani et d'autres dirigeants religieux ont accordé à son mouvement. M. Rajavi souligne enfin qu'il n'a pris à partie que les seuls mollahs « réactionnaires » et que de nombreux jeunes mollahs militent au sein de son organisation.

FRANCOPHONIE

L'Agence de coopération culturelle et technique remanie les structures de son secrétariat

A l'issue de quarante-huit heures de débats, une conférence générale extraordinaire de l'Agence de coopération culturelle et technique s'est terminée, jeudi 27 mars, sur une déclaration solennelle des ministres et chefs de délégation des trente-quatre pays membres ou associés et gouvernements participants (1) qui ont affirmé « leur volonté politique d'imprimer une impulsion nouvelle » aux activités de l'Agence francophone « en la dotant de structures encore plus efficaces ».

Conformément au souhait de nombreuses délégations africaines et de Paris, siège de l'Agence, la direction collégiale a été supprimée au sein du secrétariat. Le secrétaire général, actuellement M. Dankoulodo (Niger), ne sera plus assisté de secrétaires généraux adjoints, nommés jusqu'ici comme lui par la conférence générale. Ils seront remplacés par des directeurs généraux (éducation et formation, culture, coopération scientifique et technique, administration et finances), lesquels seront nommés lors du prochain conseil d'administration qui se réunira à Liège en juin.

La conférence a, d'autre part, (1) Avec l'adhésion, l'humanité, comme membre associé de la Mauritanie, lors de la conférence de Paris, la liste des Etats membres ou associés et gouvernements participants est la suivante : Belgique, Bénin, Burundi, Canada, Côte d'Ivoire, Djibouti, la Dominique, France, Gabon, Haïti, Haute-Volte, Liban, Luxembourg, Mali, Maurice, Monaco, Niger, Nouvelle-Hébrides, Rwanda, Sao-Paul, Seychelles, Tchad, Togo, Tunisie, Vietnam, Zaïre, Etats associés : Cameroun, Guinée-Bissau, Mauritanie. Gouvernements participants : Nouveau-Brunswick, Québec.

adopté un budget exceptionnel de 21 485 000 F destinés à des « actions ponctuelles et urgentes » en faveur de plusieurs Etats désavantagés, notamment le Bénin, le Tchad, le Laos et le Vietnam. La présidence du bureau de la conférence est revenue à la France, pays hôte.

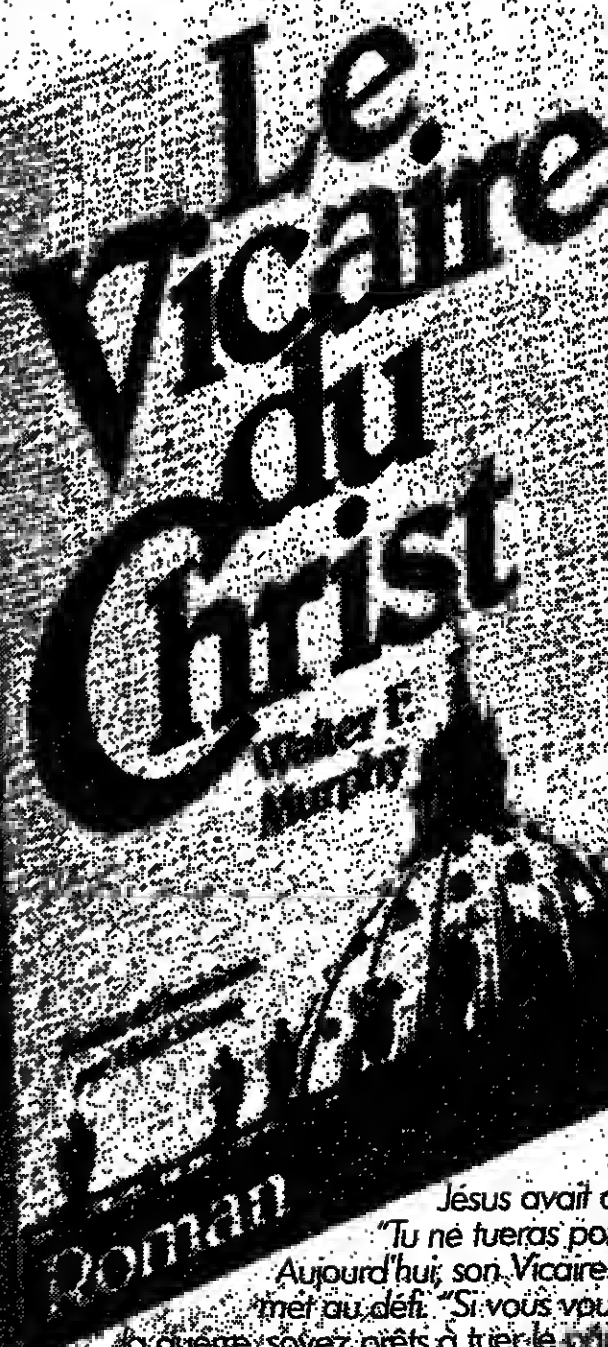
Conformément aux décisions prises à Lomé en décembre 1979, cette conférence a donc mis un terme à la crise ouverte en 1978 par le « coup d'Etat » de M. Dan Dicko, qui avait retiré une partie de leurs attributions à trois de ses secrétaires généraux adjoints (le Monde du 1^{er} novembre 1978). La charte de l'Agence, adoptée en 1970, avait introduit le principe de la collégialité au sein du secrétariat général. Le mauvais fonctionnement du secrétariat avait conduit l'Agence, trois ans plus tard, à confier au secrétaire général un « pouvoir d'ultime décision ». Cette fois, le principe de la collégialité est abandonné, ce qui devrait permettre de sortir de la quasi-paralysie dont le secrétariat général était frappé depuis au moins quinze mois.

Pour M. Xavier Denlan (député du Loiret), animateur de la délégation française depuis la fondation de l'Agence, ce résultat constitue la « réussite » car il permet un retour à « une situation normale ». Il s'est également félicité que, dans son intervention, M. Jean François Ponsé, ministre des affaires étrangères, ait insisté sur la « vocation francophone de l'Agence » et rappelé que sa vocation était non pas le ghetto linguistique mais le « pluralisme culturel ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Un roman universel et prophétique.

(traduit de l'anglais par Moud Sissang) 500 pages



Jésus avait dit :
« Tu ne tueras point ».
Aujourd'hui, son Vicaire les
met au défi : « Si vous voulez
la guerre, soyez prêts à tuer le corps ».

Les Soudiers de Saint-Pierre, les Oiseaux se cachent pour
mourir ont soulevé un pan de voile qui dissimule le Vatican.
LE VICAIRE DU CHRIST est le premier roman qui vous fera
pénétrer d'intérieur de cet empire » (Sunday Times).

Dès aujourd'hui
dans toutes les librairies.

17 rue Jacob
75006 Paris

ALTA

سكس من الفصح

Le Monde

politique

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU R.P.R.

La marche de M. Chirac vers la candidature

De nos envoyés spéciaux

Saint-Raphaël. — La volonté des gaullistes de minimiser leurs divergences et de valoriser leurs convergences était évidente vendredi soir 28 mars au terme des trois journées d'études du groupe parlementaire R.P.R. L'affaire Debré elle-même n'a jeté qu'un trouble relatif dans cette réunion. Un seul parlementaire, M. Antoine Raton a été, député de la Seine-Maritime, à demander que soit recherchée une solution pour que l'ancien premier ministre retrouve sa place parmi les siens et pour que la question de la participation R.P.R. à l'élection présidentielle soit enfin ouvertement abordée. Tous les autres parlementaires ont souhaité l'apaisement, mais aucun n'a pris fait et cause pour M. Debré. Ceux qui étaient proches de lui convenaient même que, dans la compétition présidentielle, la candidature de M. Jacques Chirac serait plus profitable que la sienne pour le gaullisme.

Le président du R.P.R. voit donc en raison même de cet incident — sa position renforcée au sein du parti, et ce dans la mesure où les cadres et les élus du mouvement, tout comme les militants, estiment qu'un candidat gaulliste de nature à augmenter les chances d'une négociation entre Israël et les Palestiniens, « Le gaullisme », déclare-t-il, qui n'a jamais pratiqué la diplomatie de l'estra-ade, s'est également toujours gardé de céder à celle de la déclamation. »

M. Jean-Claude Pasty, député de la Creuse, résume ainsi les propositions du R.P.R. en matière agricole : « 1) Jouer à fond la carte de l'expansion agricole pour faire de l'agriculture française l'élément dynamique de notre puissance économique nationale et le moteur d'une nouvelle croissance ; 2) mettre en œuvre une volonté politique suffisamment ferme pour que cet objectif d'expansion se traduise effectivement dans les faits. »

Au cours d'une communication sur « l'état du mouvement gaulliste », M. Bernard Pons, secrétaire

général du R.P.R., indique que depuis octobre 1979 des « problèmes » ont surgi dans deux fédérations sur les cent que compte le R.P.R. Poursuivant ensuite le bilan des quarante élections partielles qui ont eu lieu depuis les élections nationales de mars 1978, M. Pons note que sur les sept fédérations où le R.P.R. a devancé dix fois l'U.D.F. Le secrétaire général du mouvement gaulliste déclare à ce sujet : « Les tendances montre que les candidats portant officiellement l'étiquette R.P.R. ont bénéficié d'une confiance accrue des électeurs, bien que dans vingt-trois des quarante élections partielles il n'y ait pas eu de candidats inscrits par le R.P.R. ».

Estimant qu'il s'agissait là d'une « obésité malséante », il a estimé qu'il faut remédier à cette « insécurité ». Les parlementaires consacrent leur séance de travail du vendredi après-midi à un débat de politique générale. M. Hector Rolland, député de l'Allier, critique vivement « la faiblesse de ceux qui nous gouvernent » et se moque de « la société libérale ouverte ». Évoquant la perspective de l'élection présidentielle, M. Rolland relate que plus le résultat du candidat R.P.R. sera important, « meilleure sera la suite ».

Ce candidat, précise-t-il, doit être « un homme de caractère et de tempérament ».

Après une courte intervention de M. Robert Galley, ministre de la coopération, qui présente des exemples de chômeurs ayant créé des entreprises, M. Pasquini, député de Haute-Corse, évoque « l'attente considérable et essentielle à l'unité nationale » que l'on constate en Corse.

« Nous vivons », ajoute-t-il, « ce que nous avons connu en Algérie : l'expédition provisoire qui est d'assurer la légalité républicaine. C'est une erreur colossale ! L'Etat doit se mettre en mesure de n'avoir jamais à l'assurer par la force. »

M. Claude-Gérard Maréchal, député de Paris, estime que « la politique française change de discours en discours ». Il rend également hommage au président Sadate, « qui n'a pas hésité à aller publiquement qu'il restait l'ami du chah d'Iran ». Évoquant les problèmes agricoles, M. Michel Cointat, député d'Ille-et-Vilaine, souligne la ténacité avec laquelle Mme Thatcher défend les intérêts de la Grande-Bretagne et ajoute :

« Je souhaiterais que le gouvernement français défende la France avec la même détermination ».

Le débat s'est poursuivi sur la position de la Grande-Bretagne dans les affaires communautaires. Il a affirmé : « On a subventionné le consommateur anglais d'un milliard et demi par jour, ce qui n'est pas une petite somme. Quant au casino municipal, les parlementaires se rendent ensuite sous

nom n'a pourtant jamais été prononcé. Il a, en quelque sorte, déjà présenté l'esquisse d'un autre choix pouvant ouvrir une alternative. Sa contestation du pouvoir actuel n'en est pas moins sévère puisqu'il doute de « la capacité de la France de faire face à son destin », puis qu'il dénonce « un pouvoir à l'imagination courte mais aux chimères tenaces » et finisse sur « la majorité qui ne se voit pas vieillir », puis qu'il met en garde contre « l'Etat qui a laissé se dégrader son autorité » et, puis, enfin, il fait allusion à des propos de M. Giscard d'Estaing en évoquant l'« an 2000 » on en lançant qu'« il ne suffit pas de gérer, il faut vouloir la France ».

La nation de nouveau exaltée, le rassemblement de tout le peuple une fois de plus souhaité, la promesse de devenir le chef de file des peuples qui ne veulent pas encombrer sont autant de thèmes gaullistes que M. Chirac juge plus actuels que jamais, malgré les apparences. Décirant ces grands principes à restituer, le

chapiteau dressé sur le port de Saint-Raphaël.

M. René Laurin, maire de Saint-Raphaël, souligne la volonté des gaullistes « de reconquérir le pouvoir et d'être aux affaires ».

M. Labbé déclare ensuite : « La vie politique qui se joue devant nous : on nous mobiliser et exige notre totale unité. La dérive reste l'ambition de ceux qui nous veulent du mal et de ceux qui ne nous veulent pas du bien. Il faut la renforcer et pour cela lutter contre nos mouvements internes, y compris nos mouvements d'humour. »

L'affaire Debré

Au cours du débat, M. Antoine Rufenacht, député de Seine-Maritime, évoque « l'affaire Debré » en ces termes. « Nous avons appris de manière quasi fortuite que Michel Debré ne serait pas au port, où il doit avoir bien le temps de réfléchir et de se remettre en question. Nous nous sommes donc interrogés sur la suite sans délai. Un état d'esprit que M. Chirac devait résumer, en indiquant : « J'avais dit à Michel Debré de ne pas partir sur les absents ont toujours tort. »

En préambule de son discours, M. Chirac indique que M. Claude Labbé, l'ancien président du groupe R.P.R., puis le président du mouvement gaulliste déclare que l'opinion publique est déçue par l'« irréalité » de la situation politique. Il en voit les preuves dans l'attitude de la gauche « dont l'unité est impossible mais demeure l'illusion fondamentale » et dans celle de la majorité « divisée contre elle-même ». Pour lui, « ces contradictions sont suffisamment profondes pour contribuer à la démobilitisation et au doute ». Elles témoignent « des tensions qui nous empêchent d'imaginer une autre solution que celle de la République ». M. Chirac ajoute : « Si la France, plusieurs fois dans son histoire, a été bien près de se perdre, chaque fois en fait le danger extrême a trompé le caractère de quelques hommes qui, balayant les doutes, les défaites

et les faiblesses, ont fait lever les forces du renouveau. » Le maire de Paris définit deux principes d'action sur lesquels, dit-il, « tout Français devrait pouvoir nous rejoindre » : « Premièrement la nation reste le seul garant de notre liberté ; deuxièmement il faut compter sans relâche les Français à surmonter leurs divisions ». M. Chirac indique : « Je n'ai pas besoin de prêter l'oreille pour entendre le ricaneur de tous ceux qui ont rendu leur orrêt en proclamant la fin des nations et, notamment, que la France est près d'achever sa course dans l'histoire comme nation libre et indépendante ».

Faisant référence à l'attitude du général de Gaulle, l'ancien premier ministre déclare : « Voilà qui prouve qu'il est parfois plus facile de vaincre tout un peuple qu'un homme seul et qu'il suffit d'un seul homme de caractère pour changer le cours des choses qui se défient. »

Préconisant un nouveau dialogue avec le monde de la culture, il ajoute : « La majorité ne se voit pas vieillir et c'est ce qui risque demain de la rendre caduque. »

Après avoir estimé que la démocratie « a dégénéré peu à peu en organisation de l'irresponsabilité », M. Chirac souligne que « seul le rassemblement du tout entier est capable de briser le cercle magique de l'irresponsabilité et des divisions car c'est la seule voie qui permette de retrouver ce que le général de Gaulle appelait la légitimité profonde de la France ». « Il est en effet indispensable, poursuit-il, de dépasser le moment présent qui n'est qu'un moment dérisoire du peuple français, pour retrouver la dimension de l'histoire. (...) Il ne servirait à rien de s'interroger sur l'an 2000 si l'an y perd l'esprit de ce qu'est la France, si ce que nous lui devons. » M. Chirac conclut en déclarant que la France est « la République et la royauté, démocratique et légitime, chose de tous, dont nous sommes co-responsables, et remise par eux, constitutionnellement, à un seul. Ce seul a la très haute charge de protéger la plus grande exigence nationale, d'être le berceau du peuple tout entier — le verbe et non le discours. (...) Il ne suffit pas de gérer, il faut vouloir la France. »

LAURENT ZECCHINI

LE MAIRE DE PARIS : le verbe et non le discours.

En préambule de son discours, M. Chirac indique que M. Claude Labbé, l'ancien président du groupe R.P.R., puis le président du mouvement gaulliste déclare que l'opinion publique est déçue par l'« irréalité » de la situation politique. Il en voit les preuves dans l'attitude de la gauche « dont l'unité est impossible mais demeure l'illusion fondamentale » et dans celle de la majorité « divisée contre elle-même ». Pour lui, « ces contradictions sont suffisamment profondes pour contribuer à la démobilitisation et au doute ». Elles témoignent « des tensions qui nous empêchent d'imaginer une autre solution que celle de la République ». M. Chirac ajoute : « Si la France, plusieurs fois dans son histoire, a été bien près de se perdre, chaque fois en fait le danger extrême a trompé le caractère de quelques hommes qui, balayant les doutes, les défaites

et les faiblesses, ont fait lever les forces du renouveau. » Le maire de Paris définit deux principes d'action sur lesquels, dit-il, « tout Français devrait pouvoir nous rejoindre » : « Premièrement la nation reste le seul garant de notre liberté ; deuxièmement il faut compter sans relâche les Français à surmonter leurs divisions ». M. Chirac indique : « Je n'ai pas besoin de prêter l'oreille pour entendre le ricaneur de tous ceux qui ont rendu leur orrêt en proclamant la fin des nations et, notamment, que la France est près d'achever sa course dans l'histoire comme nation libre et indépendante ».

Faisant référence à l'attitude du général de Gaulle, l'ancien premier ministre déclare : « Voilà qui prouve qu'il est parfois plus facile de vaincre tout un peuple qu'un homme seul et qu'il suffit d'un seul homme de caractère pour changer le cours des choses qui se défient. »

Préconisant un nouveau dialogue avec le monde de la culture, il ajoute : « La majorité ne se voit pas vieillir et c'est ce qui risque demain de la rendre caduque. »

Après avoir estimé que la démocratie « a dégénéré peu à peu en organisation de l'irresponsabilité », M. Chirac souligne que « seul le rassemblement du tout entier est capable de briser le cercle magique de l'irresponsabilité et des divisions car c'est la seule voie qui permette de retrouver ce que le général de Gaulle appelait la légitimité profonde de la France ». « Il est en effet indispensable, poursuit-il, de dépasser le moment présent qui n'est qu'un moment dérisoire du peuple français, pour retrouver la dimension de l'histoire. (...) Il ne servirait à rien de s'interroger sur l'an 2000 si l'an y perd l'esprit de ce qu'est la France, si ce que nous lui devons. » M. Chirac conclut en déclarant que la France est « la République et la royauté, démocratique et légitime, chose de tous, dont nous sommes co-responsables, et remise par eux, constitutionnellement, à un seul. Ce seul a la très haute charge de protéger la plus grande exigence nationale, d'être le berceau du peuple tout entier — le verbe et non le discours. (...) Il ne suffit pas de gérer, il faut vouloir la France. »

LAURENT ZECCHINI

Un sujet de conversation à l'Élysée

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu à déjeuner, vendredi 28 mars, les principaux dirigeants de l'Union pour la démocratie française, dont le congrès a eu lieu, les 22 et 23 mars, à Orléans. Les hôtes du chef de l'Etat étaient MM. Jean Lecanuet, président, Michel Pinon, délégué général, Jean-Pierre Fourcade, vice-président, Michel Durand, Michel Poniatowski et Bernard Stasi. Les membres du conseil national. Les quatre derniers cités étaient invités en tant que membres du comité de coordination, qui avait préparé les assises.

L'entretien a essentiellement porté sur la campagne, sa tonalité, les propositions qui y ont été formulées et l'« unité » dans la diversité — dont il a été évoqué.

MM. Stasi et Lecanuet ont, toutefois, fait valoir que certaines réactions de la salle pourraient donner à penser que l'U.D.F. a encore un bout de chemin à parcourir pour se situer véritablement et dans sa totalité au centre gauche. M. Michel Pinon a estimé, à l'inverse, que cette impression pouvait naître plutôt de certaines interventions que des réactions de l'assistance. Le chef de l'Etat s'est déclaré satisfait de la volonté unitaire qui s'est manifestée à Orléans.

Les convives ont également évoqué la situation internationale et la politique intérieure française. Le départ de M. Debré des journées parlementaires du R.P.R. a été commenté. Le président de la République a estimé que cet incident affaiblissait la position de M. Jacques Chirac, qui voit s'éloigner de lui les gaullistes historiques et devrait éprouver une difficulté croissante à se réclamer de manière convaincante des sources du gaullisme. M. Poniatowski a reporté la rumeur que, selon lui, l'ancien conseiller de M. Charles Pasqua, ancien proche collaborateur de M. Chirac, rumour selon laquelle la « campagne » de M. Debré serait financée par l'Élysée. Dans ces conditions, pour qu'il ne dirait pas que c'est le parti socialiste qui paie la campagne de M. Chirac ? aurait ironisé le chef de l'Etat.

Les personnes présentes, dans leur ensemble, se sont déclarées convaincues que la candidature du président du R.P.R. à l'élection présidentielle est inéluctable, et certaines ont manifesté la crainte que M. Chirac ne mène une campagne très dure, n'excluant pas les attaques de personnes, et rendant difficile une partie des rapports de voix au sein de la majorité au second tour.

Combien de votes écologistes aux présidentielles?

Le Sauvage/Le Nouvel Observateur
numéro de Mars.

UNE MISE AU POINT DE LA FÉDÉRATION SOCIALISTE DU MORBIHAN

A la suite de l'article que nous avons consacré au militantisme au sein du P.S. de Morbihan, dans lequel il était indiqué que, selon la direction du P.S., la diminution du nombre d'adhérents enregistrés dans la fédération du Morbihan, au sein de laquelle les amis de M. Rocard sont majoritaires, « proviendrait

de la difficulté de gérer des positions minoritaires », nous avons reçu du premier secrétaire de cette fédération, M. Le Lamer, une mise au point qualifiant cette argumentation de « mesquinerie », et dans laquelle on lit notamment :

« Il faut chercher ailleurs les explications de cette désaffection. (...) Force est de constater que la stratégie d'échec du P.C., la désuétude de la posture, l'opposition du P.S. sur la conduite à tenir face à cette situation nouvelle, ont ébranlé les militants. Tous éléments auxquels il faut bien entendre opposer la « crispation » interne au parti socialiste, due au jeu des « alliances » (de courtoisie) dénuées ou renouvelées, et à l'absence, pour l'avenir du parti, d'un projet porteur et d'un candidat aux élections présidentielles, tous deux capables de relancer la dynamique d'union des forces populaires. »

Il veut mieux apprendre à vivre notre « pluralité » d'expression. Dans le Morbihan, en tout cas, les « quasi-majoritaires » du courant Rocard s'y emploient : secrétariat fédéral à la proportionnelle, larges délégations fédérales, « décentralisation » de fonctionnement, participation financière entre les sections. Mais ce n'est pas seulement leur œuvre : un certain nombre de camarades ont compris, gagnés que ce sera bientôt la quasi-unanimité. Mais y aurait-il lieu alors de s'en donner ? Non, ce ne sera qu'un retour à la « normalité », que je souhaite pour tout le parti socialiste.

Les socialistes que nous sommes proposent aux Français de changer la vie, pour vivre mieux et autrement. Et s'ils approuvent aussi à mieux vivre ensemble ?

Passez commande avant le 31 Mars.

FIAT

Anticipez le prochain changement de tarif chez Fiat. Pour toute livraison convenue dans un délai de trois mois, l'ancien tarif est garanti. Votre concessionnaire Fiat.

LE COMITÉ FÉDÉRAL DE PARIS DU P.C.F. EXPRIME SON DÉSACCORD AVEC LE LIVRE DE M. FISZBIN

Le comité fédéral de Paris du P.C.F. a adopté, vendredi 28 mars, après huit heures de discussions, un texte dans lequel il indique son total désaccord avec le livre — « Les boueuses font vent » — que vient de publier M. Henri Fiszbin, ancien premier secrétaire de la fédération de Paris (1). Ce document, qui exprime, sur six pages, l'argumentation de la direction du parti, devrait être prochainement publié dans la presse du P.C.F. Il a été adopté par 71 voix contre 14 et 1 abstention. Le résultat de ce vote exprime la persistance, au sein de cette fédération, d'une forte minorité de responsables qui refusent de se plier à la reprise en main commencée par la direction au début de 1979.

M. Henri Fiszbin raconte dans son livre la rencontre, le 11 janvier 1979, entre le secrétaire de la fédération de Paris et le bureau politique du P.C.F., qui lui reprochait son attitude dans la capitale. A la suite de cette réunion, M. Fiszbin s'est démis de ses fonctions de premier secrétaire, officiellement pour des raisons de santé. Il a ensuite démissionné du comité central après avoir été le seul membre de l'instance dirigeante du P.C.F. à avoir voté, le 6 novembre 1978, contre une résolution qui approuve les prises de position du bureau politique.

Dans le texte qu'il a adopté vendredi, le comité fédéral de Paris accuse M. Fiszbin de donner, dans son livre, une vision idéologique de l'action menée par la fédération qu'il dirigeait. Il lui reproche des attaques injustifiées, à ses yeux, contre la direction de son parti.

(1) Le Monde du 19 mars.

هكذا من الأصل

55-160-100

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 29 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1
18 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 10 Allocation de M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République (à l'occasion de la Semaine internationale de l'enfance).
19 h 30 Six minutes pour vous défendre. Les prix dans l'électro-ménager.
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 L'Accord pas d'accord.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.



Les Muppets reviennent.
Au cinéma le 1^{er} Avril dans leur premier Grand Film.

20 h 35 Les dossiers érotiques : La lame et le mensonge.
Série de P. Desgranges. Réalisation A. Boudet, avec A. Doleux, R. Bérin, M. Cuvelier, V. Villen.
21 h 15 Divergence : Les Muppets reviennent. Au cinéma le 1^{er} Avril dans leur premier Grand Film.
22 h 15 Divergence : Les Muppets reviennent. Au cinéma le 1^{er} Avril dans leur premier Grand Film.
23 h 15 Divergence : Les Muppets reviennent. Au cinéma le 1^{er} Avril dans leur premier Grand Film.

19 h 55 Dossiers érotiques : La lame et le mensonge.
20 h Les Jeux.
20 h 30 Faillite : Les Quatre Filles du docteur March.
21 h 15 Divergence : Les Muppets reviennent. Au cinéma le 1^{er} Avril dans leur premier Grand Film.
22 h 15 Divergence : Les Muppets reviennent. Au cinéma le 1^{er} Avril dans leur premier Grand Film.
23 h 15 Divergence : Les Muppets reviennent. Au cinéma le 1^{er} Avril dans leur premier Grand Film.

FRANCE-CULTURE
18 h 30, Entrée de carême avec les pasteurs P. de Robert et H. Ager : « Le temps de l'épreuve » (l'épreuve du Père).
19 h 30, Alexandre Tassan-Delpout : « L'œuvre et le témoin » (la matricule).
20 h 30, Carole blanche : « Les Microbes d'Herminette » (l'épreuve du Père).
21 h 15, « La Petite Orelia », d'E. Favre.
22 h 15, Musique : « Les Muppets reviennent. Au cinéma le 1^{er} Avril dans leur premier Grand Film. »
23 h 15, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE
18 h 30, Concert donné au Münchner Nationaltheater, soirée lyrique : Richard Wagner, « Les Maîtres Chanteurs de Nuremberg », par les chœurs et l'orchestre de la Bayerische Staatsoper, dir. W. Sawallisch.
20 h 30, « Les Muppets reviennent. Au cinéma le 1^{er} Avril dans leur premier Grand Film. »
21 h 15, « La Petite Orelia », d'E. Favre.
22 h 15, Musique : « Les Muppets reviennent. Au cinéma le 1^{er} Avril dans leur premier Grand Film. »
23 h 15, La fugue du samedi.

Sondages : R.T.L. reprend la tête

La première série des sondages du C.R.S.P. (Centre d'étude des supports de publicité), effectués du 21 janvier au 28 février auprès d'un échantillon de 3 389 personnes âgées de quinze ans et plus, place R.T.L. en tête des stations de radio (avec 10 042 000 auditeurs, soit 26 % pour l'audience dite « cumulée », c'est-à-dire pour le nombre d'auditeurs ayant écouté au moins une fois dans la journée), devant Europe 1 (9 719 000, soit 25,1 %), France-Inter (7 422 000, soit 19,2 %) et Radio Monte-Carlo (5 804 000, soit 9,8 %). Le nombre total d'auditeurs pour l'ensemble des radios est de 27 329 000.

Rappelons qu'au précédent sondage (le Monde du 20 décembre), Europe 1 avait pris la tête (25 %) devant R.T.L. (22,1 %), France-Inter (17,3 %) et Radio Monte-Carlo (10,5 %). R.T.L. progresse donc nettement, ainsi que France-Inter. Europe 1 est en

La Journée nationale de la télévision par câble

De notre correspondant

Metz. — La première Journée nationale de la radiotélévision par câble a eu lieu vendredi 28 mars, à Metz, en présence de M. Jean Aurin, président de l'Association de France, et Roger Quilès, président de l'Association des maires des grandes villes de France.

Metz est en effet, avec Nice, la seule grande ville de France à disposer d'un réseau important de télévision par câble. Depuis six mois déjà, environ un million de foyers messins peuvent recevoir neuf programmes (les trois chaînes françaises, les deux programmes belges, R.T.L. et les trois chaînes allemandes) et douze programmes de radio en modulation de fréquence, dont cinq en stéréo.

Le câblage total de la ville est prévu dans cinq ans. Il concernera alors quarante mille foyers, c'est-à-dire l'ensemble de la population de la ville. Mais d'ores et déjà huit mille foyers ont la possibilité d'être raccordés au réseau.

L'abonnement annuel est de 435 francs. Ce réseau communautaire de radiotélévision appartient à l'A.D.P. Il a été concédé à une filiale du groupe Philips, Canod et Cie, pour une période de trente ans. Cette société a mis en place et exploite le réseau et perçoit les taxes. Mais elle doit, en fonction de la convention qu'elle a signée avec la ville, verser à cette dernière une indemnité forfaitaire annuelle de 1 % du montant de ses recettes, et raccorder et abonner gratuitement un certain nombre de bâtiments (hôtel de ville, bibliothèque, écoles maternelles et primaires).

Selon M. Jean-Marie Hansch, maire de Metz, ce système de radiotélévision par câble a pour but d'offrir aux Messins « un service qui, à travers les satellites, leur permettra dans les années à venir d'être à l'écoute de l'Europe et peut-être du monde, mais également de supprimer les forêts d'antennes qui nuisent considérablement à l'esthétique ». Actuellement, l'antenne de télévision visible est interdite dans le secteur sauvegardé du centre ancien de la ville (mille quatre cents logements concernés) et dans les zones à urbanisation récente. L'objectif est également de dissuader la pose d'antennes dans les zones où l'urbanisme a démarré depuis quelques années.

PRESSE

UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS EST CRÉÉE AU « MATIN DE PARIS »

Réunis vendredi 28 mars en assemblée générale, les journalistes du *Matin de Paris*, à l'issue du conflit qui les a opposés à M. Claude Fendler, directeur de la rédaction de *Le Monde* des 28 et 29 mars, ont élu le bureau d'une nouvelle société de rédacteurs. M. Bernard Veillet-Lavalée en est le président. Ses statuts devraient être adoptés d'ici deux mois.

Un projet de société de rédacteurs avait été élaboré au moment de la création du quotidien mais avait depuis été mis en sommeil. Le but de cette société de rédacteurs « réactionnels » est de permettre, selon ses promoteurs, l'expression de l'équipe rédactionnelle concernant notamment la ligne du journal, sans exclure la recherche d'une participation au capital.

● M. André Audinot, président du conseil de surveillance de la société de gestion du *Figaro*, a nommé comme représentants de la Société des rédacteurs à ce conseil M. René Rouvenat, secrétaire général adjoint de la rédaction, et Jean-Pierre Cressard, envoyé spécial permanent en Bretagne.

● « Sud », hebdomadaire indépendant du *Languedoc* et du *Roussillon*, suspendu au-delà du 5 avril prochain provisoirement sa parution, annonce-t-on à sa rédaction, lancé il y a quatre ans par des journalistes professionnels soucieux de s'exprimer plus librement qu'ailleurs, le magazine vendu à six mille exemplaires connaît des difficultés financières. Mais l'équipe envisage une réparation à l'automne prochain.

Dimanche 30 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1
11 h Messe.
12 h 15 Les rendez-vous du dimanche. De Michel Drucker.
13 h 30 Sports premiers.
13 h 40 Journal.
14 h 20 C'est pas sérieux.
14 h 15 Les rendez-vous du dimanche. De Michel Drucker.
15 h 30 Sports premiers.
15 h 40 Journal.
16 h 30 Série : Commissaire Moulin.
16 h 40 Journal.
17 h 25 Les animaux du monde.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Cinéma : « Alexandre le Bienheureux ».

20 h 35 Dramatique : « Les Partis Gentilhomme ». De R. Ephron. Réalisation J. Cooper, avec L. Bacall, R. Gordon, S. Dennis.
21 h 15 Magazine de l'image : vol.
22 h 15 Petit théâtre : « Indice quand tu nous tiens ».
23 h 15 Journal.

22 h 35 Cinéma : « Les Partis Gentilhomme ». De R. Ephron. Réalisation J. Cooper, avec L. Bacall, R. Gordon, S. Dennis.
23 h 15 Journal.

20 h 35 Cinéma : « Alexandre le Bienheureux ».
21 h 15 Magazine de l'image : vol.
22 h 15 Petit théâtre : « Indice quand tu nous tiens ».
23 h 15 Journal.

20 h 35 Cinéma : « Alexandre le Bienheureux ».
21 h 15 Magazine de l'image : vol.
22 h 15 Petit théâtre : « Indice quand tu nous tiens ».
23 h 15 Journal.

22 h 35 Cinéma : « Les Partis Gentilhomme ». De R. Ephron. Réalisation J. Cooper, avec L. Bacall, R. Gordon, S. Dennis.
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Colorado.
14 h 55 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
15 h 40 Majar : Passe-passe.
15 h 55 Hippisme : Prix du président de la République à Auteuil.
16 h 15 Des animaux et des hommes : les chèvres, les éléphants.
17 h 10 Série : Un juge, un flic.
18 h 15 Dessine-moi un mouton.
19 h 15 Série 2.
20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : « Alexandre le Bienheureux ».
21 h 15 Magazine de l'image : vol.
22 h 15 Petit théâtre : « Indice quand tu nous tiens ».
23 h 15 Journal.

22 h 35 Cinéma : « Les Partis Gentilhomme ». De R. Ephron. Réalisation J. Cooper, avec L. Bacall, R. Gordon, S. Dennis.
23 h 15 Journal.

CARNET

Décès
COLONEL JOSEPH DOUDOT
Les obsèques du colonel Joseph DOUDOT ont été célébrées le mercredi 26 mars à Altippe (Moselle).
Joseph Doudot fut, avant et pendant la dernière guerre, un des hommes les plus marquants de notre armée française. Fils d'un cultivateur lorrain, il fut affecté dès son service militaire au service des renseignements, où il fit toute sa carrière. En 1920, lieutenant à Metz, il se fit recruter sous plusieurs identités par les services secrets allemands, mais, en France, il « intoxiqua » les agents. En 1940, il avait réussi à démanteler une grande partie du dispositif adverse en France et au Luxembourg. Mis à l'arrêt par ses chefs en Afrique du Nord, le 25 juin 1940, il y poursuivit sa tâche. Le colonel Doudot avait pris sa retraite en 1963. Son rôle ne fut connu que ces dernières années, où il accepta de publier ses souvenirs, corroborés par ses anciens chefs.

— Mme Jean BOWE, son épouse, Martine et Marcel Bourreau, Dominique et Georges-Marie Doudot, ses enfants.
— Mlle Cécile, Luc, Jean-Bernard Bourreau, ses petits-enfants.
— Mlle M. J. Molinault, sa sœur.
— Mlle Cécile et Gérard Altmann, Jean-Marie et Michèle Molinault, Jacques et Eugénie Molinault, Aline de Vienne.
— Les neveux et nièces.
— Et toute sa famille.
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Jean BOWE
Ingénieur des Arts et Métiers, dans sa quatre-vingtième année, à Jean (Espagne), le 19 mars 1980.
Les obsèques auront lieu le lundi 30 mars 1980, à 14 h 15, à l'église réformée du centre, boulevard Franklin-D. Roosevelt.
Ces obsèques ont lieu de faire-part.

— M. et Mme Cretton-Dubout, ses enfants.
— M. Cretton-Fleury, René, son petit-fils.
— Mlle Cretton-Maria-Laurence, sa petite-fille.
— Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Florent CRETTON
cofondateur du casino de Divonne-les-Bains.
survécu dans sa quatre-vingtième année, le 26 mars 1980.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille au cimetière de Châtenay, à Nice.
Avenue de Budé, Genève (Suisse).
10, promenade des Anglais, Nice.

— Mme Maxime ELBAZ.
M. et Mme Georges Elbaz et leurs enfants.
— M. et Mme Henri Bitterman et leurs enfants (de Londres).
Le docteur Paul Elbaz.
Et toute la famille.
ont la douleur de faire part du décès cruel qui vient d'atteindre la personne de

M. Maxime ELBAZ
leur époux, père, grand-père et parent, survenu le 26 mars 1980, 4, rue Jobbe-Duval, Paris (20^e).
Les obsèques auront lieu le lundi 30 mars, à 10 h, à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 h.
Ces obsèques ont lieu de faire-part.

Bienfaisance
Le Secours de France, qui préside M. André Audinot, publie un appel de l'association Le Secours de France (10, rue Bernoulli, 75008 Paris) recueille les dons et pour les combattants de l'Algérie française, anciens prisonniers politiques, handicapés, pour les réfugiés du Sud-Est asiatique — dans les camps et hors des camps — et pour tous ceux qui ont souffert de la sauvagerie de la civilisation chrétienne. C.C.P. Paris 16 890 11 D.

Communications diverses
— Conférence de J.-T. Desmurs, les 30 mars et 13 avril, à 16 heures, 8 sept oracles sur l'avenir de l'Église catholique. L'Église des quatre cardinaux de l'Apocalypse, 20, passage du Mont-Cenis, métro Porte-de-Glignancourt.

« Indian Tonie »
le SCHWEPPESS qui vous étouffe.
Ritier Lemon :
le SCHWEPPESS qui vous renverse.

Chez Les Anges
est ouvert
DIMANCHE MIDI
54, Boulevard de Latour-Vaubourg, Paris 7^e
☎ 705.89.86 et 555.69.26
FRANÇOIS BENOIST
Fermé le Dimanche soir et le Lundi
Parking Esplanade des Invalides

BEETHOVEN PAR VICTOR HUGO

Victor Hugo a reçu notre envoyé spécial à Guernesey. Il lui a parlé de la musique française, de l'âme, de Beethoven. Pas un seul mot de cet entretien imaginaire qui ne soit authentique. Et aussi les synthétiseurs, Aznavour, le piano, les concerts, les disques...



Les urgences du dimanche

100

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

AGRICULTURE

La colère des paysans français

(Suite de la première page.)

Cet optimisme est apparemment loin d'être partagé par les organisations paysannes françaises, qui pour la plupart regrettent que l'ajustement du « franc vert » — qui a entraîné la suppression des montants compensatoires — n'ait pas été plus important, « inquiétant du retard apporté à la fixation des prix communs pour la prochaine campagne et condamnant l'attitude du Parlement européen. Ainsi, M. François Guillaume, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), s'est déclaré vendredi 28 mars « déçu » par le taux de dévaluation du « franc vert ». « Le ministre n'a demandé que 37 % et nous aurons obtenu 32 % et que l'on veut 31 % », le ministre soit ce qu'il lui reste à faire. Le Centre national des jeunes agriculteurs estime lui aussi que l'augmentation des prix agricoles français dénotant de cette dévaluation « compense à peine l'augmentation des charges de production enregistrées depuis le début de l'année » et « ne permet pas de couvrir une augmentation du revenu agricole ». « Dans ces conditions, conclut la C.N.J.A., une augmentation de 7,9 % des prix communautaires en unités de compte s'impose plus que jamais, ainsi que la suppression de la franchise de 1,5 % qui subsiste pour le « franc vert ».

Seules les chambres d'agriculture, qui considèrent la dévaluation du franc vert comme un « premier pas », et la Fédération nationale des coopératives laitières, montrent quelque satisfaction des mesures décidées à Bruxelles, en réclamant toutefois des décisions définitives sur les prix, le plus rapidement possible. Quant au MODEP (mouvement de défense des exploitations agricoles familiales) qui réclame une hausse des prix communs de 13 %, il dénonce de façon virulente la « majorité oligopsonique » qui s'est exprimée à l'Assemblée européenne, et annonce que les manifestations paysannes doivent continuer « jusqu'à satisfaction », toutes les possibilités existant pour faire reculer gouvernement et Communauté ». Il rejoint sur ce point les principales organisations paysannes, la F.N.S.E.A. et

la C.N.J.A. ayant également vivement déploré « l'incroyable manque de sens politique » et « l'incapacité » du Parlement européen. Sur le terrain, en tous cas, la vigueur des manifestations qui se sont déroulées vendredi à tous les coins de l'hexagone montre amplement que la déception, l'inquiétude et le mécontentement liés tant à l'attitude des négociateurs britanniques qu'aux propositions de la Commission de Bruxelles et au semi-échec de Strasbourg l'emportent largement sur la satisfaction d'avoir enfin obtenu l'abolition des montants compensatoires. La manifestation la plus importante s'est déroulée à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) où, pour la première fois depuis trois ans, quatre fédérations bretonnes de la F.N.S.E.A. et du C.N.J.A. avaient appelé à une action unitaire. Celle-ci, également soutenue par le MODEP et les Coopératives laitières des Côtes-du-Nord, a rassemblé pendant plusieurs heures quelque vingt-cinq mille agriculteurs qui, nous signale notre correspondant, ont défilé dans le centre ville dans le calme après avoir entendu divers orateurs et se sont dispersés sans incidents.

A Alençon (Orne), par contre, comme deux jours auparavant à Angers, la manifestation qui a regroupé trois mille agriculteurs a donné lieu à de violents affrontements avec les forces de l'ordre, lesquels ont fait plusieurs blessés — un C.R.S. et deux manifestants — après qu'un groupe de jeunes eut tenté de forcer la porte de la préfecture.

A Lyon, également, une manifestation devant une fabrique de confiture, que devait visiter M. Raymond Barre, a été dispersée par la police. De très nombreuses autres actions paysannes se sont déroulées sans heurt à Poitiers (Vienne), plus d'un millier d'agriculteurs ont bloqué pendant plusieurs heures tous les accès de la ville, en Charente et en Charente-Maritime, une quarantaine de barrages ont perturbé le trafic routier, de même qu'en Indre-et-Loire, en Haute-Marne, où les manifestants ont également bloqué une route fendant la Seine-et-Marne (près de Mâcon), et dans le Nord où des producteurs de pommes de terre ont embouteillé l'antenne Dunkerque-Lille, en organisant un cortège d'une centaine de véhicules. En Seine-Maritime, les agriculteurs ont organisé des défilés dans une dizaine de localités. Dans le Lot-et-Cher, nous signale notre correspondant, des tas de foin, de paille, de lie de vin ou de fruits avariés, avaient été déposés dans la nuit du 21 au 22 mars devant dix-sept perceptions du département. Tout laisse supposer que la colère qui gagne le monde paysan ne s'apaisera pas d'elle-même. Le président de la F.N.S.E.A. n'a-t-il pas affirmé, coté le Nord, que les manifestations d'agriculteurs se poursuivraient « jusqu'à ce qu'ils nient obtenu satisfaction » ?

« La guerre du mouton »

LA COUR DE JUSTICE EUROPÉENNE CONFIRME QUE LA FRANCE EST EN INFRACTION

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — La cour de justice européenne de Luxembourg vient de rejeter le recours de la Commission de Bruxelles, qui, en mars 1980, lui avait demandé par une procédure de référé « d'ordonner des mesures provisoires » contre la France, autrement dit d'interdire à cette dernière de supprimer sans délai les restrictions qu'elle applique aux importations de moutons britanniques. Toutefois — et c'est là l'essentiel — la cour ne rejette pas le recours de la Commission parce qu'il serait injustifié, mais parce qu'il est inutile. Elle considère que son arrêt du 25 septembre 1979, où elle déclarait que les restrictions à l'importation appliquées par la France étaient contraires au traité, faisait déjà obligation à celle-ci d'ouvrir pleinement ses frontières aux moutons britanniques et qu'il n'y a donc pas de raison de réitérer ce qui a déjà été dit.

En d'autres termes, l'arrêt qui vient de rendre la cour signifie qu'à son avis la procédure de référé récemment introduite par la Commission n'a pas de signification ; mais elle ne donne pas pour autant raison aux thèses françaises : celles-ci, aux yeux de la cour, demeurent dans une situation de complète illégalité. Ph. L.

SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

Les associés de la société civile à capital variable Les rédacteurs du « Monde » sont convoqués, le mardi 15 avril 1980, au siège de la société, 5, rue des Italiens, Paris (8^e), à 15 h. 30, pour y tenir une assemblée générale ordinaire convoquée extraordinairement, avec l'ordre du jour suivant : — Révision de la résolution votée le 18 novembre 1979. — Questions diverses.

L'encadrement du crédit est à nouveau durci

L'encadrement du crédit va être durci encore plus sévèrement qu'on ne l'avait prévu ; c'est ce qui ressort de la publication des normes de progression des concours bancaires pour le second semestre 1980, et donc pour l'année tout entière. Non seulement ces normes marquent une diminution, puisque la progression annuelle revient pour les grandes banques, de 4 % à 3,50 %, pour les banques moyennes, de 7 % à 6 %, et pour le crédit à la consommation de 9 % à 7 %, comme on pouvait le penser, mais un nouveau tour de vis est donné en matière de réintégration des crédits désaffectés. Parmi ces derniers, dont la progression est (ou plutôt était) libre, figurent essentiellement le financement à moyen terme des exportations, les crédits d'équipement pour les entreprises d'énergie, les crédits professionnels avec caution mutuelle et, surtout, les prêts complémentaires d'équipement — logement et les prêts immobiliers conventionnels. Traditionnellement, l'augmentation de ces crédits désaffectés est très rapide (30 % à 40 %) ce qui provoque un gonflement général de la masse des crédits distribués.

Selon l'INSEE LES CHEFS D'ENTREPRISE N'ATTENDENT PLUS D'AUGMENTATION DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

« La production industrielle continue d'augmenter à un rythme lent. Un regain de demande s'est manifesté à la fin du premier trimestre », écrit l'INSEE au vu de sa dernière enquête mensuelle (mars) auprès des industriels français.

Ce résultat interromp la dégradation des commandes de commandes et des stocks de produits finis observée au cours des trois mois précédents. Les commandes rejoignent leur maximum de novembre dernier grâce à une amélioration de la demande intérieure ; les commandes étrangères, qui ont peu varié depuis le début de l'année, demeurent en deçà de leurs niveaux de l'automne. Que va-t-il se passer au deuxième trimestre ? « Dans la suite des phases d'optimisme et de pessimisme qui alternent depuis un an, le mois de mars marque une dégradation du climat général : en moyenne, les chefs d'entreprise n'attendent plus d'augmentation de la production industrielle. Leurs perspectives personnelles de production correspondent encore à une lente croissance, mais elles s'inflechissent depuis la fin de l'année dernière. Enfin, en ce qui concerne les prix, l'INSEE note : « Après la flambée du début de l'année, les hausses de prix à la production devraient être un peu moins nombreuses ou cours des prochains mois, notamment dans le secteur des biens intermédiaires ».

STAGES LINGUISTIQUES INTENSIFS



C. P. Brodier, Directeur des Etudes IBC

« Mes collaborateurs et moi avons pour tâche d'enseigner les langues le plus rapidement possible. Nous mettons sur la qualité et nos ressources nous permettent de satisfaire les besoins de la plupart des participants. Nos cours ont lieu dans les grandes villes européennes et offrent ainsi aux participants le maximum de possibilités pour mettre en pratique leur connaissance de la langue étudiée ».

Cours de deux ou quatre semaines toute l'année

Anglais LONDRES Français PARIS Allemand BOURN-VIENNE Espagnol BARCELONE Suédois STOCKHOLM

INTERNATIONAL BUSINESS COLLEGES 5, rue Boudreau - 75009 PARIS - Tél. 742.91.85

Veuillez me faire parvenir votre brochure d'information détaillée sur vos stages linguistiques intensifs

Nom Adresse PAYS Tél.

CONJONCTURE

L'augmentation des prix en France : la dangereuse contrepartie de la prospérité des entreprises

Comment expliquer que, depuis le début de l'année, les prix tendent à augmenter aussi rapidement ? Est-ce la signe avant-coureur d'un dérapage général qui mettrait en quelques mois la France dans une situation comparable à celle de la Grande-Bretagne avec des prix à des niveaux évalués au rythme de 20 % l'an ? Il est un peu trop facile de trouver chaque mois la hausse des prix des causes extérieures : le pétrole, l'or et l'argent, les matières premières... L'explication — n'en déplaie aux pouvoirs publics — n'est pas satisfaisante. D'une part, elle ne justifie pas tout ; d'autre part, elle dissimule le fait que producteurs et commerçants mettent à profit les « causes extérieures » pour accroître leurs marges bénéficiaires au lieu de les stabiliser, voire de les réduire. L'accélération des prix de détail que l'on constate était prévisible. Elle trouve son origine dans la flambée des prix qui s'est produite à partir de janvier 1979 au niveau de la production des biens intermédiaires : produits chimiques caoutchouc, métaux. A l'époque, on imputait les hausses des matières premières. Cette flambée, restée circonscrite jusqu'au printemps, s'est ensuite étendue aux biens de consommation, puis, à partir de novembre 1979, aux biens d'équipement. Cette irrésistible contagion qu'avait fort bien décrite l'INSEE, certes, est très aggravée par les hausses à répétition des prix pétroliers. La crainte de ces augmentations, l'impression communément répandue qu'elles étaient inévitables ont déclenché une formidable vague d'achats anticipés d'où un élimet d'apophrie assez artificiel. Mais, outre qu'il s'agit bien du comportement d'entreprises françaises, le mouvement de hausse avait pris naissance avant la psychose des augmentations pétrolières. Si l'inflation y a, celle-ci est donc bien en grande partie une affaire interne.

En fait, les chocs d'entreprise, portés par le libéralisme ambiant, augmentant leurs prix et accroissant leurs marges, l'amélioration de leur situation financière a permis à l'industrie française de se désendosser vis-à-vis du système bancaire, mais aussi d'investir. Les bons résultats de 1979 (une croissance de 4 % du produit intérieur brut) ne sont pas sans rapport avec la prospérité des firmes. Le signe le plus évident en est la nette accélération des investissements : en 1979, ceux-ci auront augmenté de 4,5 % en volume contre 2,5 % en 1978. Encore la morosité de la conjoncture au début de 1979 (trois graves, inquiétude) dissimulée la bond assez étonnant du deuxième semestre : + 8 % en volume par rapport au premier semestre.

PRÉCISIONS AU SUJET DE LA HAUSSE DE CERTAINS LOYERS

Le ministère de l'environnement et du cadre de vie a rappelé, le vendredi 28 mars, les grandes lignes de la réglementation de l'augmentation des loyers de secteur « libéré ».

Pour les baux prévoyant la révision du loyer sur la base de l'évolution de l'indice de la construction avec comme référence le quatrième trimestre, l'augmentation du loyer pour la prochaine période annuelle ne pourra être supérieure à 9,8 %.

Dans deux cas, les propriétaires d'appartements du secteur « libéré » peuvent appliquer des hausses plus importantes, selon le ministère : « si le loyer est sous-évalué (de plus de 10 %) par rapport aux loyers du même groupe, l'augmentation peut être portée à 12,5 % ; si le loyer est sous-évalué par rapport à la norme peut alors atteindre 4 % pour un bail annuel et 5 % répartis en deux ou trois baill triennaux.

Les allocations minimales de chômage sont augmentées de 7,5 % ou 1^{er} avril sur décision du conseil d'administration de l'UNEDIC, l'allocation journalière minimum de base passe de 57 francs à 61,50 francs, la garantie de ressources minimale de 65,55 francs à 70,75 francs, et l'allocation spéciale minimum est fixée à 76,92 francs.

PAYS-BAS

Le déficit de la balance néerlandaise des paiements a pratiquement doublé en 1979, se situant à 4,5 milliards de florins contre 2,3 milliards en 1978. Le déficit commercial ne représente-t-il que 0,4 milliard, l'essentiel de ce résultat est imputable aux transactions « invisibles », principalement à la baisse des recettes des services. Les investissements néerlandais à l'étranger se sont élevés à 4,6 milliards en 1979, et les investissements étrangers aux Pays-Bas à 2,4 milliards de florins. — (A.F.P.)

R.F.A.

L'indice ouest-allemand des prix à la consommation a augmenté de 0,6 % en mars, selon des résultats encore provisoires de l'Office fédéral des statistiques. Cette augmentation, analogue à celle enregistrée en février, porterait le taux annuel à 5,8 %, contre 5,6 % il faut remonter à octobre 1979 pour enregistrer en R.F.A. un tel pourcentage. L'indice définitif ne sera communiqué que dans une quinzaine de jours. — (A.F.P.)

AFFAIRES

M. DURAND-RIVAL QUITTE LE GROUPE SIDÉRURGIQUE SAILOR - SOLLAC

M. Pierre Durand-Rival, administrateur-directeur général de la société sidérurgique Saylor & Sollac, a démissionné de ses fonctions le vendredi 28 mars 1980. Il est remplacé à Saylor par un administrateur vice-président, M. Robert Piron, et deux directeurs généraux.

Déjà le 1^{er} juillet 1980 à Chaux-de-Fonds (Suisse), M. Pierre Durand-Rival était entré en 1980 dans le groupe Saylor. Bourreau de travail et homme d'initiative, il a dirigé la construction de l'usine de Gandrange, en Lorraine, en 1967-68, pour se voir attribuer celle du boudoir géant de l'usine de Fos, dont le fonctionnement a été très vite satisfaisant pour le point technique, phénomène très rare. Son départ, dont la rumeur courait depuis plusieurs mois, ne semble pas être provoqué par des divergences d'opinion notables avec M. Jacques Morvan, mais plutôt à cause d'un « âme ».

F. R.

LES PRIX DE DÉTAIL EN FÉVRIER (%)

	EN 1 AN (février 1980 par rapport à février 1979)	EN 3 MOIS (février 1980 par rapport à nov. 1979)	EN 3 MOIS (février 1980 par rapport à février 1980)	EN 1 MOIS (février 1980 par rapport à janvier 1980)
ENSEMBLE	+ 13,4	+ 6,8	+ 3,8	+ 1,1
ALIMENTATION	+ 9,8	+ 5	+ 2,2	+ 0,6
Produits à base de céréales	+ 12,9	+ 6,4	+ 1,7	+ 0,6
Vlaodres de boulangerie	+ 8	+ 3,8	+ 2,4	+ 0,6
Pain et charcuterie	+ 12,8	+ 6,8	+ 3,9	+ 1,5
Vlaodres, légumes, produits à base de viande	+ 18,5	+ 9,2	+ 3,8	+ 0,4
Produits de la pêche	+ 11,5	+ 6,9	+ 2,2	+ 0,9
Lait, fromages	+ 9,2	+ 5,1	+ 1,4	+ 0,8
Œufs	+ 8,8	+ 15	+ 2,8	+ 2,3
Corps gras et beurres	+ 2,7	+ 8,6	+ 5,3	+ 2,7
Légumes et fruits	+ 8	+ 3,2	+ 0,8	—
Autres produits alimentaires	+ 18,8	+ 9,2	+ 2,1	+ 0,4
Boissons alcoolisées	+ 8,5	+ 3,2	+ 2	+ 1
Boissons non alcoolisées	+ 12,1	+ 7,7	+ 1,7	+ 0,2
PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 16,3	+ 8,4	+ 3,3	+ 1,5
1) Habillement et textiles	+ 11,6	+ 6,3	+ 2,2	+ 0,7
— Vêtements de des- — Autres vêtements et accessoires	+ 9,8	+ 4,7	+ 1,3	+ 0,4
— Articles chaussants	+ 12,8	+ 6,9	+ 2,8	+ 0,9
— Autres articles tex- tiles	+ 13,9	+ 8,4	+ 2,8	+ 0,7
2) Autres produits manufacturés	+ 17,4	+ 8,9	+ 6,1	+ 1,7
— Meubles et tapis	+ 11,6	+ 5,7	+ 3	+ 0,9
— Appareils électro- ménagers et électro- domestiques	+ 8,7	+ 5,3	+ 1,9	+ 0,8
— Autres articles d'équipement de ménage	+ 14,6	+ 7,2	+ 3,7	+ 1,2
— Savons de ménage, prod. d'entretien prod. d'entretien	+ 15,1	+ 8,2	+ 3,5	+ 0,8
— Articles de toilette et de soins	+ 10,5	+ 5,3	+ 2,3	+ 2,2
— Véhicules	+ 12,9	+ 5,9	+ 3,3	+ 1,5
— Papeterie, librairie, journaux	+ 11,1	+ 6,5	+ 3,4	+ 1,1
— Photo, optique, électro-acoustique	+ 3,5	+ 1,9	+ 0,8	+ 0,4
— Autres articles de loisir	+ 8,7	+ 4,9	+ 2,7	+ 0,8
— Combustib., énergie Tabacs et produits marque divers	+ 29,2	+ 13,8	+ 12,4	+ 1,8
SERVICES	+ 12,1	+ 5,5	+ 2,9	+ 0,8
Services relatifs au logement	+ 12,1	+ 6,2	+ 3,7	+ 3,5
— d'où : Loyers	(+ 11,2)	(+ 5)	(+ 3,5)	(=)
Sous-person., soins de l'habillement (1)	+ 11,1	+ 4,6	+ 1,9	+ 0,5
Services de santé	+ 7,2	+ 1,5	+ 1,2	—
Transports publics	+ 14,5	+ 5,1	+ 2,8	+ 1,4
Services d'utilité de véhicule privé (2)	+ 18	+ 7,1	+ 3,5	+ 1,9
Hôtels, cafés, restaur., sautons	+ 13,7	+ 6,7	+ 3,9	+ 1,3
Autres services (3)	+ 11,2	+ 5,5	+ 1,9	—

(1) Le poste « soins personnels, soins de l'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchiment, nettoyage, teinture, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parking, stations-service, péages sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-école), spectacles, vacances, sports, camps, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

كثيرا من الاصل

De notre correspondant

1. *Journal of the American Medical Association*, 273: 1033-1034, 1995.

Le Monde

D I M A N C H E

Policier notre père...

Indignés par les accusations injustifiées dont ils étaient l'objet, les policiers de cette ville décidèrent une grève totale et illimitée. Cette situation insolite devait avoir des conséquences inouïes...

GÉRARD VINCENT

PERSONNE n'aurait pu imaginer que, dans cette vaste cité de la partie septentrionale du continent nord-américain où la tradition britannique du self-control est fortement établie — les marginaux eux-mêmes ont une sorte de retenue qu'on ne rencontre pas ailleurs — la manifestation du 13 octobre 197... dégraderait en une véritable émeute. Le grand rassemblement patronné par Amnesty International avait, en effet, obtenu les autorisations nécessaires à l'organisation d'un vaste défilé à travers les artères principales de la ville. Les responsables avaient fait en sorte qu'on n'oubliât aucune des victimes des appareils étatiques et policiers. Il s'agissait de protester contre toutes les violations des droits de l'homme, et l'on sait, hélas ! qu'elles existent partout.

On dénonçait donc — équitablement en quelque sorte — le traitement infligé aux dissidents dans les goulags des pays de l'Est, les exactions commises par la police politique du général Pinochet, le génocide des Cambodgiens, l'extermination des communistes indonésiens emprisonnés depuis plus d'une décennie, les « disparitions » mystérieuses de milliers d'opposants — ou supposés tels — à la junte argentine. Cette mobilisation populaire revêtait un caractère officiel puisque marchaient en tête du cortège non seulement les leaders de l'opposition mais aussi certains membres du gouvernement.

La population avait répondu massivement à l'appel des défenseurs des droits de l'homme et, comme le temps était superbe — comme il arrive souvent dans ce pays où l'automne fait roussir les érables — on était venu en famille. Visiblement, personne ne croyait à une quelconque intervention de la police, qui, d'ailleurs — c'est une tradition républicaine — ne porte jamais d'armes à feu lorsqu'il s'agit d'opérations de maintien de l'ordre.

Que se passa-t-il ? Sur ce point, les témoignages sont, comme toujours, contradictoires. Les organisateurs affirmèrent que soudain, sans raison et, semble-t-il, sans ordre précis, la police montée chargea les manifestants, provoquant une panique indescriptible. Dans un communiqué publié le soir même, le ministre de l'Intérieur déclara que le service d'ordre, disposé à plusieurs centaines de mètres des avenues où s'élevait le défilé, fut brusquement assailli à coups de pierres et à l'arme blanche par des éléments incontrôlés et qu'il n'avait fait que riposter à une agression d'autant plus odieuse qu'elle émanait de gens prétendant défendre les droits de l'homme. Quel qu'il en fût, la plupart des manifestants

s'enfuirent dans toutes les directions et un grand nombre d'entre eux furent piétinés par les chevaux de la garde. Quelques-uns firent front et engagèrent une bataille épiquique mais impitoyable avec les policiers.

Les deux camps ne s'accordèrent que sur le fait qu'aucun coup de feu n'avait été tiré et qu'il y avait eu trois morts, deux femmes et un enfant. Sur tous les autres points, comme il est habituel, les estimations officielles divergèrent de celles des organisateurs. La police prétendit que les trois victimes périrent étouffées par la foule en fure. On riposta en face que les femmes avaient eu la poitrine enfoncée par les sabots des chevaux et que l'enfant avait été coupé en deux par un coup de sabre (alors que le règlement de la police montée lui impose de ne frapper qu'avec le plat du sabre). Quant aux blessés, ils furent quelques dizaines selon le gouvernement, plusieurs centaines selon les autres.

Suivant les estimations officielles, cinq cents voitures furent incendiées, à quelques dizaines les véhicules appartenant à la police étant d'ailleurs responsables de cette destruction, puisque les manifestants avaient tenté de barrer les avenues avec des voitures pour se protéger des charges de policiers (il s'agissait donc de légitime défense). On divergea également sur le nombre de vitrines qui furent brisées, bris de vitres suivies de pillages selon le préfet de police, ce que contestèrent ses adversaires.

En plein jour

Je crois qu'il est inutile d'insister davantage sur le partage des responsabilités. Puisqu'il s'agit d'un problème historique, il est évidemment insoluble. Ce qui importe, ce fut la manière dont l'événement fut perçu, et, sur ce point précis, il n'y a aucune ambiguïté. L'opinion publique, unanime, accusa la police. La presse gouvernementale fut aussi sévère que celle de l'opposition. Le ministre de l'Intérieur et le préfet de la ville furent d'ailleurs immédiatement révoqués, ce qui prouve bien que le gouvernement ne se sentait pas innocent. Se voyant désavoués, les policiers de la cité ripostèrent par une grève totale et illimitée.

Dans cette ville sans police, il y eut un jour et une nuit calmes comme si personne n'avait compris la nouveauté inouïe de la situation. La seconde nuit, de nombreux magasins et appartements furent cambriolés. La police, alertée, refusa d'intervenir. On se rassura en pensant qu'il s'agissait là de forfaits imputables aux voyous et aux psychopathes. Le jour suivant



ALAIN MILLERAND

— les actes délictuels étaient désormais commis en plein jour, les plus élémentaires précautions étant devenues inutiles puisque tout était possible, donc permis, — tous les magasins chics de l'élégante avenue Victoria furent forcés. Quelques personnes — jusqu'ici respectables — ne purent résister à la tentation d'entrer et de ratisser ce que les malfaiteurs professionnels n'avaient pu emporter.

Tous les supermarchés furent pillés par des ménages bien pensants qui insultèrent les caissières trop zélées. Une jeune fille dangereusement belle fut violée au pied du monument aux morts par quatre quadragénaires convenablement vêtus. Dans les quartiers résidentiels les plus respectables, on vit s'entasser récepteurs de télévision, chaînes de haute fidélité, réfrigérateurs que transportaient de

luxueuses voitures. Le directeur de la plus importante agence de la National City Bank perça lui-même — et en prenant tout son temps — les coffres de ses clients les plus fortunés et distribua des bijoux fabuleux à sa femme, à ses filles et à ses maîtresses. Le chef du personnel de la National Steel Corporation — connu pour sa brutalité — fut lynché à mort par des inconnus. Le président du tribunal de grande instance fut giflé, déshabillé, et abandonné nu au centre de la place de la Reine par le vice-président, qu'il avait prié à dîner. A une réception donnée par le ministre des Affaires étrangères, les invités emportèrent toute l'argenterie et la vaisselle. La statue d'Edouard VII fut transportée par un énorme camion-grue et culbutée sur celle de la reine Victoria dans une posture obscène.

Le palais du président de la Confédération fut recouvert de graffiti bombés qui le représentaient dans ses activités les plus intimes. Le Musée national, qui attirait chaque année des millions de visiteurs, fut entièrement pillé, et, dans les rues, on pouvait échanger un Rembrandt contre quelques bijoux de pacotille. Les hôpitaux furent envahis par les drogués — ou par ceux qui faisaient commerce de drogue — et dépourvus de milliers de médicaments indispensables à certains malades, qui moururent par centaines. Le plus élégant salon de coiffure de la ville fut occupé par des individus non identifiés (on prétendit qu'il s'agissait des maris des plus fidèles clientes) qui tondirent toutes les coiffes.

ses. Les portes du zoo furent ouvertes par des gamins sentimentaux qui ne pouvaient supporter de voir des bêtes encaçées, et on croisa dans les rues des éléphants, des lions et des pythons (qui, heureusement, commencèrent à s'entre-dévorer). Les enfants les mieux élevés mirent les coudes sur la table.

L'hôtel particulier du professeur Caula, psychanalyste de réputation mondiale, fut totalement vidé de tout ce qu'il contenait — même son portefeuille ne fut pas épargné — par ses clients, dont l'un deux prétendit même modifier la frontière entre le ça et le surmoi. Une petite fille refusa d'obéir à sa nurse et exigea de regarder la télévision jusqu'à minuit passé. Toute circulation automobile devint impossible, chacun s'attribuant la priorité. J'arrête là cette énumération, qui ne donne pourtant qu'une bien pâle idée de tout ce qui se produisit dans la ville au cours de ces journées extraordinaires.

Regrettables bavures

Bien entendu, la riposte s'organisa. Chacun s'arma pour défendre ses biens et sa personne. Ceux qui étaient incapables au maniement des armes — tel ce général qui se perça le pied en visant son meilleur ami, auquel il prêtait à tort, semble-t-il, les plus noires intentions — embauchèrent des policiers en grève que l'inactivité déprimait. D'autres préférèrent recourir aux services des truands, qui succombaient sous le poids de la concurrence. La ville retentit d'incessants coups de feu, au point qu'on se serait cru dans un western. Le prix des armes atteignait des sommes fabuleuses. Un industriel troqua un Volkswagen contre une mitrailleuse ; un autre offrit sa fille à un voyou en échange de son arme.

Une telle situation ne pouvait durer. L'Eglise, l'Etat et les honnêtes gens — il en restait — compréhensibles, la société chancelait. L'insécurité était telle que la peur était partout. On risquait même un jour d'être dépourvu par plus fort que soi du vol que l'on avait commis la veille. C'était la fin de la morale.

Au bout d'une dizaine de jours, l'opinion publique bascula vers le retour à l'ordre ancien. Cette modification coïncida avec la lassitude des grévistes, d'abord heureux de mesurer leur puissance au spectacle du chaos que provoquait leur mouvement, amers ensuite de constater que tout le monde s'arrangeait désormais le droit de manier les armes dont ils étaient les seuls — avec les truands — à posséder le monopole. Une grande manifestation fut organisée. On portait d'immenses banderoles où l'on pouvait lire : « Nous voulons une police » ; « Nous aimons la police » ; et même « Police, mon amour ». On scandait : « Policier, reviens ; tu es notre père qui est ici-bas ! » C'était un pays chrétien. Le défilé eut lieu le jour même où le Syndicat national de la police, après consultation démocratique de ses membres, donna l'ordre de la reprise du travail.

Que se passa-t-il ? Sur ce point, les témoignages sont, comme toujours, contradictoires. Mais les policiers dispersèrent avec une telle violence cette manifestation, qui pourtant les célébrait, qu'il y eut trois morts et de nombreux blessés. Le lendemain, seule la presse ultra-gauchiste dénonça la violence de la répression. Les autres journaux déplorèrent simplement de « regrettables bavures ».

SERVILUX

29, rue des Pyramides, 75001 PARIS
Tel. 261.35.38

Extrait de notre collection cette SUPER PROMO d'un des AS de la HI-FI vous est proposée à un prix

JAMAIS VU
Quantité limitée.
Dépêchez-vous !



RACK SANYO
• SANYO DCA 30, Ampli 2 x 10 W
• SANYO RD 30, Préampli 10 W
• SONY FET 15, Préampli T-O, entr. direct. Arrêt et retour aut. du bras
• MICASSET RD 44, 2 entrées 40 W, 3 voies ou
• CELESTION - INTUNE 121, 2 haut-parleurs 50 W
• Rack SER
4290
PRIX

PARKING DEVANT LE MAGASIN
HORAIRE : Ouvert le lundi après-midi de 13 h 30 à 19 h et du mardi au samedi de 9 h 30 à 19 h sans interruption.



hamm

Un enfant

Suite à votre article « Un enfant pour les toutes seules » (« le Monde Dimanche » du 9 mars). Voici quelques réflexions qui me viennent à l'esprit :

Les enfants de mères célibataires sont-ils plus « fragiles » psychologiquement ? Que signifie une telle question ? Ceux qui la posent parlent-ils de psychologie ou cherchent-ils à démontrer qu'un enfant de mère célibataire a nécessairement quelque chose de plus qu'une telle femme n'est pas « comme il faut » ?

Il est indispensable pour l'enfant, pour son évolution affective, intellectuelle et sociale, qu'il renonce à la fusion première avec sa mère. Il pourra le faire si celle-ci le lui « permet ». C'est-à-dire si elle ne se satisfait pas tout à fait de cette relation d'union. Mais que cet autre qui intervient dans la relation duelle (la femme, l'enfant, le père) soit un homme, une femme, un père, un oncle, une tante, un frère, un cousin, un ami, n'a-t-il pas autant d'importance qu'un autre ? La société des hommes veut nous faire croire, à nous, les femmes, qu'un enfant élevé par des femmes « a plus de problèmes » que ne le pense pas.

Mais l'enfant peut-il se retrouver dans une histoire et son existence propre si nous, les femmes, cherchons à occulter le fait du père ? Que signifie ce retour à un certain nombre d'entre nous de nommer le père ? Fantasmagorie parthénogénétique ? Il est sans doute heureux pour Françoise (et son fils Hervé) que la « réalité » ait pu lui rappeler que l'enfant ne peut pas venir de son seul désir à elle, femme : l'homme, le père, est inscrit dans son corps, visible sur le corps d'Hervé (sa race) pour qu'il lui soit possible d'occulter cet autre qui est à l'origine de l'histoire de cet enfant.

Les autres exemples que vous évoquez montrent bien qu'il arrive toujours un moment où l'enfant est confronté à ses origines et qu'il sent. Mon expérience auprès d'enfants « inadaptes » (qui vivent dans des familles « normales » : homme + femme + mariés vivant ensemble...) me fait affirmer que l'enfant à qui on a caché l'une des origines sait toujours « quelque part » ce qu'il en est. Mais quels ravages peut faire cette occultation d'un nom, ce silence, de vide, au départ d'une histoire !

MARIANNE LAGANDRE-NOUVEAU (Dunkerque).

L'école sauvée

Je veux remercier M. John Harris pour son article intitulé « L'école sauvée » (« le Monde Dimanche » du 9 mars). C'est si rare d'entendre dire des choses qui se démarquent des discours habituels à ce sujet : « Ces pauvres enfants, privés d'éducation, qui n'auront pas toutes leurs chances à cause de ces années perdues ».

J'ai moi aussi, la charge d'une école rurale à classe unique. Les enfants y sont à l'aise, calmes, ils se connaissent et se connaissent. Peu de conflits, et si quel-que chose accroche, c'est facile de voir les parents, ils ne sont pas intimidés. Les enfants ne font pas mauvaise figure au collège ni ensuite. L'un d'eux est en maths spé, et ne semble pas souffrir de ces débuts si... simples.

ACTUELLES MILLÉSIMÉES

Paris étouffe !

« Il est évident que Paris étouffe. On y respire mal, on n'y peut plus circuler. En fait d'urbanisme on en est resté à Haussmann, et Haussmann ne pouvait prévoir ni les automobiles ni aucune des applications de l'électricité. Depuis trop longtemps personne n'a osé concevoir un plan d'ensemble pour résoudre les problèmes que la vie moderne pose ; personne surtout n'a osé prendre la responsabilité de vastes travaux ».

« Cependant, la situation devient chaque jour plus critique. Des ordonnances de police s'ingénient à réglementer la circulation des automobiles ; mais ce n'est pas avec des ordonnances qu'on peut faire circuler dans une rue plus d'automobiles que cette rue n'en peut contenir ».

« Or de nouvelles automobiles sortent chaque jour des usines par centaines ».

« L'école des Parisiens en banlieue ne fait qu'aggraver le mal en accroissant les difficultés de la circulation. A moins d'un miracle, il faudra bien en venir aux remèdes énergétiques. Laquelle choisir de ces deux solutions que des urbanistes audacieux proposent ? »

« Ou bien transporter l'activité commerciale et financière de la ville dans un nouveau quartier construit tout exprès selon des méthodes nouvelles répondant aux exigences de la vie d'aujourd'hui ».

« Ou bien démolir le centre de Paris et la reconstruire d'une autre façon... » Il est certain en tout cas que le moment est venu de prendre des décisions et des responsabilités. 1980 marquera sans doute une date dans l'évolution de Paris ».

« Des projets contradictoires sont faits et défaits. Partout règne un désordre inquiétant. Le moment n'est-il pas venu de sacrifier les intérêts particuliers à l'intérêt général ? Il est aisé de prévoir qu'avant peu de temps Paris s'étendra jusqu'à Saint-Germain et jusqu'à Versailles, que le métro prolongé-réunira la banlieue au centre de la ville. Peut-on laisser au hasard le soin de tracer le plan de Paris de demain ? »

1980 ! Ce sont les dernières lignes de Visages de Paris, par André Warnod, journaliste, ami des artistes et historien de la capitale. Le Corbusier est mort. La Défense est construite, les Halles détruites et bouleversées. Nous touchons à 1980. Quant à respirer...

JEAN GUICHARD-MEILL.

Mon travail est exténuant, mais combien enrichissant, sur le plan personnel sentent, je vois ces enfants grandir, évoluer, devenir des adolescents, voire des adultes. Ils viennent me voir, certains m'apportent leurs devoirs quand ils ne savent pas les faire en sixième, et on fait de l'anglais, ce qui me change de la table de multiplication.

Malheureusement la presse (pas vous), les médias, passent leur temps à démolir cette école « périmée ». L'administration ne tient pas compte du côté pédagogique de ces écoles, et nous oblige, par exemple, à organiser des élections de parents, à sortir de liste (liste complète de quatre personnes), quand nous avons affaire à huit ou dix personnes au maximum, et que personne ne désire se porter candidat, ni ne sent le besoin d'un intermédiaire. Le maître de l'école est sur place, tout à fait accessible à chacun.

Tous les ans, des écoles comme la mienne et celle de Saint-Pulcran ferment. Les pays se développent et les gens croient bien faire en envoyant les enfants au chef-lieu, à l'école « usine » où les classes sont surchargées et les enfants sous pression. C'est une question de standing ! Lorsque j'ai moins de dix élèves, je prendrai ma retraite, étant mère de trois enfants, car je refuse d'aller travailler « à la chaîne » après trente ans bientôt d'artisanat. Et cela ne donnera même pas de place à un jeune.

E. LE TULOM (Pantin).

Pour l'honneur du P.S.U.

A la lecture de l'article consacré au rapport du colonel Argoud (« le Monde Dimanche » du 9 mars), je ne peux que m'élever contre ses affirmations, lorsqu'il dit : « La liste globale des personnalités ou des groupements qui ont protesté contre mon enlèvement aboutit au total de zéro ».

Mon parti, le P.S.U., a à l'époque, vigoureusement protesté contre l'enlèvement de mon fils, et la Ligue a protesté à l'époque contre ce que nous avons toujours jugé comme un méfait, estimant que pour une certaine conception de la liberté et de la justice, il ne suffisait pas de protester contre les atteintes aux libertés frappant ceux ayant des opinions, mais aussi les autres quand cela arrivait. Il me semble que, d'ailleurs, on a aussi protesté à cette époque, mais je ne peux en témoigner à cet effet.

Pour ce qui est du P.S.U., cela est important — il en va de l'honneur de mon parti, de notre honneur, et il me semble que n'ayant pas du tout ni même l'idée ni les... mêmes buts que le colonel Argoud.

J'étais aussi, à cette époque, président de la Ligue des droits de l'homme, section Mâcon 71, et la Ligue a protesté à l'époque contre ce que nous avons toujours jugé comme un méfait, estimant que pour une certaine conception de la liberté et de la justice, il ne suffisait pas de protester contre les atteintes aux libertés frappant ceux ayant des opinions, mais aussi les autres quand cela arrivait. Il me semble que, d'ailleurs, on a aussi protesté à cette époque, mais je ne peux en témoigner à cet effet.

Pour ce qui est du P.S.U., cela est important — il en va de l'honneur de mon parti, de notre honneur, et il me semble que n'ayant pas du tout ni même l'idée ni les... mêmes buts que le colonel Argoud.

J'étais aussi, à cette époque, président de la Ligue des droits de l'homme, section Mâcon 71, et la Ligue a protesté à l'époque contre ce que nous avons toujours jugé comme un méfait, estimant que pour une certaine conception de la liberté et de la justice, il ne suffisait pas de protester contre les atteintes aux libertés frappant ceux ayant des opinions, mais aussi les autres quand cela arrivait. Il me semble que, d'ailleurs, on a aussi protesté à cette époque, mais je ne peux en témoigner à cet effet.

Pour ce qui est du P.S.U., cela est important — il en va de l'honneur de mon parti, de notre honneur, et il me semble que n'ayant pas du tout ni même l'idée ni les... mêmes buts que le colonel Argoud.

J'étais aussi, à cette époque, président de la Ligue des droits de l'homme, section Mâcon 71, et la Ligue a protesté à l'époque contre ce que nous avons toujours jugé comme un méfait, estimant que pour une certaine conception de la liberté et de la justice, il ne suffisait pas de protester contre les atteintes aux libertés frappant ceux ayant des opinions, mais aussi les autres quand cela arrivait. Il me semble que, d'ailleurs, on a aussi protesté à cette époque, mais je ne peux en témoigner à cet effet.

Pour ce qui est du P.S.U., cela est important — il en va de l'honneur de mon parti, de notre honneur, et il me semble que n'ayant pas du tout ni même l'idée ni les... mêmes buts que le colonel Argoud.

J'étais aussi, à cette époque, président de la Ligue des droits de l'homme, section Mâcon 71, et la Ligue a protesté à l'époque contre ce que nous avons toujours jugé comme un méfait, estimant que pour une certaine conception de la liberté et de la justice, il ne suffisait pas de protester contre les atteintes aux libertés frappant ceux ayant des opinions, mais aussi les autres quand cela arrivait. Il me semble que, d'ailleurs, on a aussi protesté à cette époque, mais je ne peux en témoigner à cet effet.

Pour ce qui est du P.S.U., cela est important — il en va de l'honneur de mon parti, de notre honneur, et il me semble que n'ayant pas du tout ni même l'idée ni les... mêmes buts que le colonel Argoud.

Générations

L'ALLONGEMENT de l'espérance de vie moyenne fait que tout adulte conserve ses parents jusqu'à ce qu'il soit lui-même déjà un « vieux », et les enfants connaissent de plus en plus souvent leurs arrière-grands-parents », note Sabine Chalvon-Demersay dans une étude sur la famille (« la Sagessse et le Désordre », France 1980, sous la direction de Henri Mendars).

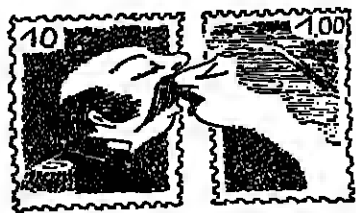
La famille se rétrécit à l'horizontale, mais elle s'accroît à la verticale. Dans le même temps où monte la pile des générations vivantes, certains dénoncent à grands cris leurs conflits.

En oubliant trop souvent que l'influence des uns sur les autres ne s'exerce pas seulement dans le sens descendant, mais aussi dans le sens ascendant. La jeunesse a imposé son mode de vie, parfois sa morale, à des parents désorientés. De parents à grands-parents et à arrière-grands-parents, les idées, l'acceptation des styles de vie, remontent l'escalier. Non sans grincements, non sans affrontements.

Mais la vie des arrière-grands-parents a été bouleversée : deux guerres mondiales, les bonds du progrès technique, et dans un grand nombre de cas, l'amélioration des modes d'existence. Les grands-parents ont connu 1939-1945 et ses épreuves, et les bouleversements politiques et sociaux de l'après-guerre. Les parents, eux, la guerre d'Algérie, l'ère atomique, deux Républiques et... 1968.

La chaîne familiale actuelle est faite d'hommes et de femmes qui ont vécu, bon gré mal gré, dans le changement, les crises et les incertitudes. Et, consciemment ou non, chacun de ses maillons a attendu et attend encore du suivant qu'il trouve enfin la recette du bonheur et de la stabilité.

JEAN PLANCHAIS.



Indomitable T. Roman

MICHEL CLAUDE.

même si M. Argoud était dans le camp opposé au nôtre. La justice ne se coupe pas les branches, comme des rondelles de saucisson !

A. COUSIN (maire de Saint-Laurent-sur-Saône).

Plogoff à treize ans

M. Jos Le Grand, professeur au lycée A. Le Bris à Douarnenez, nous communique, avec l'accord de l'intéressé et de ses parents, la copie d'une de ses lettres de cinquante sur l'affaire de Plogoff.

Je rends souvent visite à ma grand-mère qui habite Saint-Yves en Plogoff. Il y a là la lande, la mer, le vent, tout ce que j'aime et qui pourrait disparaître

hientôt. En effet, il est question de construire là, à moins de 1 kilomètre de chez moi, une centrale nucléaire.

Fenneteau - An - Aod est une toute petite crique qu'on atteint en descendant un sentier de pierres et de galets, bordé de bruyère et d'ajonc. Mon arrière-grand-père m'y a conduit quand j'étais tout petit. C'est là qu'il pêchait la vieille qui aime le poisson dans les trous de rochers creusés dans une seule maison est bâtie, habitée par les vents, entourée d'un haut mur, bien close. Les jours de tempête, les grincements de son collier se mêlent aux sifflements des rafales et aux grondements des vagues qui éclaient en bouquets d'écume contre les rochers et jaillissent vers les nuages, comme un feu d'artifice à l'envers.

VOUS ET MOI

en haut, en bas. Ici, il faut faire des rigoles, et planter et semer à côté.

La première année j'ai mal calculé mes rigoles. Quand je les ouvrais d'un coup de sape, soit l'eau n'y coulait pas, soit elle y affluait, submergeant mes salades. Lorsqu'on a appris à bien disposer rases et rigoles, il faut savoir où planter chaque espèce : certaines aiment une bonne baignade deux fois par semaine, d'autres sont plus heureuses à mi-pente. Les manuels de jardinage ne vous aident pas ; pour eux, tout le monde a un robinet en Ile-de-France.

Mais les jardiniers fulcranaux sont de bon conseil. Si vous tenez à pratiquer vos bêtises à votre manière à vous, ils vous aideront à faire et ne se moqueront pas de vos bêtises, quand vous êtes là. Mais à votre demande, ils vous montreront comment irriguer, où planter et quoi, comment manier harpe et sape, et en quelle lune semer. Il y a toujours quelque chose, car on vient de loin jardiner ici, à cause de notre eau. Par un été exceptionnel on arrose à tour de rôle une liste est affichée à la mairie, mais d'habitude cela s'arrange tout seul, avec un peu de politesse et de coopération. Automobilistes parisiens (ou londoniens), venez ici avec un paquet de graines pour faire une cure de désertification !

Il y a quatre ans, les Combadau m'ont prêté un bout de leur jardin (ils me le prêtent toujours : un jardin arrosable ne s'achète pas) et j'ai fait mon apprentissage. Ayant élevé à la fenêtre de la cuisine une courge (ou citrouille, ou potiron — ici

La centrale serait là. Les rochers seraient remplacés par des quais et des digues bien rectilignes ; à la place de la lande il y aurait de hautes tours peintes en blanc — « Comme les maisons de par ici », m'a dit même — que je verrais de la fenêtre de ma chambre quand j'irais chez elle.

Des kilomètres de landes où on se sent à l'aise seraient entourées de barbelés et alors plus question de pêcher la vieille ou de traquer les petits crabes à marée basse sur la plage du Loc'h.

Ma grand-mère, qui, au début, ne croyait pas trop à ce projet, est allée à plusieurs réunions d'information. Elle y a appris les dangers du nucléaire.

« Comme si on n'en avait pas assez avec les mares noires », disait-elle, et aussi :

« Alors tu n'iras plus à Forz-Loubous à 6 heures attendre les bateaux quand ils ont relevé leurs casiers pleins d'algues ».

Pendant la plupart du temps elle continuait à dire que ce n'était pas possible une chose comme celle-là.

Et puis il y a eu l'accident d'Harrisburg en Amérique. Elle devait faire installer le chauffage dans sa maison pour l'hiver :

« A condition que ça ne soit pas trop cher, disait-elle. Car, si je mets tous mes sous là-dedans, comment je ferai si je dois partir et où j'irai ? »

Lorsqu'on a construit la bergerie sur le site de la centrale, cela l'a aidée à chasser ses idées noires. Elle a recommencé à dire que le projet serait sûrement abandonné, qu'on trouverait d'autres moyens de produire de l'électricité.

Récemment, quand des grenades sont tombées dans sa cour, elle est venue passer quelques jours chez nous.

Elle continue à dire :

« Il n'y aura pas de centrale nucléaire à Plogoff, la centrale ne sera pas construite. Mais je sais que souvent la nuit elle ne dort pas, c'est perché qui me l'a dit ».

MARIELE (treize ans).

3 000 F pour six

Avant l'attentivement l'article de Muriel Ray consacré à un O.S. de chez Renault (« le Monde Dimanche » du 9 mars 1980), je vous soumettais mon opinion.

Gagnant mensuellement 3 500 F de même que son épouse, pour élever leur enfant, cet ouvrier se plaignait d'un travail pénible, peu motivant, d'absence de vie familiale et de difficultés pécuniaires.

J'abonde dans son sens avec une réserve : ces personnes dont on se plaint, comme nous pourrions le faire si la rigidité des enseignements reçus dans notre culture morose, imbue d'éternels mépris pour la vie, ne nous avait figés dans les glaces d'une raison qui, elle, est raciste parce qu'elle exclut toute autre forme de pensée.

FRANÇOIS LEUTHER.

ERRATUM. — Dans l'interview de Joffe Dumazetier sur « Le temps de vivre », publiée dans « le Monde Dimanche » du 16 mars, il fallait lire à la dernière ligne : « Le loisir n'est pas l'oisiveté » (et non : le loisir est dans l'oisiveté).

J.-L. ARNAUD (Salon-de-Provence).

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.

JOHN HARRIS.



JEAN-PHILIPPE JOURDIN

VIES

L'homme noir de la Grésigne

Au lieu de partir travailler dans les mines du nord de la France, Rinaldo Papi a préféré rester dans le Tarn. Il est aujourd'hui l'un des derniers fabricants de charbon de bois «à l'ancienne».

RICHARD CLAVAUD

Un immense tas de bois d'où s'échappe une fumée de tous les diables et un homme noir qui a l'air de danser autour. Image d'un autre temps. Pourtant, Rinaldo Papi, le charbonnier, est bien vivant : « Ah, monsieur, des charbonniers comme moi, il n'y en a plus ! Bientôt on ne saura plus faire du bon charbon. » Les derniers représentants de cette profession disparaissent en effet et, avec eux, la technique de la carbonisation en meule. Mais, à soixante-dix ans, Rinaldo travaille toujours : ce matin, il est assis fier d'allumer une nouvelle meule : « Vous avez vu cette charbonnière ? Deux tonnes de bois, ça va fumer pendant trois jours ! »

Deux tonnes qui viendront s'ajouter aux quelques milliers qu'il a déjà carbonisés depuis 1921. Il a commencé, à douze ans, en suivant ainsi la tradition familiale : chez les Papi on est charbonnier de père en fils. Ou plutôt on était, car la nouvelle génération a préféré se reconverter dans le sciage du bois. Mais pas le père, « parce qu'il ne peut pas vivre sans son sacré charbon ! ». Rinaldo vient de la campagne florentine, dont il a gardé cette facilité de parler, de se raconter des mains et du regard. Il y a quelques années, il est revenu à Florence et il en parle avec émerveillement : « Le Ponte Vecchio, la Cattedrale des Offices... ça c'est une belle ville. » Pour trouver du travail, les Papi avaient dû s'arracher à cette Italie et suivre des marchands de

charbon français qui cherchaient de la main-d'œuvre. Ils payaient le voyage et s'occupaient des papiers. À son arrivée en France, la famille Papi avait un chantier prêt pour l'année. La première étape fut la Corse : « Ah ! c'était un beau pays, mais pas pour y travailler ; il n'y avait que des pierres et du vent. » Devant les difficultés, Rinaldo a gagné le Cantal, puis le Tarn. Aujourd'hui, c'est sur les hauteurs de Galliac (Tarn), dans la forêt de la Grésigne, qu'il s'est installé après bien des hésitations. Tous ses amis étaient partis dans les mines du Nord et de l'Est. Pourquoi est-il resté ? : « J'aimais la chasse et, dans le coin, il y a pas mal de lapins... alors je suis resté. J'ai bien fait. Tous ceux qui sont partis sont morts, sauf un. Il a bien une pension mais il ne peut plus marcher ni respirer. La silicose, les poumons secs... ils meurent comme ça. »

La liberté

Les Papi se sont installés dans la forêt avec une douzaine d'autres familles qui partagent les mêmes conditions de travail. Il fallait d'abord construire une cabane pour s'abriter pendant toute l'année.

Du abri de rondins, recouverts de terre pour colmater les joints, avec au centre un poêle à bois pour l'hiver. Pour Rinaldo, c'était bien préférable à l'entassement des banlieues ouvrières : « C'était coté et on n'avait pas froid. » De novembre à mars, toute la famille coupait le bois qui serait carbonisé d'avril à octobre. On taillait tout à la hache, douze heures par jour : « Le matin, on commençait au lever du jour et le soir, tant qu'on voyait où on tapait avec la hache, on continuait. Le dimanche, on ne travaillait que jusqu'à midi et le soir on faisait la pelote. » Malgré cette vie dure, Rinaldo n'a jamais voulu chan-

ger de métier : « On nous a demandé dans des fermes : les gens nous voyaient travailler comme des bêtes. Mais nous, on ne voulait rien faire d'autre que du charbon. On aurait pu apprendre autre chose, mais on était plus tranquilles en forêt. Même si c'était plus dur, personnellement nous commandait. On ne voyait le patron que quand on avait besoin d'argent ou à la fin d'un chantier. »

C'est ça l'important pour Rinaldo : la liberté de travailler plus que les autres, mais sans petit chef. À soixante-dix ans, c'est contre lui-même qu'il doit ruser pour moins travailler :

« Quand je pars couper du bois en forêt, je fais le plein de la tronçonneuse, mais je n'emporte pas de réserves d'essence. Quand le moteur s'arrête, moi aussi. » Une fois le bois coupé, Rinaldo construit la charbonnière comme le lui a appris son père. Il empile les bûches en les faisant converger vers le centre et en comblant les espaces vides avec du menu bois. La meule est ensuite recouverte de terre, en ménageant une cheminée au centre pour l'allumage. Il doit alors surveiller ce monstre qui contient jusqu'à 12 tonnes de bois qui fume, gronde et menace à chaque instant de s'enflammer. Du visage de Rinaldo, alors, par cinquante ans de charbon, on ne voit que deux yeux qui s'éclairent comme ceux d'un dompteur : « Quand c'est bien allumé, je fais des trous sur les côtés pour laisser partir la fumée ; mais pas trop, sinon la charbonnière pourrait s'enflammer, et là ce serait foutu ! La nuit, je la surveille depuis ma fenêtre. Si je vois du feu, il faut que je descende. »

Toute une vie à rechercher la perfection. « Son » charbon ne ressemble à aucun autre. Il est dur, brillant et cassant comme du verre, musical : « Celui-là, il tinte ! C'est pas comme celui que

font les jeunes avec les fours. Ils ont bien essayé de faire des charbonnières, mais ça ne s'apprend pas en cinq minutes. » Les fours en tôle avaient fait leur apparition pendant la guerre, alors que la demande de ce combustible était très forte. Tout le monde cuisinait et « roulait » au charbon grâce aux gazogènes. Mais Rinaldo n'en avait pas pour autant abandonné la méthode traditionnelle. Les camions sillonnaient la région, d'Albi à Agen, et le charbon se vendait « à la cbine », en marchandant. Quand il venait de chez le père Papi, le revendeur savait qu'il en tirerait un bon prix. Le gaz en bouteilles et le retour du pétrole ont mis fin à la « belle époque ».

Rinaldo, pourtant, n'est pas sûr que les jours du charbon soient comptés : « Au prix où est l'essence, j'en connais qui préféreraient revenir au gazogène ! » Dès maintenant, les clients ne manquent pas. D'abord tous les restaurateurs de la région qui affichent « grillades au feu de bois ». Et, pendant les vacances, les « Parisiens » viennent le voir, à la recherche d'un peu d'exotisme. Beaucoup ont acheté de vieilles maisons dans le Tarn ; ils ont semé un peu de gazon, mis du grillage et, dans un coin, un barbecue. Alors Rinaldo est tous les matins à pied d'œuvre, surveillé du coin de l'œil par son chien Quino. Ni de l'un ni l'autre d'eux l'intention de laisser tomber : « Si j'abandonne, macarrel, je suis foutu, habitués à travailler comme nous sommes ! »

NAVIFRANCE

Numéro 1 du maritime en France

offre tout au choix de croisières de la Grèce à la Chine et notamment les croisières sur les 3 navires de la K Lines en départ de Pirée et en Egypte et en Tunisie sur les navires de la D.F.D.S. Seaways.
NAVIFRANCE, 20, rue de la Michodière, 75002 PARIS.
Tél : 266-65-40.

ASSOCIATIONS

Les mille fleurs de la loi de 1901

Plusieurs centaines de milliers d'associations, vingt millions d'adhérents : en quatre-vingt ans, la loi de 1901 a provoqué de multiples floraisons. Innovation, participation... récupération. La démocratie à la française.

MICHEL HEURTEAUX

QUATRE-VINGTS ans bientôt. L'association modèle 1901, sans but lucratif, on finirait presque par l'oublier tant elle fait partie du décor quotidien. Et c'est pourtant sous ce statut juridique que vivent dans leur très grande majorité les divers groupes, collectifs, cercles, unions et autres amicales. Si l'on s'en tient aux chiffres, on peut affirmer que la France est aussi un pays d'adhérents : vingt millions selon certains spécialistes. Une véritable armée de bénévoles et de militants qui s'organisent et multiplient les initiatives. Un sondage réalisé l'an passé par le CREDOC (Centre de recherche sur l'étude et l'observation des conditions de vie) souligne l'ampleur du phénomène : sur deux mille personnes interrogées, près de la moitié — 46,8 % — disaient appartenir à au moins une association ou un groupe.

Composite, foisonnant, multiforme, tel apparaît le monde associatif. La lecture du *Journal officiel* témoigne de cette richesse, des groupes les plus sérieux aux plus farfelus. Il existe, par exemple, une association pour le droit à la paresse, et une des *Défenseurs du gaz* ; les *Descendants de corsaires* voisinent avec les *Parents de bébés nageurs* et les *Silomiers du Torn-et-Garonne* ; certains se sont groupés contre l'implantation d'un chenil près de Carpentras ou pour l'outosatisfaction et l'éducation mutuelle.

La multitude des groupements, leur existence quelquefois éphémère, rendent toute statistique aléatoire. Les administrations concernées ont abandonné de puis longtemps l'idée d'en dresser un catalogue exhaustif ; elles se bornent à fournir des estimations : entre 300 000 et 500 000. Cette imprécision tient au fait que, s'il existe bien un acte de naissance — déclaration à la préfecture, insertion au *Journal officiel* — il n'y a pas d'avis de décès, la loi 1901 n'imposant pas aux associations une déclaration de dissolution. Une chose est sûre : il en naît plus qu'il n'en meurt. L'expansion s'accroît au début des années 60. Alors que, auparavant, il se créait quelques milliers d'associations chaque année, le mouvement se gonfle brusquement à partir de 1965. C'est le « boom » associatif : de 17 000 créations par an, on passe allégrement à 25 000 en 1970, puis à plus de 34 000 en 1976. Et le rythme se maintient depuis lors : une centaine chaque jour en moyenne.

Comment analyser cette poussée associativiste ? Pour Michel Wieviorka, sociologue, chercheur au Centre d'étude des mouvements sociaux, une telle croissance ne saurait être perçue comme un phénomène linéaire et continu. « Les grandes mutations de la société contemporaine ont eu une incidence sur l'évolution du mouvement associatif. Il y a eu des continuités mais aussi des ruptures. A partir des années 60, la civilisation industrielle, qui généralise les biens de consommation, impose dans la foule de nouveaux modèles culturels. Les réseaux traditionnels de sociabilité se défont, la vie associative devient alors le lieu où se forge un tissu de nouvelles relations. C'est donc dans cette période d'euphorie économique qu'apparaissent les premières critiques de la société d'abondance et du modèle de développement et que vont naître les associations de consommateurs, d'usagers, de locataires, etc. En 1973, avant même la crise économique, commence à monter une critique culturelle, dit Michel Wieviorka. Il y a un doute, les gens ne croient plus au progrès, ils s'interrogent sur les capacités des sociétés industrielles à gérer leurs crises. Avec les difficultés économiques, la critique du système va alors se transformer. Les groupes tendent à se multiplier ; à la contestation succède le pragmatisme. »

De fait, le paysage associatif

s'est sensiblement modifié au cours de la dernière décennie. On a vu émerger de nouveaux thèmes : défense de l'environnement, cadre de vie, habitat, consommation, loisirs, troisième âge, transports. Dans cette sorte de syndicalisme du quotidien, qui met l'accent sur le qualitatif, on trouve essentiellement les classes moyennes. L'enquête du CREDOC, déjà citée, montre que le taux d'adhésion à une association ou à un groupe est proportionnel aux revenus. Plus ils sont élevés, plus on participe. Alors que le taux de participation est assez faible chez les employés de service (28 %) et les ouvriers (31 %), il est particulièrement élevé avec les professions libérales (71 %) et les cadres supérieurs (78 %). Le niveau d'études est aussi la source de disparités assez fortes : plus on a de diplômes, plus on s'associe (71 % pour les diplômés de l'enseignement supérieur) ; moins on en a, moins on participe (28,2 % pour les non diplômés). Quant aux étudiants, classés dans les « inactifs », le taux monte à 69,4 %. Chiffre qui paraît contredire toutes les idées sur le fameux désengagement de la jeunesse. On doit cependant rester prudent et se garder de tirer des conclusions. Selon un sondage de la revue *Les Dossiers de l'étudiant*, près de 25 % des étudiants et lycéens seraient membres d'associations sportives mais ils ne seraient que 14 % à faire partie d'un syndicat.

Le fait associatif est de nature complexe et ambivalente. A une époque marquée par l'individualisme, le repli dans la cellule familiale et un retour en force des idées conservatrices, le développement du bénévolat a quelque chose de paradoxal. En réalité, lorsque l'on regarde d'un

peu plus près la nature et les objectifs des nouvelles associations, il apparaît que cet engagement dans les actions collectives s'élève prioritairement d'un souci d'efficacité dans la défense d'intérêts ponctuels. Sans intérêt commun, pas de bénévolat possible. Faute de vouloir ou pouvoir changer la vie, on essaie d'améliorer l'ordinaire. Spontanément on se groupera contre un projet de « radiale », pour défendre un espace vert ou pour créer une « halte-garderie » dans un grand ensemble. « L'association est devenue un des moyens d'expression de citoyenneté active », dit un militant.

En quinze ans, les choses ont bien changé. Les associations sportives ont continué à progresser (plus de quatre-vingt mille). Certains secteurs de la vie associative, sanitaire et sociale notamment, se sont largement institutionnalisés, tandis que d'autres perdaient de leur vitalité : œuvres de charité, sociétés savantes, associations religieuses. Autre régression, mais beaucoup plus significative, celle des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

« A la libération, l'éducation populaire était porteuse d'espoir et trouvait un grand écho dans la population, remarque Clément Pleuchot, secrétaire général adjoint de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente. Elle a été délaissée, et de culture on a évolué. La transformation de l'institution scolaire a eu d'incontestables répercussions sur l'activité des amicales laïques par exemple. »

BOULOT

Les six de la Sabrina

Une petite entreprise de confection, dans le bocage normand. Il y a un an, la fermeture. Aujourd'hui, six ouvrières ont créé leur coopérative. « L'avantage, c'est qu'on n'a pas un chef tout le temps sur le dos », dit l'une d'entre elles.

MURIEL RAY

FRANÇOISE sourit : « Depuis le temps qu'on se faisait traiter de débiles, de bonnes à rien... On a quand même réussi à le monter, notre coopérative ! »

Il y a deux ans, Françoise travaillait à la FICAPEM, une petite entreprise de confection, dans le Calvados. Toute la journée, elle taillait le coton moulonné destiné à la fabrication de survêtements de sport. Mais, à la suite de difficultés, l'entreprise fut mise en règlement judiciaire : nomination d'un syndic, accélération des cadences, resserrement de la discipline. La tension monte.

Soudain, c'est l'explosion : le 14 octobre 1978, quarante-trois ouvrières sur quarante-neuf se mettent en grève illimitée pour protester contre le licenciement d'une de leurs camarades. Au-delà de ce problème particulier, elles expriment leur révolte, leur refus des brimades et de l'humiliation. Le conflit se durcit, vire à l'empoignade entre les ouvrières et la maîtrise et s'achèvera deux mois plus tard par la fermeture définitive de l'entreprise.

Dans la région, c'est l'effervescence. « Les FICAPEM » sont montrées du doigt par une population rurale largement conservatrice, que la grève a scandalisée. Pour les notables et les

agriculteurs du pays, les grévistes, manipulés par le syndicat, ont causé la perte de leur entreprise.

Une bonne moitié des ouvrières retrouvera tant bien que mal du travail dans la région. Les autres décident de tenter l'aventure. Conseillées par un ami, professeur dans le collège de la commune, elles envisagent de fonder une coopérative. On les accuse d'avoir tué leur emploi par leur obstination ; elles prouvent qu'elles peuvent le reconstruire.

Pendant un an, elles se préparent. Trouver l'argent, d'abord. A la mise de fonds des ouvrières (16 000 F) s'ajoute l'apport d'actionnaires sympathisants (35 000 F). Elles pourront ainsi racheter des machines à l'ancienne FICAPEM, et chercher des locaux à louer. Le plus simple serait, bien sûr, de s'installer dans les murs de leur ancienne entreprise. Mais le maire de Vassy, commune où était implantée la FICAPEM, ne l'entend pas de cette oreille : il double le loyer. Les ouvrières devront chercher ailleurs.

Un village voisin, Estry, sera plus accueillant. Le maire désire lutter contre le dépeuplement ; la coopérative n'apportera certes pas d'emploi dans l'immédiat, mais qui sait ? Peut-être les ouvrières décideront-elles de s'installer à Estry, pour se rap-

procher de leur lieu de travail. Et comme elles ont des enfants, on ne sera peut-être pas obligé de fermer l'école... La commune leur loue donc 100 m² dans l'ancien presbytère, pour 500 F par mois, après avoir effectué pour 70 000 F de travaux. Il faut aussi trouver des débouchés : une coopérative de confection du Mans accepte de les cautionner, et les met en rapport avec Ted Lepidus, qui sera leur premier client.

Un an de démarches, c'est long. Une autosélection s'opère. Plusieurs ouvrières quittent l'équipe, par lassitude ou crainte du risque. Lorsque la coopérative démarre officiellement son activité, le 19 décembre 1979, elles ne sont plus que six.

Cartes brouillées

L'ouverture de la coopérative brouille les cartes ; on a du mal à s'y retrouver à partir des clichés idéologiques traditionnels. La fédération cédiste Hacultex (habillement, cuir, textile) désapprouve l'entreprise : le risque est grand, et l'on ne croit pas guère aux « îlots de socialisme dans un océan de capitalisme ». Le préfet, lui, affirme publiquement son soutien à l'expérience, jugée intéressante. Quant au conseil général, en bon Normand, il ne dira ni oui ni non.

Lorsque l'on regarde du côté des mouvements de jeunesse, on constate, là aussi, une baisse d'activité. Même chose pour les maisons de jeunes, les clubs et les foyers socio-éducatifs. Certains n'hésitent pas à parler de « faillite » complète de ces associations qui se sont transformées en organisations para-étatiques ou semi-communales. « Les jeunes ne souhaitent plus s'intégrer comme autrefois à de grands mouvements », dit Clément Pleuchot. Aujourd'hui quand ils s'organisent, ils évitent de faire appel à des spécialistes. Ils ne veulent pas être utilisés. »

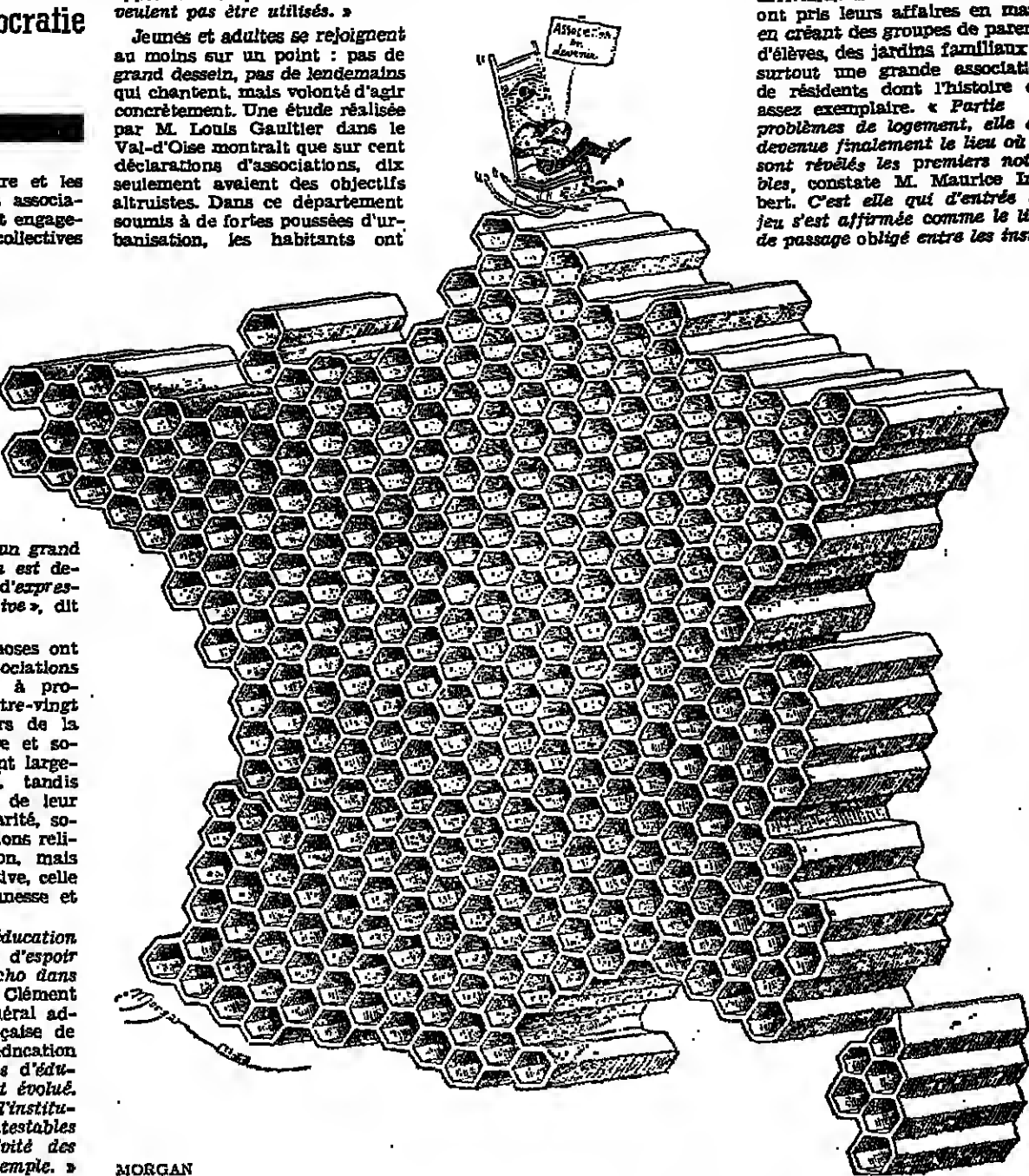
Jeunes et adultes se rejoignent au moins sur un point : pas de grand dessein, pas de lendemain qui charpent, mais volonté d'agir concrètement. Une étude réalisée par M. Louis Gaudier dans le Val-d'Oise montrait que sur cent déclarations d'associations, dix seulement avaient des objectifs altruistes. Dans ce département soumis à de fortes poussées d'urbanisation, les habitants ont

surtout utilisé la loi de 1901 comme moyen de défense dans des secteurs sensibles tels que l'environnement, le logement et l'aménagement. Entre 1975 et 1978, on a vu les créations se multiplier avec les projets des SDAU (schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme) et des POS (plans d'occupation des sols) perçus comme des menaces sur le cadre de vie.

Autre tendance observée : le rôle grandissant des associations au niveau des collectivités lo-

cales où elles se posent de plus en plus en interlocuteurs privilégiés des municipalités. Une étude effectuée par Maurice Imbert du centre d'ethnologie sociale et de psychosociologie du C.N.R.S. sur la ville nouvelle du Vaudreuil (Seine-Maritime) a mis en évidence leur importance dans l'émergence et le développement de la vie sociale.

Les organismes promoteurs du Vaudreuil avaient créé de toutes pièces des « associations - services » qui devaient servir de structures d'accueil aux premiers arrivants. Mais très vite les gens ont pris leurs affaires en main, en créant des groupes de parents d'élèves, des jardins familiaux et surtout une grande association de résidents dont l'histoire est assez exemplaire. « Partie de problèmes de logement, elle est devenue finalement le lieu où se sont résolus les premiers problèmes de la vie sociale », constate M. Maurice Imbert. C'est elle qui d'entre les de jeu s'est affirmée comme le lieu de passage obligé entre les insti-



Mais peu importe : les six femmes ne cherchent pas à mettre en œuvre les théories en vogue sur l'expérimentation sociale. Une seule d'entre elles est syndiquée, et de fraîche date ; ce ne sont pas des militantes politiques. Pragmatiques, elles veulent avant tout prouver leur capacité à sauver, par elles-mêmes, leur emploi. L'objectif prioritaire n'est pas l'invention de nouveaux rapports sociaux, mais, plus modestement, d'assurer la survie de l'entreprise.

Blonde aux cheveux courts, la trentenaire énergique, Françoise est l'âme de la coopérative, dont elle a été élue gérante. Sa fille Sarah a baptisé l'entreprise : la Sabrina. Françoise développe les principes sur lesquels elles ont fondé leur collaboration : « On a voulu essayer, sans se dire qu'on sera esclaves comme certaines coops qui font deux heures payées huit. On fait huit heures. Et si y a des heures supplémentaires, elles seront payées en plus. Pour l'instant, on est toutes au SMIC, et on a supprimé les primes de rendement qu'il y avait à la FICAPEM. Mais on se partagera les bénéfices. »

Apparemment, on n'entre plus en coopérative comme en religion. Mais Françoise, elle, ne compte pas ses heures. En plus de son travail de coupe, elle prend en charge la gestion courante de l'entreprise, et la recherche des marchés.

Yvette a quarante-huit ans : « A la FICAPEM, je cousais sur machine. Mais ce que j'aime faire, c'est les finitions, le repassage. Ici, j'ai pu choisir mon poste. » Yvette est enthousiaste. A son âge, elle aurait eu du mal à retrouver du travail, et comment vivre à deux avec la pension d'invalidité de son mari ? Surtout, Yvette a trouvé maintenant une certaine sérénité : oubliées les crises de larmes dues aux brimades continuelles d'un chef qui l'avait prise en grippe. « Maintenant, avec Françoise, ce n'est pas la même chose, c'est une copine », explique Yvette, avant d'ajouter : « Mais elle sait garder ses distances. C'est important, vis-à-vis des jeunes. Sinon elle ne se ferait pas obéir. »

De fait, les problèmes hiérar-

chiques se sont posés. Ivres de leur nouvelle liberté, plusieurs membres de l'équipe arrivent régulièrement en retard, passent la journée à bavarder. Le soir, la gérante constatait que la production prévue n'était pas réalisée. Comment rétablir la discipline sans heurter personne ? Les discussions collectives sur les contraintes économiques n'abon-

tissaient qu'à des prises de conscience momentanées, sans répercussion sur les comportements quotidiens. Le gérant se trouvait placé en situation inconfortable : « C'est pas dans mon caractère de dire qu'il faut bosser. Mais il faut qu'elles s'en rendent compte. Avant, j'étais dégoûté syndical. Elles se disaient : « Si y a un pépin, elle sera là pour nous défendre. » Maintenant, forcément ce ne sont plus les mêmes rapports. »

Françoise a donc nommé une responsable parmi les quatre ouvrières sur machine. Depuis, la discipline est impeccable, mais une certaine grogne ne fait sentir : « Vous savez, travailler ici ou ailleurs... », explique Catherine, vingt-cinq ans. « De toute façon, on n'avait pas le choix. Il n'y avait que là qu'on pouvait trouver un emploi. L'avantage, c'est qu'on n'a pas un chef tout le temps sur le dos. Mais le boulot, c'est le boulot ! »

Le maître-mot, celui qui revient le plus souvent dans la bouche des six ouvrières de la Sabrina, c'est le « rendement ». Denise, qui piquait auparavant des fermesures Eclair à longueur de journée, et qui monte maintenant des vêtements entiers, déclare : « Bien sûr, c'est plus varié, mais il faut voir que c'est quand même mauvais pour le rendement ! » Catherine ajoute : « C'est mieux qu'à la FICAPEM. Là-bas, on relevait notre rendement toutes les heures. Maintenant, c'est seulement en fin de journée. Mais si à ce moment-là la production n'est pas faite, c'est grave, parce que la boîte risquerait de couler, et ce serait de notre faute. »

On n'en est pas là. La coopérative marche bien, les commandes affluent. Prochaine étape : la participation collective à la gestion. Si l'esprit d'entreprise l'emporte.

tutions, celles qui fabriquent la ville, celles qui la gèrent et la population.

Mais cette étude à la loupe de la vie associative a fait apparaître de curieux comportements. « Ça bouge, incontestablement, observe le sociologue. A cause de cette réurgence, certaines personnes qui les associations sont en passe de devenir l'un des supports essentiels de l'expression démocratique. Or, et tous les chercheurs l'ont remarqué, on se rend compte que sur le terrain la mobilisation effective est très réduite (1). Les habitants semblent vivre en marge des actions qui les concernent et on s'aperçoit que les associations fonctionnent par délégation.

Multiplication des initiatives, mais engagement limité. Cette contradiction pose un problème de fond, celui de l'efficacité. Cette efficacité ne dépend-elle pas en dernière analyse d'un regroupement des associations dans des organisations de masse ? Dans un domaine comme celui de la défense des consommateurs, les unions locales ont compris depuis longtemps qu'elles avaient intérêt à se fédérer. Un exemple : l'U.F.C. (Union fédérale des consommateurs), 180 unions locales, 40 000 adhérents. En 1976, c'est la fusion complète avec le C.N.A.S. Que choisir ? passé de moins de dix ans de 10 000 à 300 000 lecteurs. Pour François Lamy, l'un des responsables de la revue, ce regroupement correspond à un changement de stratégie : « Pour obtenir des résultats, il faut véritablement se constituer en groupe de pression. Face aux producteurs, aux pouvoirs publics, qui jouent la dispersion, l'éparpillement, la tendance actuelle c'est de s'unir avec les grandes organisations de consommateurs pour créer un rapport de forces qui nous soit favorable. »

Les écologistes

Pour certaines associations de dimension nationale — peu nombreuses il est vrai — les problèmes quotidiens ne peuvent être séparés du contexte social et politique. Ainsi les G.A.M. (Groupes d'action municipale), la C.S.C.V. (Confédération syndicale du cadre de vie), la C.S.F. (Confédération syndicale des familles), la C.N.L. (Confédération nationale du logement), l'U.F.F. (Union des femmes françaises) — d'obédiences diverses — sont engagés dans un combat aux côtés des partis de gauche. A la C.S.C.V., on considère que les luttes n'ont pas seulement lieu dans les entreprises, mais aussi au-delà. « On n'est pas prêt d'être à un moment, usager des transports et consommateur à un autre, note Jean-Paul Ferrand, secrétaire général. L'action à mener doit être globale. Aux lites ponctuelles, la C.S.C.V. oppose l'action permanente qui se situe dans une perspective de changement social. Ce qui implique une responsabilité dans le mouvement syndical et donne à notre démarche une dimension politique.

Dimension politique qui est prise en compte aujourd'hui par les secteurs les plus remuants de la vie associative, tels que le courant écologiste. « La plus grande partie des militants écologistes pensent que les problèmes de défense de la nature relèvent aussi du politique, déclare Pierre Gammel, président des Amis de la Terre. Les actions anti-nucléaire ont cristallisé les énergies. Les incidents autour des centrales, notamment à Creys-Malot (Isère) et à Plagoff (Finistère), ont amené le mouvement à faire une réflexion plus approfondie sur les moyens et la portée des luttes. Maintenant nous voyons les petites associations s'affilier à de grands groupes et se mobiliser dans un front plus large sur des objectifs bien précis. » Mais la contestation, l'épreuve de force, ne sont pas les traits dominants du mouvement associatif. Il y a mille fois plus de pêcheurs à la ligne, de boulistes et de copropriétaires que de militants anti-nucléaire prêts à en découdre. L'après-mai 68, l'échec de la gauche en 1978 et d'une manière plus générale, la crise économique ont entraîné une certaine démobilité. Be-fus des idéologies, apolitisme, angélisme face à l'avenir. Ceux qui s'étaient engagés ne se font plus beaucoup d'illusions. Alors on se replie sur les problèmes du quotidien.

Apparaissent alors de nouvelles formes de vie communautaire. De plus en plus, la structure associative est utilisée pour faire fonctionner de petites entreprises « alternatives » ou pour offrir des prestations sociales : écoles dites « parallèles », radios libres, contre-presses, services d'intérêts collectifs, bureaux d'études, etc. On voit se constituer un nouveau secteur tertiaire non marchand où

convivialité se conjugue avec esprit d'entreprise.

Le C.I.L.S. (Centre d'information sur les innovations sociales), créé en 1976 par la Fondation de France avec le concours de plusieurs ministères et de certaines collectivités locales, a établi une sorte d'inventaire de ces initiatives multiples. Elles correspondent, selon le C.I.L.S., à des attentes liées à des situations de blocage dans notre société et à la concrétisation de changements collectifs de comportement. Dans cette floraison d'initiatives d'urgence, on relève pêle-mêle une association d'entraide de voisinage pour l'organisation de funérailles, un collectif de parents à Montpellier pour « accoucher sans douleur », une entreprise de travail intérimaire à Villeurbanne pour faciliter le placement des jeunes handicapés, un foyer-restaurant à Grenoble qui distribue des « gâteaux-repas » à des personnes âgées par l'intermédiaire de lycéens bénévoles. C'est clair : on ne manque ni de générosité, ni d'audace, ni de créativité. Au regard d'une vie sociale bloquée, de plus en plus dominée par les rapports hiérarchiques, ce bouillonnement à la base a quelque chose de réconfortant.

Lieux d'urgence de nouveaux thèmes, les associations servent-elles pour autant les instruments d'un changement plus radical ? Albert Meister, chercheur attaché à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, auteur d'un ouvrage sur la sociologie des associations (2), met l'accent sur leur fonction stratégique qui implique un double rôle, celui de l'innovation et celui de la contestation. « On s'aperçoit que, loin d'être le moteur du changement et des conquêtes sociales, elles deviennent des appareils d'intégration des individus dans la société et l'ordre post-industriel, déclare-t-il. A un moment donné de l'évolution, il n'est plus possible de contrôler les individus par la police ou les institutions. Notre système a développé en fait des autocontrôles. L'association en est un. Comme en Suisse ou aux Etats-Unis, les associations constituent en France un élément de la stabilité sociale. Dans une petite commune, par exemple, elles seront responsables, c'est-à-dire respectueuses de l'autorité. » Le destin de l'association, ce serait en fin de compte la répartition du pouvoir. « Le système tend à une concentration très partielle qui ne remet pas en cause la société dans ses objectifs. N'allons pas nous imaginer que, parce qu'il y aura plus de démocratie, ajoute Albert Meister. Le contrôle d'un certain nombre de décisions sera certes plus proche du peuple, mais ce n'est pas pareil que nous cessons d'être esclaves ! La seule participation requise aujourd'hui de l'individu est son conformisme social. Il ne faudrait pas confondre de meilleures relations humaines avec une transformation dans les formes de domination. »

Arrière-pensées

Innovation, participation, réconciliation... la fonction associative reste multiple mais passionnément discutée. Autrefois, la loi de 1901 nous avait un petit parfum de terreur, un style « anticlérical ». C'était le cas où se formalisent les notables de sous-préfecture. En quelques années, le phénomène en s'élargissant est devenu complexe. Il a produit du discours qui porte presque toujours sur les rapports entre l'Etat, les collectivités locales et les associations. L'intérêt manifesté à tous les échelons de la structure politico-administrative n'est pas sans signification. Les partis politiques, interrogés à la veille des dernières élections législatives, y voient tous un contrepoint aux pouvoirs publics. Depuis 1974, la vie associative a fait l'objet d'une attention croissante de la part du gouvernement, qui a multiplié les déclarations en ce sens : professions

de foi de ministres, recommandations, engagements, etc.

Parmi les quelques mesures concrétisant cette bonne volonté, on relève l'existence d'un programme d'action prioritaire du VII^e Plan comprenant, notamment, un soutien technique et financier, des engagements pris dans le cadre de la charte de la qualité de la vie, entre autres des mesures fiscales et l'établissement de contrats-types permettant de confier aux associations des actions de service public.

Une sollicitude quasi générale, mais qui n'est pas exempte d'arrière-pensées. Ainsi, la question des subventions place les groupes dans une situation délicate. Selon une étude effectuée, en 1974, par Marcel Davaine, directeur du Fonds de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep), 80 % d'entre eux sont demandeurs de subventions. Si les plus sont plutôt bien disposés à leur égard, ils demandent, en contrepartie des aides accordées, un droit de regard non seulement sur l'utilisation des fonds mais aussi sur l'ensemble des activités. Tendance pernicieuse s'il en est, tel est du moins le sentiment de Jean-Claude Colli, délégué à la qualité de la vie au ministère de l'environnement et du cadre de vie : « A force d'être subventionnés, les associations risquent d'oublier les relations d'assistance et d'acquiescer à ce qu'on leur impose. »

A partir du moment où elles ont une influence, il est tentant de les contrôler. Les plus grandes sont aujourd'hui l'objet de tentatives de tous bords en ce sens. On parle souvent de la légitimité populaire et du pouvoir de l'association qui viendrait contrebalancer les pouvoirs organisés. L'association peut être un partenaire, constituer un contre-pouvoir, comme pour l'administration, déclare M. François Bloch-Lainé, président de l'Association pour le développement des associations de progrès (DAP). « Mais elle ne peut se substituer, en dernier ressort, à la responsabilité politique des élus. Ce que je crains, en revanche, c'est qu'elle pourrait être un modèle d'autogestion dans une démocratie pluraliste. Face au pouvoir constitutionnel, l'individu est un peu perdu. Il est naturel que par le biais d'autres groupements que les partis, il se donne les moyens de mieux se faire entendre et de participer aux décisions. »

Faut-il voir dans ce renouveau associatif le tombeau de la société civile chère à Tocqueville ? Ni les communes jalouses de leurs prérogatives, ni l'Etat, hypercentralisé, ne le toléreraient. Quant aux millions d'adhérents, ils n'en demandent sans doute pas tant.

(1) Les recherches faites dans le cadre d'une action de recherche du C.N.R.S. sur l'observation du changement social et culturel rejoignent les conclusions d'autres universitaires.

(2) Vers une sociologie des associations. Editions ouvrières.

NIMES

La révolution des beaux-arts

Elle était sage et discrète. L'école des beaux-arts de Nîmes s'est émancipée. Les modernes ont eu raison des anciens.

JACQUES MOLENAT

ELLE était sage, timide, discrète. Et voilà que l'école municipale des beaux-arts de Nîmes s'émancipe. Elle jette aux orbes son bon vieux enseignement. Le troc pour de rudes initiatives pédagogiques. Elle s'expose aux avant-postes de la modernité et se commet ingénument dans la ville. A peine et restant debout, sur la place aux Herbes, dans une salle du musée, l'immuable dédale de ses couloirs gris et les grandes salles blanches espagnoles peinturlurées.

La séance a été méthodiquement programmée, déclenchée et conduite par une équipe de jeunes peintres régionaux, des « prospectifs », comme ils se nomment, qui avaient leurs antennes à Paris, aux affaires culturelles, et leurs complices à la mairie de Nîmes. Un jour, il y a trois ans, ils avaient froidement constaté : « L'école est à vendre ». Puis décidé : « Prenons-la ».

Une institution plus que centenaire. L'école de dessin avait été créée en 1820 par un arrêté du maire de Nîmes. Les patrons des fabriques de soierie qui essaïmaient au chef-lieu du

Gard avaient soufflé l'idée. L'école serait le vivier où ils puiseraient les artistes chargés de composer les motifs des châles ou de dessiner les fleurs des étoffes. En 1952, l'école de fabrication est transformée en école municipale des beaux-arts — l'une des trente-sept écoles de ce type fonctionnant en France. Claude Escholler, homme affairé formé à Paris par Matisse, Léger, Bonnard, en prend la direction.

La cinquantaine d'élèves qu'accueille alors l'établissement, sans leur demander de diplômes préalables, s'initient paisiblement au dessin, à la peinture, à la sculpture, à la céramique et reçoivent des rudiments d'architecture. Le grand succès de la gestion de M. Escholler — cet héritage demeure intact — c'est le développement, dans une annexe de l'école, des cours populaires : cent quarante élèves de dix-huit à soixante ans, qui apprennent gratuitement, pour leur plaisir, à peindre, à sculpter, à faire de la poterie ou à tracer des plans d'architecture.

L'école elle-même romme plutôt. Le climat y est libre, les mesures disciplinaires ignorées. Mais dans les ateliers les rap-

portent avec les élèves ne s'écartent pas des traditionnelles relations de maître à disciple. L'apprentissage est appliqué.

En 1972, le ministre des affaires culturelles avait voulu, dans l'élan de 1968, transformer l'enseignement des écoles de beaux-arts. Mais les professeurs n'ont pas été restés imperméables aux idées de pluridisciplinarité, d'équipe pédagogique, d'ouverture à de nouvelles disciplines.

L'art dans la rue

De cette réforme — la loi ! — les tribulations de Nîmes se saisissent comme d'une arme. La plupart ont entre trente et quarante ans, ils ont de la compétence et du culot. Ils ont animé des groupes régionaux et nationaux d'avant-garde : ABC Productions, Support / Surface, lequel, dans ses beaux jours, scintillait dans la galaxie Têl Quel. Leur bande était de tous les coups destinée localement à « faire descendre l'art dans la rue ».

Ils nouent les fils de la conjuration en octobre 1977. Un peintre, Alain Clément, et un critique d'art, René Fons, parviennent à se faire nommer professeurs à l'école. Ils rejoignent un autre peintre, Jean Astémar, qui était dans la place, en éclaircisseur. A eux trois, ils engagent le fer de la réforme. Claude Escholler et les autres enseignants se cabrent. Peu importe, les nouveaux venus lan-

cent ensemble, avec leurs élèves, une expérience centrée sur l'enseignement de l'autoconstruction, l'architecture sauvage.

Et toutes les initiatives plus ou moins tapageuses qui suivent sont inspirées par cette démarche : briser les stéréotypes qui emprisonnent la créativité des élèves, susciter leur inquiétude, les encourager à la réalisation de travaux fortement individuels. L'académisme est joyeusement transgressé. Alain Clément retourne, un jour, un buste de plâtre et invite les élèves à dessiner... l'envers. La demande niche une partie des étudiants, mais ravit les plus nombreux : « C'est intéressant de voir ce qu'il y a de l'autre côté de l'œuvre ».

Les réactions sont d'autant plus passionnées que le pouvoir dans l'école est devenu, clairement, un enjeu. Entre les deux groupes d'enseignants la tension est extrême. On se lance des insultes : « fascistes », « terroristes ». Les élèves sont pris dans le tourbillon. Chacun d'eux est conduit à choisir son camp. En 1978, la scission est quasiment consommée. Deux écoles s'appellent à coexister dans les mêmes locaux : la « traditionnelle », basée sur les ateliers d'antan ; la « réformée » fondée sur le principe de pluridisciplinarité. Chez les élèves, le rapport de forces hésite, s'équilibre, puis bascule en fin d'année scolaire en faveur des « modernes ».

Alors les « anciens » s'égayent. Le directeur part à la retraite. Un professeur est nommé aux beaux-arts de Paris. Un troisième s'enferme sur place dans les refos du « carcan » de la réforme. Les autres, bon gré mal gré, s'adaptent aux temps nouveaux. Le commando parachève sa victoire en faisant nommer directeur le plus connu d'entre eux, Claude Vallat, et en introduisant la tournée des derniers conjurés.

Le terreau local

« Depuis, on ne s'ennuie pas », disent les élèves. Du reste, ceux d'entre eux qui étaient réfractaires sont partis ailleurs. A l'université des étudiants attirés par la nouvelle image de l'école sont venus d'Alsace, de Provence et de Montpellier. Maîtres mots : recherche, « questionnement ». Claude Vallat explique : « Nous ne pouvons plus dire aux élèves : « Apprenez et vous saturez », mais : « Fabriquez et apprenez en travaillant ».

Un jour, ils partent chapeaux de paille sur la tête et pique-nique en bandoulière pour une séance d'aquarelle à la campagne. Le lendemain, ils profitent du beau temps pour construire de superbes cerfs-volants. Une autre fois, sur l'immense plage sauvage de l'Espiguette, ils s'initient au « land art » dessinant sur le sable, avec des râteaux, un jardin zen.

L'outil, le jeu, l'habitat, sont des thèmes traités par l'ensemble de l'équipe enseignante, chacun des professeurs abordant un angle propre à sa discipline. Au pays de la corrida et des courses libres, Claude Vallat vient de proposer le thème de la tauromachie.

Et puis, la fascination de la capitale s'évanouit. Jusqu'à présent Nîmes préparait humblement les meilleurs de ses élèves à l'entrée de l'Ecole des beaux-arts de Paris. Désormais c'est un cycle complet sur cinq ans qu'il offre, avec son département arts, l'école de Nîmes. Du coup l'institution plonge plus loin ses racines dans le terreau local. En 1978, à l'occasion de la FERIA, la place du Chapitre fut décorée de grands vitraux éclatants et de dragons menaçants : dans ce décor se firent entendre les groupes musicaux d'avant-garde de la région.

L'été dernier, dans une trentaine de villages entre Nîmes et Montpellier, le foyer rural ou la mairie accueillait, à la demande de l'école, des œuvres de peintres contemporains. Un télécopage monde rural-modernité qui ne fut pas toujours bien reçu ni bien compris.

Mais les passions s'apaisent. L'expérience nîmoise est suivie avec chaleur par les inspecteurs des écoles de beaux-arts. A la municipalité, la jeune élue chargée de l'animation a pour la nouvelle équipe les yeux de Chimène. L'adjoint aux affaires culturelles a trouvé, lui, en Claude Vallat un « artiste indiscutable », un « garçon épatant ». Le maire, Emile Jourdan, est heureux que, sous son égide, dans sa ville, tourne une institution « ouverte à l'art contemporain ».

Le complot s'achève en idylle. Et maintenant ? « Maintenant tout commence », dit Alain Clément. « Nous serons jugés dans six ans. D'ici là il faut que de bons peintres sortent de l'école de Nîmes. »



ROGER TWERDT

PÉROU

Une mine « française » dans les Andes

A 4 800 mètres d'altitude, dans les Andes, la mine de Huaron, au Pérou. Une présence de la France. Mais de la France du dix-neuvième siècle.

JEAN-JACQUES TALPIN

Cela fait maintenant près de six heures que nous avons quitté les interminables bidonvilles de Lima. Direction : le nord, dans le cœur minier du Pérou, la région de Cerro-de-Pasco, vaste contrée désertique où ne poussent que les terribles. Quelques kilomètres après Lima, le bitume disparaît pour faire place à la *carretera asfaltada*, qui n'est qu'une piste défoncée, traversant d'immenses blocs de granite percés par une rivière jaunâtre et une voie ferrée. Encore quelques heures et les premiers lacets du col défilent : un peu de neige, quelques touffes d'herbe rabougrie : 4 818 mètres, un petit sommet de la cordillère des Andes mais où passe le train le plus haut du monde. Après c'est le choc : la *Puño*, plaine semi-désertique. Un peu plus loin, Cerro-de-Pasco : immense, noire, entourée de terrils et de puits de mines, rues embourbées par les passages de gigantesques camions de minerai. Cet « enfer » humide, froid, est aussi appelé l'« opulente cité de Cerro-de-Pasco ».

Encore une heure de piste et nous entrons dans un ancien fief de la puissance française : Huaron, mine où ne demeurent que quelques « conseillers » français. Ici, entre 4 600 et 4 900 mètres, le soleil est presque permanent, l'air froid d'une incroyable pureté, mais à cette altitude le moindre effort coûte... une montagne.

Une mine mais deux décors. D'un côté le camp des cadres et des dirigeants : de l'autre, à 8 kilomètres, les villages de mineurs.

Economat, écoles, petites villas au charme indéfectible et somptueux Hôtel des Mines où les rares hôtes ont droit à de la fine cuisine française : c'est le village miniature des cadres péruviens et des cinq conseillers français perdus dans ces Andes inhospitalières.

A quelques kilomètres, autre cadre, autre décor : les baraquements des mille mineurs de Huaron, maisons de toiles ondulées aux toits multicolores, huttes

aux planches mal assemblées, casernements où naissent, vivent, travaillent et meurent huit mille personnes, dont cinq mille enfants, qui n'ont qu'un horizon : la mine.

Aujourd'hui c'est dimanche, le village est pris d'assaut après la messe par des rambambelles d'écoliers militaires qui défilent dans leur triste costume gris au rythme du tambour et de la trompette, présentent les armes et hissent le drapeau national avant de sillonner martèlement et fièrement les rues du pueblo.

Le dimanche après-midi, c'est la fête des hommes, des rudes mineurs qui se retrouvent autour de leur syndicat dans le sport et le folklore. Occasion surtout de tout oublier et d'ingurgiter d'énormes quantités d'alcool et de *chicha*, bière de maïs un peu fade. Ici, les femmes n'existent plus : une étrangère dans la mine et c'est aussitôt la grève, vieille croyance de la femme-malédiction, de la femme-catastrophe. Ici, « *Macho* » n'est pas un vain mot !

Aux « *gringos* », aux Français, à eux la porte est ouverte, mais ils dédaignent de la franchir. Peur d'être agressés ? Pas du tout. Mais « peur d'être forcés à boire par ces hommes alcooliques, peu courageux et *respetados* ». Ce ne sont pourtant pas des sauvages, ces Péruviens, juste un peu agités par une vie sans temps morts, sans autre horizon que ce camp. « Nous ne sommes pourtant pas racistes, nous les Français, mais un peu refroidis par notre vie à l'autre bout du monde, sans contacts, à une journée de voiture de Lima, la ville où l'on peut retrouver ses habitudes d'Européens ». Ils sont là depuis un, deux ou trois ans, certains ont connu le Chili ou l'Australie. Mine de droit péruvien. Huaron est gérée sur place par des ingénieurs locaux supervisés par ces cinq conseillers à l'accent marseillais ou alsacien. A Lima le directeur général trône dans un immense bureau qu'il quitte très rarement pour la cordillère de Huaron.

Et bien sûr, à Paris, règne le grand patron, qui visite en éclair la mine une fois tous les deux ans. Un contremaître nous avouera que sa venue est un véritable chambardement pour la mine, dont tous les hommes sont mobilisés pour nettoyer, réparer, remettre en ordre et donner aux corons un caractère présentable. « Sans ces visites, la mine se dégraderait pour devenir un vaste bidonville. C'est à peu près le seul intérêt de la venue du patron », dit un ingénieur parisien.

PORTO DIEZ

Mis en bouteille au Portugal.

CROVETTO CARMONA
229 rue St Honoré - 75001 Paris

Un trou comme les autres

Les cadres français sont « assistants techniques », mais il suffit de les entendre donner leurs ordres aux mineurs et aux cadres péruviens pour comprendre qu'ils sont encore les véritables maîtres des lieux. Ils sont là « pour aider, pour contribuer au développement du Pérou, malgré son conservatisme et son immobilisme ».

La vie des Français : le travail, les joies de la famille, la piscine chaude, le tennis et les promenades dans le paysage lunaire du *boque de piedra* (la forêt de pierre) et, bien sûr, les courses à Lima. Pas de télévision, un peu de cinéma. Pour eux, Huaron est un trou comme on en a tous connu au cours de notre vie passée à l'étranger.

Exploité dès 1912, la mine de Huaron est dans sa dernière époque, celle de l'agotée à moyenne échéance. Pour l'heure, ce sont 1 300 à 1 400 tonnes quotidiennes de minerai qui sont remontrées à la surface avant qu'un lavage sophistiqué sépare le plomb du zinc, du cuivre, de l'argent et de

l'or. Mais comme toute multinationale qui se respecte, la compagnie des mines de Huaron exporte une grande partie du minerai vers la France et la Suède, le reste étant traité au centre sidérurgique de La Oroya. Pour qui connaît certaines mines industrialisées du nord de la France, les 200 kilomètres de galeries de Huaron, une des mines les plus importantes du Pérou, font penser à l'enfer et au *Germinal* de Zola. Pas d'électricité, il faut travailler huit à dix heures avec sa lampe frontale. Impossible souvent de se rendre aux lieux d'extraction par les wagonnets. Il faut donc aller à pied. Mais à 4 800 mètres d'altitude, où l'oxygène commence sérieusement à se raréfier, 2 ou 3 kilomètres de marche forcé, c'est l'épuisement avant le travail.

Les petites galeries où l'on ne progresse que courbé dans la boue et l'eau qui arrivent souvent à hauteur du genou : la technique et l'ingéniosité françaises sont ici prises en défaut. Travail également peu mécanisé : quelques tracteurs et perforatrices, mais surtout la pelle et la lourde barre à mine qu'il faut manier des heures durant sous un éboulement constant du fait d'un étagage symbolique.

Et surtout, le froid et la chaleur. Dans certains puits il fait 10 degrés et moins dans d'autres, 35 ou 40 degrés qu'il faut supporter dans l'humidité, les gaz qui brûlent la gorge et les yeux, et la poussière tenace qui colle à la sueur des corps. Comme pour accroître le travail de ces mineurs rogeés avant l'âge, des dizaines de mètres d'échelles en bois glissant, mal accrochées et qu'il faut escalader toute la journée au prix d'une fatigue surhumaine.

Les ingénieurs français expliquent que « ces difficiles conditions de travail sont compensées par de substantiels avantages : salaires élevés, coogee payée, assurance-maladie, participation aux bénéfices, écoles, etc. »

Un doigt, un pied...

C'est vrai, les salaires dépassent presque toujours les 30 000 soles, alors que le salaire minimum n'est que de 15 000 (1). Mais à quel prix : quarante-huit heures de travail hebdomadaire, descente au fond un dimanche sur quatre, équipes de nuit et, surtout, heures supplémentaires. Car presque tous les mineurs, à la fin de leur travail, restent deux ou trois heures de plus pour améliorer leurs ressources. Alors, oui, avec presque soixante-dix heures de travail par semaine dans cet enfer, ils arrivent à avoir des salaires corrects pour le Pérou.

La retraite : soixante ans au jour, cinquante-cinq ans au fond. Mais la plupart des gueules-noires n'atteignent jamais cet âge heureux, rongés qu'ils sont avant l'heure par les maladies et la fatigue.

Les jeunes, après quatre ou cinq ans d'extraction, veulent presque tous remonter au jour, à la laverie ou à l'entretien. Mais ils sont trop nombreux à vouloir le faire. Alors, comme on nous l'avouera discrètement, « il reste l'auto-mutilation : un doigt coupé ou écrasé, un pied martelé à la barre à mine, gestes désespérés d'hommes désespérés qui ne veulent pas crever à petit feu dans les galeries ». Et, bien sûr, l'abrutissement, véritable fléau qui fait crier les ingénieurs français,

qui n'en cherchent guère les causes.

Les Français qualifient les ouvriers de « *jornales* » et *respetados*. Pourtant les mineurs se fâchent rarement. Mais quand ils le font, c'est un véritable coup de tonnerre qui s'entend jusqu'à Lima.

Des dizaines de milliers de mineurs tous concentrés dans ce point névralgique du Pérou, ce pourrait vite devenir une poignée. On a tenté de les faire taire par des avantages matériels. Ehen, On a alors choisi de les isoler. La voie ferrée qui reliait Huaron à Shelby, puis à Cerro-de-Pasco a été détruite et remplacée par d'énormes camions qui défontent les pistes : « Pas rentable, le chemin de fer », avouait le directeur. « Détruis pour nous cacher dans ce trou », affirment les mineurs.

Sans train, ni voiture, ni autobus se rendre à Cerro devient presque exceptionnel et aller à Lima presque impossible.

Lima a peur

Alors les mineurs accusent : « Ils ont trop peur que les profits descendent en masse sur Lima, c'est pourquoi ils ne font rien pour améliorer la piste Cerro-Lima, sans roulier qui pourrait être très rapide et qui est l'un des plus fréquentés du Pérou. » Cette peur à Lima de ce monde loconnu du Nord semble réelle : alors que la présence policière est très discrète dans tout le Pérou, cette route est coupée de plusieurs barrages de policiers en armes qui fouillent et contrôlent méthodiquement chaque véhicule et chaque passager.

Isolés du monde, les mineurs se replient sur Huaron, en communauté villageoise, pour gérer les communes, les propriétés, le maigre cheptel, pour organiser des fêtes et cérémonies rituelles qui cimentent le groupe compact. A Noël, ce souvenir des esclaves noirs importés des Etats-Unis, ces gueules noires deviennent, le temps de quelques jours, des « *negritos* », petits nègres narguant le pouvoir blanc, esclaves modernes qui dénoncent leurs fers, leur misère. En mars, le carnaval qui permet toutes les outrances, en mai la fête de l'arbre, en septembre la journée des syndicats, en octobre la cérémonie du Señor de los milagros, le Seigneur des miracles, esclaves noirs qui annonçaient le retour du Christ.

Leur isolement dans la cordillère les contraint à multiplier cette vie sociale et associative, mais l'apparition de la télévision va-t-elle sonner le glas ? Car Huaron va vivre prochainement une petite révolution : la T.V. va enfin être installée, branchée sur le réseau vidéo de Cerro-de-Pasco. Les antennes commencent à émerger des pauvres toits de toile, les mineurs se groupent par trente ou quarante pour acheter en ville des téléviseurs à 100 000 soles, plus de quatre mois de salaire.

Alors, moyen d'assimilation qui rejouit les ingénieurs français, « boîte » pour sortir de l'isolement, la télévision ne risque-t-elle pas de faire naître une révolution négative, de détruire cette vie collective, ces racines populaires ? Car elle aura beau avoir une télé vidéo de l'an 2000, Huaron conservera sa mine et ses esclaves du dix-neuvième siècle. Cela, c'est aussi une image de la France à des milliers de kilomètres des corons du Pas-de-Calais.

(1) 1 sol vaut 1,7 centime.

REFLETS DU MONDE

THE TIMES

Jeu de la mort à l'hôpital

Las Vegas est la cité du jeu où l'on peut parier sur tout et sur n'importe quoi, habituellement sans protestations. Il n'en est pas de même, rapporte le *Times* de Londres, avec l'affaire du « jeu de la mort » pratiquée dans le centre de réanimation d'un hôpital de la ville. Le quotidien britannique écrit : « Les délégués de Las Vegas pensent que plusieurs membres du personnel de l'unité de soins intensifs à l'hôpital Sunrise prenaient réguliè-

ment des paris sur l'heure exacte de la mort des malades dont l'état était désespéré. Mais l'affaire prend un tour particulièrement horrible et étrange lorsque l'on apprend que plusieurs employés ont été licenciés parce qu'ils n'avaient pas, semble-t-il, débanché dans six cas au moins les appareils de surveillance des patients. » L'infirmerie, précise le journal, a été surnommée dans la presse locale « l'ange de la mort ».

AL BAYANE

La corrida de l'autobus

Les usagers de la R.A.T.P. se plaignent parfois des transports en commun parisiens. Mais les délégués et insuffisances de ces derniers sont encore peu de chose, comparés à ceux des autobus marocains, du moins si l'on en croit le quotidien *Al Bayane*, qui écrit : « La porte s'ouvre. La porte : un appel, une invitation. Les usagers se précipitent en désordre. Ils se bousculent, orient, gestichent. Puis, pressés, lassés, hantés, la peine au cœur, la sueur au front, ils se regardent. Tristement, ils se regardent. L'espace est occupé plus qu'il ne faut. L'espace rempli de chair humaine. L'espace qui gémir et qui gémit. »

« L'autobus est au Maroc un lieu d'affrontement. C'est l'arène où les masses vivent chaque jour la corrida de l'épuisement et de la mort. Comprimés jusqu'à l'avant-dernier souffle, ils ont la patience qu'il faut : ces hommes d'âge, ces femmes enceintes, ces enfants en larmes, cette humanité qui peine et qui souffre, poussée à la dérive d'une vie sociale basée sur le principe de l'exclusion.

Entassés comme ils sont, les gens s'enflamment très vite. Et il suffit d'un petit incident pour que cet amas de nerfs devienne une ruée bouillonnante. L'atmosphère s'électrise. Et la chaîne des querelles commence. Elle aggrave bien des arborescences. Alors les bonnes volontés se manifestent. Les médiateurs s'efforcent pour calmer la tempête déchaînée. Il est encore temps, car il faut écarter l'imminence d'une bagarre, qui risque de déclencher un phénomène de bouée de neige.

Dans les conditions de la compartimentation, où les gestes et les mouvements sont enchaînés et l'espace manque pour coger, toute bagarre est un dérapage. Elle est le dérapement de corps soudés par les contraintes de l'entassement. En plus, les usagers n'ont pas intérêt à ce que le bus s'arrête. Ils n'ont pas intérêt à ce que le voyage se prolonge. Ce n'est pas parce qu'ils n'aiment pas les voyages. Loin de là. Mais parce que le transport, dans notre pays, est une illustration de l'enfer. »

DIE WELT

GRANDS JOURNAUX D'ALLEMAGNE

Patrimoine buccal

Les clients des dentistes ouest-allemands se sont enrichis chaque jour grâce à la hausse régulière du prix de l'or, constate le quotidien *Die Welt*. Il rapporte l'expression du ministre du travail, M. Ehrenberg, pour qui il s'agit d'une véritable « constitution de patrimoine buccal ».

« Si l'on tient compte de la tendance du marché de l'or, le ministre a raison, ajoute le journal. 666,11 millions de deutschemarks ont été versés l'année dernière par la sécurité sociale et par les mutuelles, uniquement pour l'or qui entre dans les ordonnances des dentistes. En comparant avec 1978 (483,37 millions de deutschemarks), cela représente une augmentation de 37,8 % ».

Sur la base du cours de l'or atteint début 1980, les remboursements devraient se monter, pour l'ensemble de l'année, à 1,1 milliard de deutschemarks, en hausse de

65,5 % par rapport à l'année précédente.

Il ne fait guère de doute que les caisses ne pourront échapper à cette augmentation vertigineuse car, en l'état actuel de nos connaissances, il n'existe pas de matériau qui puisse équivaloir à l'or pour les facilités de travail qu'il offre, sa fiabilité et sa souplesse à l'usage. L'emploi d'un substitut à l'or pur, appelé « or économique » (38,5 % d'or et de palladium, 1 % d'argent, et le reste en métal non précieux), accroît les risques de décoloration et d'éclatement. Sur ce point, les caisses et les dentistes sont unanimes : ce qui est moins cher à l'installation ne se paie pas forcément à l'usage. Les améliorations ou les renouvellements qui sont souvent nécessaires sur les prothèses en « or économique » ont un effet boomerang sur les coûts.

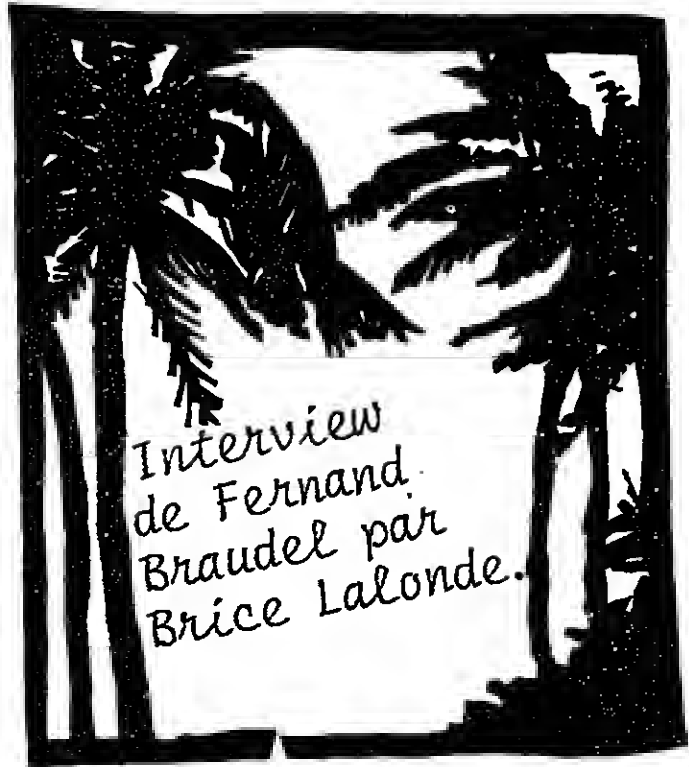
Daily Mail

Vivent les femmes au travail !

« Employez plus de femmes, et vous éviterez les grèves ! » Tel est le conseil, d'un féminisme d'ailleurs ambigu, que donne le professeur britannique Northcote Parkinson aux patrons anglais, et que rapporte le quotidien populaire de Londres *Daily Mail*. Voici, selon ce journal, le résumé des réflexions du professeur : « Employez une femme, et vous verrez aussi qu'elle consacrer son énergie à son travail, non à papoter, à se disputer ou à être du mal des gens dans leur dos. Nommez une femme à un poste directoirel, et elle ne chargera pas sa secrétaire des achats de Noël, de lui fournir un abîmi ou de téléphoner au tapissier

pour lui dire d'aller à l'appartement prendre les mesures des nouvelles housses de coussins. Les femmes, dans l'ensemble, ne voient pas en leur secrétaire un compromis entre un cheval de trait, une bonne d'enfant et une intendante non rémunérée.

« Si une femme est votre supérieur immédiat, vous n'avez pas à redouter qu'elle fasse passer vos idées pour le fruit de sa propre créativité, ses innovations pour sa pensée à elle, ni qu'elle saisisse chaque occasion de se plaindre de vous au patron tout en étant en votre présence que vous êtes indispensable et bien parti pour les sommets. »



Le Sauvage/Le Nouvel Observateur

numéro de Mars.

Jusqu'où la Grande-Bretagne acceptera-t-elle d'avancer sur la voie européenne ? L'ajournement du sommet des Neuf, prévu les 31 mars et 1er avril, alourdit encore le climat. Le contentieux entre Londres et les Huit a rarement été aussi important.

Faute d'une véritable intégration

commun. Sa situation d'importateur producteur de pétrole lui fait considérer tout autrement que ses partenaires les possibilités d'action énergétique communale. Le caractère international de la livre rend problématique son adhésion au système monétaire européen. En fait, et l'on ne s'en rend pas toujours compte, jusqu'au problème budgétaire, les politiques communales existantes ou susceptibles d'être aujourd'hui envisagées n'intéressent pas Londres. Faut-il dès lors, s'étonner que la part du budget européen dépensée au Royaume-Uni demeure modeste et, par conséquent, pose problème ?

● Les trois derniers difficultés tiennent au déclin de l'économie

principaux

traille et en Nouvelle-Zélande.

En adhérant, le Royaume-Uni n'a pu faire autrement que de se résigner à l'existence de la PAC, dont, soit dit au passage, il a contribué à alourdir les charges en imposant alors l'importation, chaque année, d'un million de tonnes de sucre produites dans les anciennes colonies des Caraïbes de l'océan Indien et du Pacifique, et de 120 000 tonnes de beurre britannique.

Les Britanniques profitent au mieux de leurs intérêts du système garantissant le prix à l'abri de celui-ci. Ils accroissent sensiblement leur production, et en particulier de lait.

Leur idée de base est qu'il convient de gérer la PAC de manière à empêcher l'apparition d'excédents coûteux à resorber. Selon eux, l'Europe verte « peut » à la limite, viser l'auto-suffisance, mais il est absurde qu'elle cherche à dégager une capacité d'exportation substantielle. Depuis 1973, et aujourd'hui avec plus d'ardeur qu'hier, les Britanniques dénoncent les exportations

avaient dit

problèmes économiques qui
est la gestion de l'Europe
à l'Europe collabo
la motif tendant
mal la demande bruta
en chose est fait l'entée
ne peut qu'être bénéfique

DOU

Paris : « L'Europe n'est pas
une série de vœux que
uns après les autres, ce
ne chiffrera, celle doit être
rivra justement au moment
ne, sommes pas fermée à

la BBC : « Il n'a tout
moins que les problèmes de
-Breagne dans le Marché
soudre par exemple le
de la Commonwealth [...]

...y a une conception de
de savoir si véritablement
Grande-Bretagne est auto-
mais les rapports entre la
Nouvelle-Zélande, je crois
sentimentaux qu'a commer-
ce traduit finalement par
ai du fromage [...]. Mais il
conclure que la Grande-
entrée dans le Marché com-
s'approvisionner ailleurs,
usqu'à présent.

à Paris : « L'Angleterre na

Europe des Six qui le
que sortit à l'empire nepo-
continental. Le général de
avait conscience depuis
1958 il m'avait dit : « Ce
étoit
avons
Bretag
Nous
prix s.

En réalité, en ce domaine plus encore qu'en d'autres, les Anglais ne veulent rien entreprendre sans les Américains : ainsi en juin

les alliances
1979, ils ne se sont ralliés aux
mesures de surveillance des mar-
chés libres préconisées par la
France (procédure d'encadrement
des transactions) qu'après s'être
assuré que les Etats-Unis don-
neraient leur aval.

Accessoirement, ils souhaie-
raient que la Communauté leur
apporte son concours financier
pour valoriser leur production de
charbon. Mais sans insister, car
ils savent qu'un tel appui est
difficilement concevable de ma-
nière isolée, en dehors d'un en-
semble d'actions énergétiques.

communautaires dont, pour ie
raisons décrites plus haut,
ne souhaitent pas la venue.

● LE SYSTEME MONETAIRE
EUROPEEN

Autre affaire majeure où le
Anglais se distinguent : ils n
participent pas au Système mon
étaire européen (S.M.E.) ; o
du moins — ce qui est le plus
important — à son mécanisme
de change. En 1978, aux conseil
européens de Copenhague puis d
Brème, M. Callaghan, premier
ministre, avait accueilli ave

beaucoup de réticence la proposition de MM. Giscard d'Estaing et Schmidt visant à relancer activement la coopération monétaire. M. Healey, qui était alors le chancelier de l'Echiquier,

Il craignait que l'opération n'affaiblisse le dollar ou, au moins, ne gêne la politique monétaire des Etats-Unis ; redoutait surtout que les contraintes du système n'entraînent le Royaume-Uni dans une politique déflationniste.

côté, dès leur arrivée au pouvoir, ont manifesté de l'intérêt pour le S.M.E., tout en se gardant d'y adhérer. On repa-

Bruxelles, d'une telle adhésion. Une décision dans ce sens, qui serait présentée comme une illustration exemplaire de l'engagement européen du Royaume-Uni, pourrait sans doute aider à régler le problème de la contribution britannique au budget européen ; les pays membres les plus riches seraient invités

verser leur obole dans la caisse de la Roayaume-Uni, considère comme une bonne pio prospère, à réussir l'opération.

Le reste, si l'on fait abstraction de ces raisons de circonstance, que les obstacles à l'adhésion du S.M.E. demeurent considérables. Le caractère international de ce livre en premier lieu : parce que c'est une pétro-monnaie, le taux est actuellement artificiellement élevé. Peut-on ainsi imaginer que le gouvernement des Pays d'entre dans le S.M.E. à ce taux accidentel de la livre qui, sur le long terme, ne pourrait que susciter une dépréciation de la monnaie ?

Autre obstacle, Mme Thatcher mène une politique économiquement fondée sur un étroit contrôle de la masse monétaire; celui-ci est difficilement compatible avec la participation de Londres à la S.M.E. (le maintien de la constance des taux de change peut en effet, impliquer des interventions importantes sur le marché des monnaies étrangères, ce qui va à l'encontre de la politique de non-intervention que la Grande-Bretagne a adoptée avec comme corollaire possible la participation à la S.M.E.).

un accroissement de la monnaie), Adhérer au Budget supplémentaire, en bonne logique un infléchissement sérieux la politique économique Royaume - Uni. La Grande Bretagne y est-elle prête ?

● LA CONTRIBUTION

Cultiver la différence : Royaume-Uni s'y emploie et la Communauté. Cette attitude explique, pour partie au moins, qu'aujourd'hui la contribution britannique au budget dépasse lourdement ce que Londres reçoit de la C.E.E. (voir ci-dessus). Nul doute qu'une attitude

moins méfiant, plus consti-
tutive, des Britanniques aurai-
— pourrait — avoir com-
corollaire un accroissement
dépenses communautaires ou
Manche.

	1973	1979	Variation en pourcent
1000000	31 562	37 769	+ 19,7
1000000	9 612	27 457 (*)	+ 186,3

.....	24 795	27 674	+	11.
tenaires				
E.E. ..	7 790	25 001 1°)	+	221

Les premiers mois (20 664 millions en 1978 pour les ventes du Royaume

12.100 **Journal of the American Academy of Child and Adolescent Psychiatry**

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

[illegible]

rages, s'agit
 d'elles; d'est
 à dire
 d'elles, et, de
 : toujours
 dans leur, ce
 En tant que
 l'ère à leur
 à leur, et
 des années
 et montagne,
 et, la cante
 de qu'en les
 la forêt, des

France : l'au-
ropée », mais
age du Inva-
née à Paris.
r, quartier de
est dire quar-
cents, à
un objet fami-
en province,
pour qui leur
a un intérêt

Water Be
shows : A
Industrial
as dist qu
« La mu
de : mona
de : la ph
trois pho
Je vais d
Mique : E
et ça men

D'abolir

« Avec
cancer de
neuf. Avec
les yeux,
est à ég
cinéma. I
moins tal
recouvrir.
Tous les
muets. O
plus du n
à l'épou
« Hitch

scénario
(la vis) est un
ol qui n'abuse
stiores, on m'a
sais. J'ai mis
crocher, pour

C'est dur. Ce
est de raconter
ments a géri-
que c'est d'habi-

Faire la suite,
d'introduction
du cinéma (1),
s'incornus de
ter aspect, voir la
de le tira. C'est
d'on peut voir,
inventer.


est considé-

Co

Po
siqui
stat
cette
céré
trois

répréhensible.	sauri
habileté on dit	dans
deux. Moi je ne	prop
un moment, on	l'ami
en premier. Mais	vieux
faire passer la	verra
faire un téléfilm	inca
télévision. On	Di
a peur de leur	suevi
s, s'ils pouvaient	fran.
et à deux mois	et -
de plus en plus,	ustp
moins en moins	Rue
télévision, c'est	golf
d'accenseur.	ont
On peut pas se	c'est
prendre beaucoup	les
pas pour décrire	sith
il va se passer,	grou
il font des scènes	

...tros.



DATE



Jeudi 3 avril

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 30 Émissions régionales.
13 h 50 Objectif santé.
L'entant fatigué.
14 h Wickie le Viking.
14 h 25 Croque-vacances.
Joe chez les fourmis : 14 h 30, Éricolage : 14 h 40, Variétés : 14 h 50, Comment la souris recroque-pète sur la tête et découvre le monde : 14 h 55, Info-nature : 15 h 05, Info-météo : 15 h 15, Variétés : 15 h 15, Arago X-001 : 15 h 35, Le petit prince orphelin.
15 h TF 4.
15 h 30 Un, rue Sésame.
15 h 55 C'est arrivé un jour.
Par le petit bout de l'avenue.
16 h 10 Une minute pour les femmes.
Le médiateur : un recours méconnu.
16 h 20 Émissions régionales.
16 h 45 Les inconnus de 16 h 45.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Les visiteurs.
10^e 1) Zarko.
Réalisation de M. Wyn, avec J.-M. Flotata, B. Kéroux, J. Bédin, A. Crumaksky.
21 h 30 L'événement.

Émission d'Henri Marquet et Julien Besançon.

22 h 30 Documentaire : Le mort dansé à Vergès.
Réalisation de A. Altit avec A. Serra, Y. Bruguera, R. Lopez, M. Félix Medina, J. Casado Ferrer.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 35 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La vie des autres.
(n° 3).
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
15 h Sports : Tennis à Monte-Carlo.
17 h 20 Fenêtre sur...
17 h 50 Récit A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Assemblée parlementaire : Le Sénat.
20 h Journal.
20 h 30 Cinéma : « l'Incompréhension ».
Film italien de L. Comendini (1969), avec A. Quagli, S. Colagrande, S. Olanoff, J. Sharp, G. Granata, G. Moll, A. Paschett.

Le consul de Grande-Bretagne à Florence se retrouve peu à peu avec ses deux fils. Il cache la mort de la mère au plus petit (six ans) et ne comprend pas la souffrance et le besoin d'affection de l'aîné (onze ans), ce qui provoque un malentendu.

22 h 15 Courte échelle pour grand écran.
23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Météo : À propos de la température : A l'écoute de la terre : placements et sélections.
18 h 55 Tribune libre.
Les femmes et la violence : S.O.S. Alternative.
18 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les Jeux.
20 h 35 Cinéma (cycle Jean Gabin) : « le Gardien de l'Épave ».
Film français de Gilles Grangier (1962), avec J. Gabin, M. Robinson, L. de Funès, P. Brasseur, P. Villard, J. Lefebvre (N. redistribution).
Un officier de cavalerie en retraite vit, grâce à ses connaissances hippiques, de combinaisons sur les champs de courses, où il pousse les pigeons qui cherchent de bons tuyaux.
21 h 55 Journal.

Images d'Évangile

SÉRIE : JÉSUS DE NAZARETH

Samedi 5 avril et dimanche 6 avril
A2, 20 h 35
C'est une œuvre et superbe chose. En passant du grand au petit écran, en s'allongeant, en s'allargissant, en se multipliant par six fois quatre-vingt-dix minutes, le film de Franco Zeffirelli n'a rien perdu de sa force, de sa complexité et de sa loi. Car c'est de cela qu'il s'agit, d'histoire et de religion, de l'histoire d'une religion née d'une religion autre, celle du Dieu d'Israël, à Nazareth, en Galilée, 8 Jérusalem, aux portes du Temple, sous le règne d'Hérode. Le Christ roi des Juifs avant d'être roi des cieux, le Christ tel que l'évoquent les Évangiles. Et tel que l'a voulu le réalisateur soucieux de replacer la venue du Messie là où on l'attendait,

dans sa terre natale parmi ceux qui s'étaient nourris des textes sacrés allant antérieurement renouveler grâce à lui les Écritures et répandre la parole de Dieu, le parolier hébraïque, ainsi portée à son point de civilisation, le plus élevé à travers le monde.
Des paysages splendides, peuplés d'hommes et de femmes non pas costumés mais simplement vêtus à la manière du temps, des acteurs prestigieux — Robert Powell en particulier est d'une inépuisable beauté — des mouvements de foule et de caméra, des éclairages à couper le souffle, des tableaux dignes, étonnamment mélangés, et de la chapelle Sixtine et de Saint-Sulpice. Tout ici concourt à la réussite d'un spectacle relevant de la tradition la plus parfaite et la plus touchante, celle de l'imaginaire populaire. — C. S.



Marginaux du bizarre

DOCUMENTAIRE : POUR UN ART POPULAIRE
Dimanche 6 avril
FR 3, 17 h 40
Pierre Avezard, quatre-vingt ans, vacher, passe son temps à bricoler un manège d'automates : Gérard Lattier, employé municipal, raconte ce qu'il peint ; Charles Pequeux, ancien mineur de fond, à soixante-dix ans, emplit son jardin ima-

ginaire d'histoires de Blanche Neige ; Candide, ancien adjudant, ancien brocanteur, s'est créé un petit musée du bizarre...
Quatre marginaux de l'art, quatre « singuliers », que Claude Pica et Bernard d'Arbrion ont allés regarder vivre dans leur domaine, qu'ils ont écoutés et filmés avec émerveillement. — G. B.

Shakespeare et Jack l'Éventreur

LES GRANDES VILLES DU MONDE : LONDRES
Dimanche 6 avril,
FR 3, 20 h 30

Quand on arrive à Londres de l'aéroport, on traverse de longues banlieues pavillonnaires, silencieuses et orgueilleuses. On se perd dans les « gardens », les « roads », les « streets » de Chelsea, entre les maisons étouffées à deux étages avec perlon, deux colonnes blanches et des lanternes en sous-sol sans rideaux. Dans la nuit, les lumières de Harrod's défilent les économies d'énergie, les pubs shakespeariens s'embrument de bière, le mystère s'enfouit dans les rues-oculaires des docks hantées. Et puis il y a la lumière humide des rivières de la Tamise et le vert calme du Park, les chapeaux melon et les maillages extravagants, les hauts jacks noirs et les autobus rouges, le métro qui plonge loin au centre de la terre.
Londres est une ville enchantée. Une ville bien réelle dont Emmanuel de Roux et Jean Bouyer racontent l'histoire depuis le temps où les Romains ont construit les premières fondations. Une histoire qui se confond avec la lutte de l'indivisible contre l'État, de la cité contre Westminster, des marchands contre le roi. L'histoire d'une cité qui a été la capitale d'un empire, qui s'est effondrée sous les bombes et est devenue symbole de liberté, qui a fasciné l'Europe et résisté aujourd'hui aux chocs de l'Europe et de la crise. — C. G.

La folie du métal jaune

DOCUMENTAIRE : LA PASSION DE L'OR ET SA RAISON
Dimanche 6 et 13 avril,
A2, 22 h 15

Un documentaire en deux parties. L'or-passion, signe de possession, d'ostentation, de durée, l'or dont sont couverts nos palais, nos églises et « nos » femmes. Et l'or-raison, gage pendant plus d'un siècle de toutes les monnaies, base de l'organisation financière nationale et internationale. Très apprécié, très précieux au début, le commentateur s'accompagne la photo d'une statue de nua enlacée de cette légende : « Présentation au or de la communication ultime de nos corps ».
S'agissant du désordre mondial actuel, la seconde moitié sacrifie moins à la littérature forment. Des interviews de journalistes, de banquiers, permettant à Alain Cotté de résumer assez bien le chemin qui a conduit le prix de l'or à ne plus dépendre que de l'offre et de la demande. Valeur inaltérable et fluctuante par excellence aux yeux de de Gaulle, ou relégués barbares chargés de sexualité, ou encore rêve d'éternité, l'or arraché au pouvoir qui nous l'avait confié est redevenu ce qu'il est depuis la plus haute Antiquité, un symbole de prospérité et de sécurité. — C. S.

Kulture avec un K

TELEFILM : « LE MUR DE RAYMOND MORETTI »
Dimanche 6 avril,
TF 1, 22 h 45

Je suis arrivée en retard rue Cognac-Jay le jour de la projection. A la porte de la salle, un carter vaillait qui a voulu m'interdire l'accès : ce documentaire, pardon, ce téléfilm, « devait être vu dans sa confidentialité, dans son intégrité ». J'ai insisté, promettant de vous avouer n'en avoir vu que vingt minutes sur trente. Voilà qui est fait. Ces vingt minutes, croyez-moi, on les sent passer. On se vit la cervelle, dans l'espoir d'apercevoir la formidable

Vendredi 4 avril

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 30 Émissions régionales.
13 h 50 Wickie le Viking.
14 h 15 Croque-vacances.
Joe chez les fourmis : 14 h 30, Éricolage : 14 h 40, Variétés : 14 h 50, Comment la souris recroque-pète sur la tête et découvre le monde : 14 h 55, Info-nature : 15 h 05, Info-météo : 15 h 15, Variétés : 15 h 15, Arago X-001 : 15 h 35, Les Étranges Adultes (téléfilm soviétique).
15 h TF 4.
15 h 30 Un, rue Sésame.
15 h 55 C'est arrivé un jour.
Le porte à dix.
16 h 10 Une minute pour les femmes.
Dictionnaire, les mal-aimés de notre alimentation : les légumes.
16 h 20 Émissions régionales.
16 h 45 Les inconnus de 16 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Au théâtre ce soir : « Mon père avait raison ».
de Sacha Guitry, réalisation : P.-R. Boissy, avec R.-E. Delbar, M. Galmes, N. Châtelet, J. Barrey.
Un homme que sa femme a quitté se consacre à l'éducation de son fils.
22 h 30 Documentaire : La danse de Nacac.
Marie Reiche, surnommée la « dame de

Nacac », tente à pénétrer l'œuvre fascinante des hommes de l'Amérique précolombienne : l'étude des figures et des traits géométriques de la Pyramide Colono au Pérou, qu'auraient construits les Nacacs. Ces figures et ces traits ont été découverts il y a quarante ans par des archéologues qui travaillaient cette région.
23 h 15 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h A.N.T.I.O.P.E.
12 h 35 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La vie des autres.
(n° 10 et fin).
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Le chemin de croix.
14 h Aujourd'hui madame.
15 h Sports : Tennis à Monte-Carlo.
17 h 20 Fenêtre sur...
17 h 50 Récit A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Médecine de nuit.
Le livre rouge.
La chute d'un ombrieux dans les escaliers entraîne les chevronnés héros de l'ambulance dans de drôles d'aventures.

21 h 35 Apocryphes.
Émissions littéraires de B. Pivot.
Juifs et chrétiens devant la souffrance.
22 h 50 Journal.
23 h 2 Cinéma (cycle Godard) : « France 68 ».
Le tour d'un siècle.
Lire notre article page IX.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Dessin pour l'aventure : le raid moto Caracaz-Sa : Des livres pour nous : Bricolage.
18 h 55 Tribune libre.
Les femmes et la compétition intellectuelle, avec P. Zeller-Hugodot.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les Jeux.
20 h 30 V3-La nouvelle vendredi : le portrait d'un fil.
La vie quotidienne d'un inspecteur de postes principal qui gagne 5 000 francs par mois. Amusement représenté de Michel Bonnot et Anne de Notredame.
21 h 30 La fête basque.
Un reportage, qui n'est pas folklorique, sur l'expression d'un peuple. Tourne dans plusieurs régions pendant l'été 1979.
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine : Thalassa.

Samedi 5 avril

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

12 h Philatélie club.
12 h 30 Cuisine légère.
12 h 45 La vie commence demain.
Travailler dans l'électricité.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 50 Au plaisir du samedi.
13 h 55, Chapeau melon et bottes de cuir (n° 1) : 14 h 44, Un nom en or : 14 h 50, Plume d'acier : 14 h 54, Découvertes TF 1 : 14 h 58, Mère papillon : 15 h 34, Télé-troc : 15 h 42, Un oom en or : 15 h 44, Antébulle pour Noël (n° 3) : 15 h 48, Coup : 16 h 47, 17 h 50, Avec des idées, que savez-vous faire ?
18 h 10 Trente millions d'amis.
18 h 40 Magazine auto-moto.
18 h 10 Six minutes pour vous défendre.
18 h 20 Émissions régionales.
18 h 45 Les inconnus de 18 h 45.
20 h Journal.
20 h 30 Variétés : Escala à Nice.
Réalisation : A. Léger, avec Charles Aznavour.

vour, Michelle Mathieu, Michel Puga, Goldo Gato Quartet.
21 h 35 Série : Anne Karénine.
Réalisation : B. Coleman.
22 h 30 Télé-foot 1.
Dernières nouvelles : France-Irlande, avec des extraits du championnat de France.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

11 h 45 Journal des sages et des malentendus.
12 h La vérité est au fond de la mer.
12 h 30 Samedi et dent.
12 h 35 Monsieur Cinéma.
14 h 25 Les jeux du stade.
17 h 20 Les moins d'argent et les autres.
18 h 10 Chorus.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.

20 h 35 Dramatique : Jésus de Nazareth. (première partie).
Lire notre sélection.
22 h 15 Variétés : Suivez Lenoq.
23 h 10 Documentaire : Les carnets de l'aventure.
Plaques aux Grandes-Jourées.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Vo regard arrête : Orfèbre et Goni-fous : Poèmes en images : l'oiseau.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les Jeux.
20 h 30 Félicitation : « Les quatre Filles du Dr March ».
(Deuxième épisode).
22 h 05 Journal.
22 h 25 Ciné-regards.

Dimanche 6 avril

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

8 h 15 A Bible ouverte.
8 h 30 La source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe de Pâques.
Benediction (Vallée, Suisse).
Prédicateur : Père Mayron, supérieur général des Pères de Saint-François-de-Sales.
12 h En direct du Vatican.
Benediction papale urbi et orbi.
13 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.
13 h 30 C'est pas sérieux.
14 h 30 Les rendez-vous du dimanche.
de Michel Drucker.
En direct de Monte-Carlo, tournoi international de Monte-Carlo de tennis.
18 h Série : Commissaire Moulin.
Affectation spéciale.
19 h 25 Les animaux du monde.
Vo aquater sans vergogne : le coucou.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « le Diable ».
Film français de P. Richard (1971), avec P. Richard, B. Siller, M. Pacôme, P. Prévost, M.-C. Barreau, R. Bouillon (redistribution).
Un jeune homme perpétuellement distrait et perdu dans ses rêveries boulescarres, par ses bêtises et ses méthodes insaisissables, le franc-tireur d'une agence de publicité.
22 h Zagorak : La grande Pâque en U.R.S.S.
Lire notre article page IX.

22 h 45 Documentaire : Le mur de Moretti.

Lire notre sélection.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h Émissions pédagogiques.
11 h 45 On we go.
12 h Concert.
Les ouvertures de « Coriolan » (Bethoven), « Freischütz » (Weber), « Guillaume Tell » (Rossini) par l'Orchestre philharmonique de Berlin, direction Herbert von Karajan.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Colerado.
(n° 3)
Aussi longtemps que la rivière coulera.
14 h 55 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
15 h 45 Des animaux et des hommes.
16 h 35 Série : Un fugé, un fil.
Les drogues.
17 h 40 Majax : Passe-passe.
19 h 15 Dessine-moi un moulin.
19 h 20 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : Jésus de Nazareth. (deuxième partie).
Lire notre sélection.
22 h 15 Document de création : L'Or.
Lire notre sélection.
22 h 40 Jazz : Grande parade du jazz.
Soprano Summit.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Émissions de P.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés.
Images du Portugal.
10 h 30 Mosaïque.
Émission préparée par T. Paré et J.-L. Drabon. Reportage : « Le deuxième génocide : des enfants d'immigrants mélangés ». Variétés : José Cid (Portugal), Martine Zamboni (Cameroun), Ben Tobbal (Algérie), Talip Oskan (Turquie).
16 h 40 Prélude à l'après-midi.
De Couperin à Jolivet, avec R. Flachot, violoncelle : G. E. Mandrup, piano.
17 h 40 Regards sur la vie en France.
Pour un art populaire.
18 h 40 Série : « l'Aventure » (Les histoires du loup).
19 h 45 Spécial DOM-TOM.
20 h Rire et sourires au Comix Palace.
20 h 30 Les grandes villes du monde : Londres.
Lire notre sélection.
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3.
Cyrano de Bergerac.
22 h 35 Cinéma de minuit (cycle I. Thailberg) : Une nuit à l'Opéra.
Film américain de B. Wood (1985), avec les Marx Brothers, M. Dumont, S. Rumano, R. Carlsen, A. Jones, W. King, E. Keane (v.o. sous-titré, N.).
Grégoire, Chien et Béppo, après avoir voyagé en fraude d'Italie aux États-Unis, partent pour une représentation à l'Opéra de New-York pour imposer un jeune ténor et une jeune soprano.

E n'ai jamais pu dépasser qu'un cher-
cheur soit assujéti à un pouvoir. A Médéric
du travail, pratiquement.
crépouste. Pierre Ca-
zimir refusa tout.
Enfin tout ce qui en-
cadrait, assurait, blo-
que : les modes, les
idéas préconçues, la
bureaucratie, les chapelles, et ainsi
des contraintes quand elles sont
mutilées, humiliantes, destruc-
tives. Il se méfia des mots, rap-
procha pas les tribunes et pré-
fère le terrain. Le sien était la
grande entreprise industrielle. Il
s'efforça, au-delà des multiples
apparences, l'imperceptible réa-
lité : celle du monde du travail.

Mesures de fréquence car-
diacques, de la consommation
d'oxygène, de la fatigue musculaire
par électro-encéphalogramme :
telles sont les méthodes utilisées
par son équipe au Labora-
toire pour la première fois il y a quel-
que vingt ans, quand il adhéra
aux Charbonnages de France le
Centre d'étude et recherche
d'ergonomie minière, avant de
prendre la direction du départe-
ment d'ergonomie et d'écologie
du Centre de recherche de Pa-
ris 1 et de fonder l'Institut d'ergo-
nomie et d'écologie rch.

Mesures insuffisantes, dit-
il. Mais qui ont tout de même
servi à sélectionner, à éliminer
les problèmes, chez les tra-
vailleurs, par des conditions de
travail aberrantes. Et puis, il
a conduit à constater « une situation
profonde qui n'est pas seulement
l'aliénation sociale et technico-
logique dénoncée par le syndica-
tisme, mais aussi, et surtout, une
aliénation culturelle ».

— On stressait aussi l'alié-
nation culturelle, spécifique, des
travailleurs ?

— Dans l'anthropologie de ceux
ciblés : celle, scientifique, des
ingénieurs et l'intelligence opé-
ratoire des travailleurs. On a
souvent opéré, sans succès,
dans l'humanité en même temps
que le travail. Au moment où
l'on a commencé à faire des
études. Sur...



MARIE BRETON

ERGONOMIE

Pierre Cazamian : la fin du taylorisme

Médecin, puis ergonome, Pierre Cazamian a la rage de vivre, et la communique. Le travail à la chaîne est « intrinsèquement pervers » et la seule solution est l'automatisation. C'est une révolution culturelle.

JANINE DELAUNAY

J'ai jamais pu accepter qu'un chercheur soit assujéti à un pouvoir. Médecin du travail, praticien, ergonome, Pierre Cazamian refuse tout. Enfin tout ce qui encadre, asservit, bloque : les modes, les idées préconçues, la hiérarchie, les chapelles, et aussi les contraintes quand elles sont inutiles, humiliantes, destructrices. Il se méfie des mots, n'apprécie pas les tribunes et préfère le terrain. Le sien c'est la grande entreprise industrielle. Il y cherche, au-delà des multiples apparences, l'imperceptible réalité : celle du monde du travail.

Mesures de fréquences cardiaques, de la consommation d'oxygène, de la fatigue mentale par électro-encéphalogramme : telles sont les méthodes utilisées par son équipe sur le terrain pour la première fois il y a quelques vingt ans, quand il animait aux Charbonnages de France le Centre d'étude et de recherche d'ergonomie minière, avant de prendre la direction du département d'ergonomie et d'écologie du Centre de recherche de Paris I et de fonder l'Institut d'ergonomie et d'écologie (1).

Mesures insuffisantes, dit-il. Mais qui ont tout de même permis de constater que les conditions de travail aberrantes. Et l'ont conduit à constater « une aliénation profonde qui n'est pas seulement l'aliénation sociale et économique dénoncée par le marxisme, mais aussi et surtout une aliénation culturelle ».

Où situez-vous une aliénation culturelle spécifique des travailleurs ?

Dans l'antagonisme de deux cultures : celle, scientifique, des ingénieurs et l'intelligence opératoire des travailleurs. Ces savoirs opératoires sont apparus dans l'humanité en même temps que le travail. Au moment où l'on a commencé à tailler les silex. Savoirs qui ont été éclipés

à un stade ultérieur par le développement de l'intelligence symbolique qui se base sur le langage, l'écriture, les chiffres. Il suffit de relire l'œuvre d'André Leroi-Gourhan pour retrouver cette longue histoire.

Tant que la production était artisanale, le travailleur utilisait ses savoirs archaïques. Maître de son comportement, continuellement informé par des sensations de fatigue, il réglait son activité. Il avait en lui des instruments de mesure, non scientifiques, qui sont ceux qui permettent au travailleur de découvrir son travail optimum, ses limites et sa gratification. Nous savons très bien en biologie et en neurophysiologie que l'homme a un potentiel d'activation psychosomatique. Il est un accumulateur chargé et a besoin de dissiper son potentiel dans des actions sur l'environnement et notamment au travail. Si l'on demande trop à l'organisme humain, c'est le surmenage, et on lui propose trop peu, c'est la fatigue par défaut. Les deux sont graves. Ils se traduisent par une perte de créativité et les maladies bien connues. Nous avons confirmé tout cela par nos études électroencéphalographiques. Il y a bien un optimum que seules les sensations internes de fatigue permettent de bien connaître. Les mesures permettent de vérifier les conséquences mais ne remplacent pas l'essentiel. Il faut bien comprendre que lorsque il y a divorce entre les informations que donne la science objective et la vérité subjective, c'est toujours le travailleur qui a raison.

Aucun dirigeant ne peut comprendre un subordonné. Toute situation hiérarchisée est une situation aliénante. Or la production en grande série a obligé les responsables des usines à créer une hiérarchie. Et cette hiérarchie a été établie selon des

réglés qui n'étaient peut-être pas les meilleures. On a décidé que les chefs seraient les ingénieurs venant des grandes écoles et possédant l'intelligence scientifique et ceux qui obéiraient seraient ceux qui possédaient l'intelligence opératoire. Or Simon, en particulier, a montré qu'on ne pouvait à la fois être doté des deux. La première se construit au détriment de la seconde. Piaget l'a vérifié dans l'apparition de l'intelligence chez l'enfant. Cela veut dire que les ouvriers, qui n'ont pas atteint le niveau universitaire des ingénieurs, gardent toutes les ressources de la créativité opératoire, et que les ingénieurs, du fait qu'ils ont déplacé leur intérêt vers l'intelligence symbolique, ont perdu cette créativité.

La révolte

Quand les ingénieurs sont devenus les chefs des ouvriers, ils ont tout naturellement utilisé les modèles scientifiques appris dans leurs écoles. Ces modèles s'appuient uniquement sur les sciences de la matière. Recevant donc mission d'organiser le système homme-machine et ignorant l'homme, ils ont raisonné en termes de machines. Et n'ont eu de cesse que de parvenir à transformer l'homme en machine, que d'obtenir de lui un comportement typé, répétitif et toujours parcellaire.

A partir de ce moment-là c'était fini. La liberté créatrice du travailleur devenait un obstacle à la planification du travail. Non seulement il ne fallait pas l'encourager, mais il fallait la combattre. C'est tout le problème du travail à la chaîne.

Et la raison pour laquelle il s'agit d'une révolte ? Cette révolte, il faut bien la comprendre, n'a pas été une révolte politique. Ni les syndicats,

ni les patrons, ni le gouvernement n'avaient prévu les graves dangers. Elles se sont répandues dans le monde entier. D'abord dans les pays nordiques et américains, puis en France. Les grèves sauvages sont une révolte anthropologique. Un refus viscéral de voir condamner les savoirs opératoires. Anaxagore disait : « C'est la main qui a créé le cerveau. » Lorsque, au dix-neuvième siècle, Taylor a inventé le travail à la chaîne, il a cherché à obtenir une régression, à détacher la main du cerveau, à faire revenir l'homme vers l'animalité. C'est insupportable. La révolte est donc une réaction parfaitement saine de l'être humain qui refuse de redescendre au niveau de la bête. C'est pour cette raison que surgissent des « ras-le-bol » de la base sans autre motif rationnel que l'impossibilité d'accepter un travail sans signification.

Que faire face à ce refus du travail à la chaîne ?

Il y a deux attitudes possibles, pas trois. L'une consiste à durer en calmant l'insatisfaction ouvrière. Et c'est l'origine de toutes ces manipulations proposées aujourd'hui sous le nom de restructuration des tâches, d'enrichissement, de groupes autonomes, etc. Je suis tout à fait opposé à cette doctrine confortée selon laquelle, en améliorant la communication dans les entreprises, on améliorerait la situation réelle des salariés. Elles ont pour seul effet de faire en sorte que les ouvriers s'auto-exploitent. Sans que l'on réintègre la créativité dans leurs activités.

L'autre solution n'est pas ergonomique. De toute façon, il n'existe pas de moyen de rendre ergonomique un travail sans contenu. Le travail à la chaîne est intrinsèquement pervers, aucun ergonome n'est susceptible de le rendre acceptable. La

seule solution, c'est l'automatisation. On n'a pas suffisamment compris que la logique est bénéfique pour le travailleur. Le travail idiot étant exécuté par l'intelligence mécanique, automatisée, par l'ordinateur, il n'est plus besoin de robotiser les hommes.

Libérer l'ego

En théorie ?

Et en réalité. L'automatisation a été perçue, en particulier, à travers la science-fiction, comme un instrument d'oppression. C'est une erreur. Nous avons beaucoup travaillé dans des usines automatisées (centrales thermiques, nucléaires, sidérurgie) et ce qui nous a frappé, c'est que tous les espoirs que les concepteurs avaient mis dans l'automatisation sont en train de s'effondrer. Les planificateurs avaient cru de façon un peu naïve pouvoir organiser et le travail des machines et le travail des employés. Ils ont cru que des ordinateurs géants seraient susceptibles d'assurer seuls la production et que les hommes seraient seulement des surveillants, presque inutiles. Actuellement, le développement est totalement inversé. On renonce aux ordinateurs géants, on multiplie les micro-processeurs. Placés près du travailleur, ils lui offrent une mémoire vaste et sûre, lui permettant de se requalifier, de retrouver un rôle de responsable. La décision lui revient. L'homme seul est capable de décider dans l'incertitude.

L'incertitude est dure à assumer, surtout pour qui a été conditionné à obéir. Voilà encore une crise en perspective ?

Elle est une des facettes de la crise culturelle. Celle du passage, sur le plan de la production, de la mécanisation à l'automatisation. Pour la raison fort simple que les infrastructures technolo-

giques commandent, disent les marxistes. Je dirais de façon plus neutre : sont en étroite corrélation avec les structures idéologiques. On a les morales qui conviennent à la production que l'on souhaite.

Un changement est déjà amorcé ?

Cela veut dire que nous entrons dans le monde de la société post-industrielle. Un monde plein d'inconnues, dont on voit émerger quelques idées phares. La première, c'est la primauté de l'homme ; la créativité de l'homme (heuristique) devient la force non seulement culturelle, mais même économique des nations.

Pour libérer l'ego, redonner goût à l'hédonisme (et c'est le sens moral de 68). Il faut retrouver ce même jaillissement spontané que l'on a connu à la Renaissance, à l'époque de la première révolution scientifique. Nous sommes à la seconde, elle entraîne l'abolition de contraintes périmées. Il n'est plus nécessaire de maintenir les hommes dans l'obéissance pour leur faire reproduire des gestes automatisés.

Un troisième aspect que l'on peut voir émerger est l'importance du renouvellement de la connaissance, du décloisonnement des disciplines. Durant deux siècles, nous avons vécu dans un monde légaliste, fermé, déterministe. Nous voici actuellement en train de rejeter ce monde qui, de Galilée à Descartes et Newton, nous a conduit jusqu'à Einstein et à la relation d'incertitude d'Heisenberg. Ce qui émerge, ce qui resurgit, c'est l'incertitude des comportements.

Ce qui entrainera la fin des ergonomes ?

S'il n'y a plus de travail aliéné, ce sera effectivement la fin des problèmes spécifiques du travail. Mais le vrai mérite de l'ergonomie, c'est d'avoir fait comprendre à partir d'une étude de l'homme au travail, de l'homme affronté à une machine, que la spécialisation qui permet de traiter la machine ne permet pas de coupler cette machine à un homme pour réaliser un système. Parce que l'homme a sa logique, une logique vivante et globalisante.

(1) Pierre Cazamian a publié en 1972 aux éditions Cujas : « Leçons d'ergonomie industrielle. Une approche globale ».

MARIE-JOSÉ BERNARDOT

HISTOIRE

Heurs et malheurs de Messieurs les ronds-de-cuir

Depuis sa réorganisation par Napoléon, l'administration a eu ses moments de gloire et ses périodes de crise. Ces fluctuations reflètent les relations compliquées que la société française entretient avec ses fonctionnaires.

JEAN TULARD

A lire Balzac, aucun doute n'est possible : l'âge d'or de l'administration française se situe sous le Premier Empire. C'est Napoléon qui a favorisé la naissance de notre fonction publique, en substituant la nomination à l'élection ou à l'achat d'une charge, en établissant une hiérarchie des traitements en rapport avec celle des fonctions, et en uniformisant, dans la mesure du possible, les méthodes de travail. La société napoléonienne est celle du retour à l'ordre, au sortir d'une décennie d'anarchie. L'administration y gagne en prestige. « On ne se croyait rien, note un contemporain, si l'on ne portait un sabre ou un habit brodé. »

Les traitements reçus sont aussi pour beaucoup dans l'attrait qu'exerce le service public. Un conseiller d'Etat reçoit 25 000 F, sans compter de nombreuses gratifications : un chef de division 12 000 F ; un bas de l'échelle, un commis d'ordre 3 000 F. A titre indicatif, un ouvrier qualifié du bâtiment ne gagne guère plus de 3 F par jour à Paris, ville pourtant réputée pour ses hauts salaires. Comment s'étonner alors de l'engouement suscité par l'administration ? Lorsque fut connu, en 1807, le projet de création de la Cour des comptes, on assista à un afflux de demandes. Un scribe toutot : « Pour les quatre-vingt places à donner, l'Empereur a déjà un petit registre de deux mille candidatures. »

Autant que la Grande Armée, c'est l'administration française qui suscite l'admiration de l'étranger, sauf dans les pays occupés où elle est jugée souvent bien lourde.

En 1848, dans l'austère *Revue des Deux-Mondes*, l'ancien préfet de police Vivien lance un cri d'alarme : la fonction publique est en crise. Trois ans plus tôt, Alexis de Tocqueville s'était exprimé dans les mêmes termes.

La vieille machine administrative héritée de l'Empire piole en

effet sous les sarcasmes que favorise un relatif relâchement de la censure. Ymbert, haut fonctionnaire saisi par le démon du vaudeville, a esquissé, dès 1826, dans ses *Mœurs administratives*, publiées sous forme de lettres, une peinture féroce du monde des bureaux. Il est dépassé par Henry Monnier, qui décrit ainsi, en 1829, la journée de travail dans une administration : « 9 heures, arrivée des employés, changement de costume, petit tour du poêle ; 10 heures, lecture des journaux, déjeuner, toilette des plumes ; 10 h. 30, ouverture des tiroirs, conversations particulières ; 12 heures, arrivée de M. le chef de division, travail obligé ; 1 heure, visites, digestion du déjeuner, invitations à dîner ; 2 heures, promenade dans l'intérieur du ministère ; 4 heures, départ des employés, oubli jusqu'au lendemain de toute affaire bureaucratique. »

Épuration

A ce décri, Vivien assigne une cause : la médiocrité des traitements par rapport à l'époque précédente. C'est l'absence d'un statut qui apparaît aux yeux de Tocqueville être la raison de ce déclin. Plus profond, Balzac note : « Servir l'Etat, ce n'est plus servir la patrie, qui savait punir ou récompenser ! Aujourd'hui, l'Etat, c'est tout le monde... Servir tout le monde, c'est ne servir personne. »

N'est-ce pas l'avènement du régime parlementaire qui porte la responsabilité de ce malaise ? Désormais l'administration perd tout mystère. Son budget est discuté publiquement ; le ministre peut être interpellé, à la Chambre, sur son action, par un obscur député de province. De façon à s'assurer de solides majorités, on multiplie les portefeuilles et, par voie de conséquence, le nombre des employés, dont on réduit par ailleurs les traitements dans un souci de compression budgétaire. Bien

plus, on tolère le cumul entre une charge administrative et un mandat parlementaire. Sur trente-quatre directeurs de ministères, on en vient à compter, sous la monarchie de Juillet, onze députés et deux pairs de France.

Certes, dans le souci de créer un écran entre le Parlement et l'administration, on invente le cabinet du ministre ; en fait, on crée surtout un écran entre le ministre et son administration. Marimée vante les mérites de l'emploi à Stendhal, en 1832 : « Dix mille francs, logement, cabriolet, titre de maître des requêtes et pouvoir de secrétaire général. » Balzac, qui se fait l'écho des employés, en donne une image moins flatteuse : « Il travaillait une heure ou deux, c'est-à-dire qu'il s'étendait dans un bon fauteuil pour lire les journaux, dicter le sens d'une lettre, recevoir quand le ministre n'y était pas, expliquer en gros la besogne, attraper ou distribuer quelques poutres d'eau bénite de cour, parcourir des pétitions d'un coup de lorgnon. Enfin, il attendait le ministre, au retour de la Chambre, quand il y avait session, pour savoir s'il fallait inventer ou diriger quelques machineries. » Avec lui, ajoute Balzac, « le ministre osait être lui-même, être sa perruque et son rutilant, poser ses serpillères et se mettre en pantalons, déboulonner ses roueries et déchausser sa conscience. »

Le cabinet était de surcroît un excellent trampoline politique : on pouvait plus facilement faire la conquête d'un siège de député. Conséquence de cette politisation : les épurations fréquentes. Celle de 1830 fut particulièrement importante : 288 magistrats écartés (souvent, il est vrai, pour refus de prêter serment à Louis-Philippe), 83 sur 86 préfets, la plupart des commissaires de police à Paris. Des épurations plus limitées avaient eu lieu précédemment, à la faveur des changements de majorité, notamment sous Martignac, puis Follinac, créant de véritables paniques dans les administrations. « Il n'y aura que quarante victimes », écrit Ymbert, mais ces cent cinquante employés craignent le trait mortel et se sont déjà mis en campagne pour trouver des boucliers. Dans la huitaine qui suit, le ministre reçoit six cents lettres de ducs, de comtes, de pairs de France, de députés, de généraux, d'académiciens, qui le prient d'épargner un neveu, un cousin... »

Et Ymbert de donner le moyen d'éviter cette épuration : « Le fonctionnaire qui veut rester en place doit avoir pour règle invariable d'écrire le moins possible, de fuir les objections, d'exécuter passivement les circulaires et d'envoyer très exactement les états de situation. » On ne saurait dire qu'il y ait là un idéal très exaltant !

Et pourtant la fonction publique a facilement surmonté la crise des dernières années de la monarchie de Juillet. Loin de s'effondrer, l'administration gagne en importance, avec le rôle grandissant de l'Etat. Les 135 000 agents, non compris le clergé, que recensait Vivien vers 1845, deviennent 500 000 à la fin du siècle. C'est que les classes moyennes aiment de nombreux

éléments des classes populaires (« les bons élèves » de l'école primaire bénéficiant bientôt de bourses) se lancent à l'assaut des emplois administratifs.

Aux derniers surtout, l'entrée dans l'administration apparaît comme un puissant facteur d'ascension sociale. Même à un échelon modeste, le service de l'Etat élève au-dessus du monde paysan ou du prolétariat urbain ; il suppose une relative instruction, le port éventuel d'un uniforme ou d'un vêtement bourgeois et des occupations non salissantes. S'y engouffrent tous ceux qui veulent échapper à la condition ouvrière et qui se voient exclus des professions commerciales.

Le Père Soupe

Autre facteur d'attraction : la sécurité de l'emploi. Le développement du capitalisme favorise, lors des crises, l'extension du chômage. Un chômage qui n'existe pas dans l'administration.

A mesure que croît le nombre des fonctionnaires, l'épuration politique qu'avait connue la monarchie parlementaire s'atténue : comment, en effet, si l'on procède à de vastes éliminations, trouver plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires nouveaux et capables ? Cet accroissement des effectifs, tandis que les charges de l'Etat s'accumulent et se modifient, enlève son caractère politique au service public. Beaucoup de postes sont purement techniques. Un fonctionnaire s'insure, dont sont toutefois exemptés préfets et ambassadeurs, qui continuent à être soumis à de brutales révocations. Pour les autres s'ouvre la promesse d'une carrière sans aléas.

Ao-delà de cette carrière, la sécurité matérielle est assurée par la retraite. Seule l'armée avait longtemps bénéficié d'un système avantageux de pensions après trente ans de service. Dans les administrations centrales, la situation variait selon l'importance des caisses constituées par le personnel. A partir de 1883, le Second Empire uniformise le régime des retraites alimentées par les cotisations des employés. La retraite n'existe guère que dans la fonction publique, dont elle constitue l'un des principaux avantages. Épouser la fille d'un fonctionnaire, c'est acquérir l'assurance de n'avoir pas ses beaux-parents à charge !

Mais ce confortement des effectifs — surtout dans les secteurs de l'éducation et des postes — et cet élargissement du recrutement ne vont pas sans susciter un nouveau décri, que traduit une fois encore la littérature.

Quelle subaloe, en effet, pour un romancier que ce monde clos de poussière et de paperasse, fondé sur une hiérarchie dont le ridicule n'échappe guère qu'aux employés eux-mêmes (le règlement du ministère des finances prévoit alors une prime à deux croisées pour un directeur, à une croisée pour un chef de bureau et une fenêtre pour deux commis), où tout est réglé, des heures de travail aux gestes peccants de travail, de l'habit (noir, avec calotte et manchettes de lustrine) au matériel (la plume

d'ivoire taillée, puis la plume métallique, la poudre pour s'échapper, les pains à cacheter, le rond de cuir pour attacher les hémorroïdes qu'entraîne une vie sédentaire).

Gaboriau, le père du roman policier, donne le signal dans ses *Gens de bureaux*, en 1882 : « Les bureaux ont leur odeur qui géométrise, odeur indécrite et indéfinissable, où se mêlent et se confondent les plus horribles échalaçons, l'eau qui coule sur le poêle, la saute de la machine à vapeur, les débris en putréfaction des repas quotidiens oubliés dans les coins, l'haléine fétide, la sueur des habits qu'on change, le cuir des souliers qui résistent près du feu, enfin, les effluves de toutes les misères, de toutes les corruptions et de toutes les infirmités des gens qui y vivent... L'étranger qui pénètre dans le bureau est saisi à la gorge ; il suffoque et demande de l'air comme l'asphyxié ; mais qu'il se garde d'ouvrir la fenêtre, les employés, furieux, la lui ferment sur le nez. Une bouffée de brise les enrhumera et ils ne pourront plus respirer dès qu'il y a de l'air. »

Ennemis n'est guère plus tendre, et pas davantage Mampont, qui connaît fort bien l'administration pour y avoir travaillé. Mais c'est évidemment Georges Courteline qui, dans *Messieurs les ronds-de-cuir* (1893), avec notamment l'immortel Père Soupe, donne la charge la plus féroce des mœurs bureaucratiques.

Ajoutons que la féminisation de la fonction publique, encore limitée, mais qui ne va cesser de s'étendre, suscite sarcasmes (« l'amour peut naître au bureau », la poussière d'un dossier violée d'un beau regard », écrit la romancière Colette Yver, en inquiétude (« pouvait vivre largement avec leurs appointements mensuels, les employés trouvent qu'elles auraient bien tort de s'associer avec un homme. Et au lieu de femmes recherchant le mariage pour créer une famille, nous avons des coquettes n'aspérant qu'à se distraire au sortir du bureau »).

Bref, à la fin du siècle, le prestige de l'administration s'éteint une nouvelle fois.

Dans la rue

Les fonctionnaires ont surtout saisi ce malaise à travers les vicissitudes de leurs traitements. La sécurité de la retraite ne leur suffit plus. Ils entendent se défendre contre les attaques dont ils sont l'objet. Mais la loi de 1894 sur le droit de grève, celle de 1894 sur les syndicats professionnels et la loi sur les associations, en 1901, peuvent-elles être appliquées à la fonction publique ? Grand débat que tranchent d'eux-mêmes les fonctionnaires (1). La première grève importante se situe en 1909 : une grève générale éclate en 1933 contre les compressions budgétaires décidées par le gouvernement. Les syndicats de fonctionnaires deviennent surtout importants après 1918, se joignent à la riposte de la C.G.T. contre la journée du 6 février 1934. D'autres manifestations suivent. Le Père Soupe prend l'habitude de descendre

dans la rue. Est-ce un bien, est-ce un mal ? La riposte ne se fait pas attendre.

A la faveur de la défaite de 1940, le gouvernement de Vichy ne se contente pas d'interdire la grève dans la fonction publique, il révoque communistes, juifs et francs-maçons. Jusqu'alors les épurations avaient porté seulement sur des fonctionnaires refusant de prêter serment au régime en place, ou d'une inépuisable néo-élite. Introduisant de nouvelles classes d'exclusion, la mesure prend un caractère d'exceptionnelle gravité. Mais l'épuration de 1944 aura, elle aussi, des conséquences funestes. Certes M. Goyard a montré (2) qu'elle fut plus limitée, dans l'administration du moins, qu'on ne l'a cru parfois : « Pour les dix-huit premiers mois de l'épuration de 1944 à 1945, sur un nombre de 850 000 fonctionnaires et agents civils de l'Etat, ont été prononcées 11 343 mesures d'épuration administrative soit 13,3 pour mille. Les commissions départementales avaient transmis un total de 40 000 à 50 000 dossiers aux commissions nationales des différents ministères. »

Mais le principe qui régissait cette épuration n'en était pas moins inquiétant : « Il y a des cas où le devoir d'obéissance doit céder devant le devoir tout court et se muer en devoir de désobéissance. » Ce qui allait bien plus loin que les propositions de Vivien, en 1845, n'accordant que « le droit de représentation ou de remontrance : c'est-à-dire une conscience et respect, il déclare l'administration sans l'entraver, mais l'exécution est le devoir de l'agent et la décision souveraine le droit du pouvoir qui a donné l'ordre ». Désormais l'administration se voyait retirer — avec effet rétroactif — l'alibi confortable de l'obéissance aux ordres reçus. De là un profond malaise. Dans quelles circonstances s'est-on le devoir de désobéir ? Un fonctionnaire qui reconnaît le bien-fondé d'une telle désobéissance si par malheur pour lui le fonctionnaire se voit donner tort par l'événement et se retrouve dans le camp du vaincu ? Des trois crises (1845, 1890 et 1940-1944) traversées par l'administration française, la dernière fut, sans conteste, la plus grave.

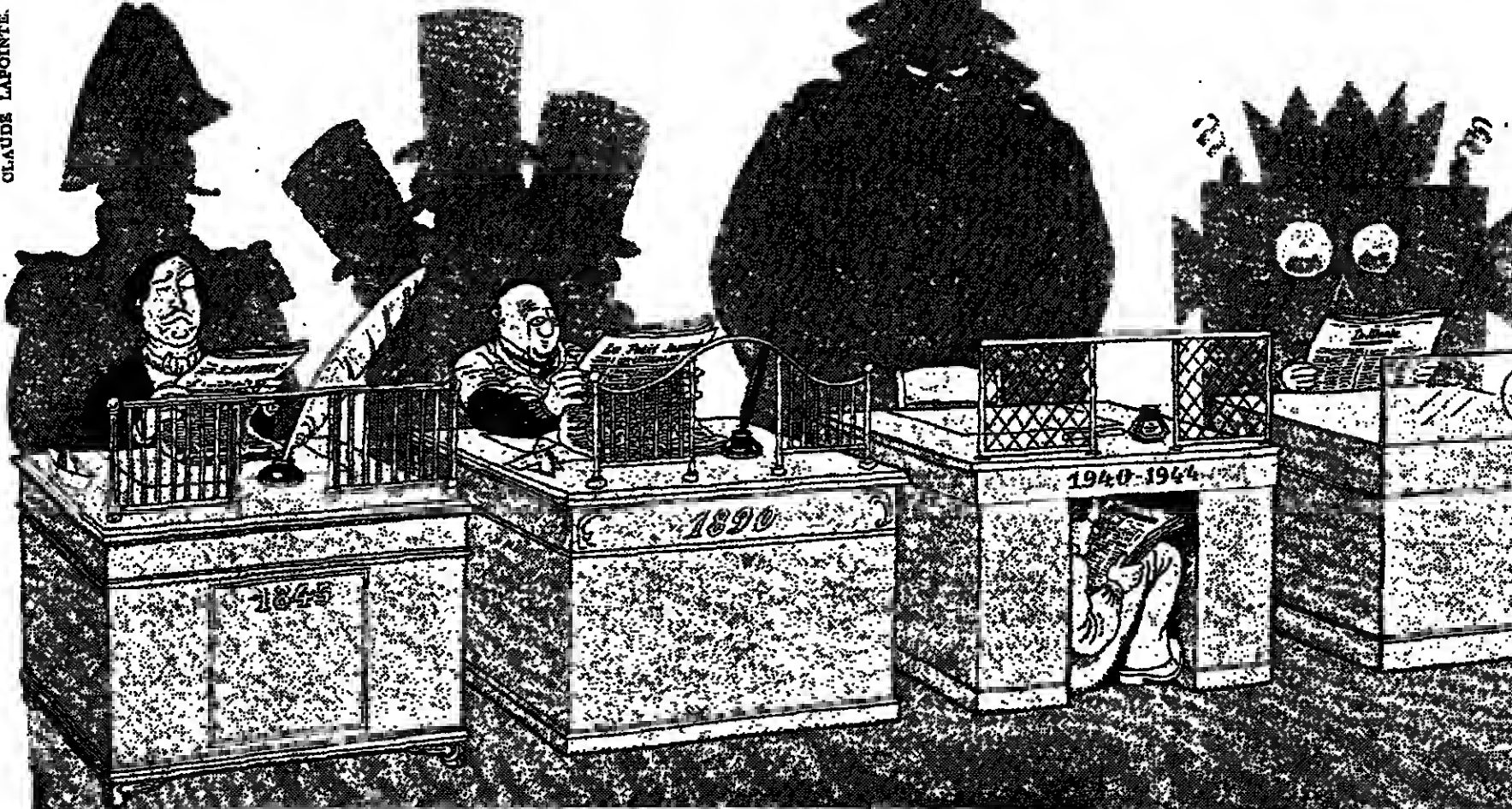
Est-ce à dire que la réforme de 1945 ait dissipé ce malaise ? Sûrement pas, à lire toute une littérature qui, renouant avec Ymbert et Courteline, va de Jacques Madaurin et son *Enarchie* à Marcel Juhan, auteur récent d'une *Courte supprime*, pour pour le bon usage des marges. Ce n'est plus l'inefficacité de l'administration qui est mise en cause, mais, au contraire, son omnipotence. A la limite, on regrette le Père Soupe : son incapacité l'empêchait d'être nocif.

Mais la crise se dessine au sein même de l'administration. Le fossé est creusé entre les grands corps de l'Etat et les simples administrateurs. Possé qui existait auparavant, mais jadis une mobilité était possible. Alors que, aujourd'hui, tout se joue sur un concours, au début du dix-neuvième siècle un modeste commis pouvait espérer être remarqué par Napoléon et entrer au Conseil d'Etat. Simple illusion, car le cas fut exceptionnel, pour ne pas dire inexistant. Mais cette illusion entretenait l'ardeur au travail ; que l'on relise les souvenirs de Pierre Foucher, futur beau-père de Victor Rigo, qui fut employé au ministère de la guerre.

Balzac avait raison : l'âge d'or de l'administration ce fut vraiment l'époque napoléonienne (3).

(1) Cf. le livre récent de R. Boudon, *Les fonctionnaires, mythes ou utopies* (Editions sociales, 1978).
(2) *Les épurations administratives (1815-1870)* (Droz, 1977).
(3) Pour plus de détails, on lira le livre pionnier de Pierre Legendre, *Histoire de l'administration (P.U.F., 1968)* et les trois ouvrages, pleins d'intelligence et d'érudition, du maître de l'histoire administrative, Guy Thuillier : *Évolution de l'administration (Berger-Levrault, 1967)*, le *Vie quotidienne dans les ministères au XIX^e siècle* (Fata Morgana, 1974) et le recueil de ses articles de la *Revue administrative* à paraître chez Droz, en 1979, avec une préface de J. Tulard. Chez Droz également, les actes des colloques organisés au Conseil d'Etat par l'Institut français des sciences administratives et la IV^e Section de l'É.P.A. : *Origine et Histoire des cabinets des ministres en France (1921)*, les *Directeurs de ministères (1976)*, les *Épurations administratives (XIX^e-XX^e s.) (1977)*, l'Etat et la police (1978), les *Préfets (1800-1940)* (1978), l'Administration de Paris (1789-1977) (1978). Les ouvrages sont en vente à la Librairie Champion. Prochain colloque le 2 juin, au Conseil d'Etat : *Administration et Parlement*.

CLAUDE LAPORTE



OPPRESSIONS

André Glucksmann la philosophie et la guerre

Depuis le ralliement de Hegel à Napoléon, le philosophe est enrôlé dans la grande armée de l'Etat moderne. Il serait bon, estime André Glucksmann, qu'il tourne le dos aux pouvoirs et se mette à l'écoute de la plèbe.

CHRISTIAN DESCAMPS

PHILOSOPHE et militant, André Glucksmann ne désarme pas dans le combat qu'il mène pour les droits de l'homme. Pour lui la réflexion philosophique est inséparable des luttes contemporaines. Et au centre de cette méditation on retrouve la théorie de la guerre et de l'oppression, présente dans ses trois ouvrages : *Le Discours de la guerre* (1987), *La Cuisinière et le mangeur d'hommes* (1975), *Les Maîtres-penseurs* (1977).

« Philosophe politique, vous avez écrit sur la guerre, sur la violence et sur le pouvoir d'Etat. L'an dernier, vous avez écrit une préface nouvelle à votre *Discours de la guerre*. Plus que jamais, cette question est à l'ordre du jour ».

« Se dire philosophe est déjà très problématique. Le terme de philosophe est l'emblème d'une hésitation. A l'origine — grecque — le philosophe, c'est celui qui affirme : je ne suis pas sage ».

« C'est aussi celui qui recherche la sagesse ».

« On me dit que le chercheur la sagesse. Ce sont les autres — en l'occurrence l'oracle de Delphes — qui disent à Socrate qu'il est le plus sage des hommes. Ce n'est alors ni l'agréation ni les juries littéraires. En France, le philosophe se rapproche de l'essayiste. Notre siècle des philosophes, celui de Voltaire, de Diderot, de Rousseau, n'a rien à voir avec la philosophie telle que la canonise l'Université allemande ».

« Vous vous confrontez avec des événements difficiles, des événements qui laissent interdits : la guerre du Vietnam, l'existence de la coexistence pacifique, le schisme des mouvements russes et chinois... »

« Quand j'ai écrit le *Discours de la guerre*, l'opinion dominante pensait que la coexistence était une chose raisonnable. Cela impliquait que les Vietnamiens devaient raisonnablement penser qu'ils étaient les plus faibles. On disait aussi que la Chine était folle de se priver du parapluie nucléaire soviétique. La guerre du Vietnam apparaissait comme une aporie, une impossibilité logique. Comment les Américains pouvaient-ils donc être battus ? »

« Pour penser la guerre, vous relisez Clausewitz, Hegel, et vous repensez par l'analyse des guerres populaires ».

« Tous, de l'humanité » au *Figaro*, disent : la guerre c'est l'affaire des grandes puissances. Or, si l'on réfléchit sur l'histoire de l'Europe, on voit que les rapports de forces ne relèvent pas de ce seul jeu-là... »

« Vous pensez aux guerres, mais bien peu furent victorieuses ».

« La guérilla espagnole a résisté victorieusement à Napoléon, les paysans russes aussi. Clausewitz réfléchit sur la puissance de la guerre populaire en face de la capacité technique d'une armée impériale. L'armée de Napoléon, par rapport au peuple espagnol, c'est un peu celle du Pentagone par rapport à celle de Mao. Et retire les »

penseurs prussiens, c'est se rendre compte qu'ils ont vu dans la guérilla un terme de guerre supérieure ; le jeu est changé quand un peuple lutte sur son propre territoire. A partir de ses propres contradictions. Le premier édit de guerre populaire, c'est l'édit de loi de France en 1811 ».

« La Révolution française avait, elle aussi, effectué la levée en masse ».

« Oui, mais Hoche et Carnot ne luttaient pas dans un pays essentiellement envahi ; ils se battent contre des armées retardataires sur le plan technique ».

Les plus démunis

« Pourquoi donc l'Europe aurait-elle oublié ces guerres populaires ? »

« Cet oubli-là est philosophique. L'Europe des années 80 rêvait d'expansion, de paix industrielle, d'ordre impérial mondial. Ce rêve-là, on pouvait le comprendre à travers la pensée de Hegel. Hegel, qui était révolutionnaire dans sa jeunesse, a voulu ensuite un ordre moderne et libéral. Et c'est par modernisme qu'il a collaboré avec Napoléon. Il ne collabora pas du tout par lâcheté, mais par raison. Napoléon liquidait le féodalisme, il incarnait le rôle progressiste de la raison moderne. C'est cela que raconte le *Phénoménologie* ».

de l'esprit ». Aujourd'hui, toutes choses égales par ailleurs, l'arme atomique joue le rôle de la Grande Armée. Elle est capable d'annihiler. Au Vietnam, les Américains menaçaient de ramener le pays à l'âge de la pierre, mais cela se disait au nom du décollage économique et de la modernisation du pays ».

« Les Vietnamiens gagnent donc contre la puissance américaine. Mais une fois la victoire acquise ils reconstituent un Etat qui n'est pas tendu du tout. N'y a-t-il pas là une étrange victoire de l'étatisme hégélien ? »

« Si un Etat s'est reconstruit, l'ordre du monde, lui, n'est pas resté. La guerre sino-vietnamienne, le conflit sévico-chinois, les événements contemporains, tout cela ne fait pas un ordre. On assiste, en ce moment, à une généralisation du discours de la guerre. Le terrorisme de la mitrailleuse, des Etats ou de la Katschikoff est toujours armé de la même philosophie. Elle peut être pensée en terme de technique pentagone, la en terme de marxisme vietnamien, la en terme plus terroriste, tout cela au fond ne change pas grand-chose. D'ailleurs, le terrorisme d'Etat était — comme je ne le voyais pas — déjà présent pendant la lutte du peuple vietnamien ».

« Certains chefs d'Etat sont d'anciens terroristes, et bien des peuples sont terrorisés par leurs chefs ».

« Les émancipations, par exemple celle des femmes pendant les guerres de libération, s'effectuent toujours au nom de la guerre, de la mobilisation. Je crois que le rapport à la violence est encore plus premier que le rapport à l'Etat ».

« Dans *la Cuisinière et le mangeur d'hommes*, vous insistez sur la résistance au goulag, sur l'insoumission des petits qui résistent à ce qu'on ne s'y attend pas. Vous avancez que la plèbe voit juste. Qu'est-ce que la plèbe ? »

« Il ne s'agit pas du tout de faire de la plèbe un nouveau sujet porteur de l'histoire. Pourcault dit justement qu'il n'y a pas de la plèbe, mais de la plèbe ». Ce qui m'importe, c'est que ça résiste toujours ailleurs qu'à l'intérieur attendu. On a assisté à des complots intellectuels fantastiques avec le goulag ; et les résistances ont été le fait des gens les plus démunis intellectuellement ».

« On évite tout cela quand on dit comme Katschikoff, Einstein, Attali ou les Américains libéraux : le goulag est dû à l'atavisme russe. Je pense au contraire que le goulag renvoie à la modernisation de la Russie, à son occidentalisation. En fait, Lénine marche dans les traces de Pierre le Grand ».

« L'U.R.S.S. a inventé une nouvelle formation économique sociale avec des traits tout à fait particuliers. Cela ne renvoie pas seulement à Ivan le Terrible et à Pierre le Grand, mais aussi à la militarisation des syndicats, à la suppression des libertés civiles, etc. ».

« Pourtant la construction de Saint-Petersbourg est tout aussi importante et étonnante que le « marxisme » de Staline. Et ce discours-là a beaucoup à voir avec le discours du bureaucrate moyen d'avant 1914. Si l'on relit les historiens du dix-neuvième siècle, on est tout à fait étonné de voir la description du culte de la personnalité par Lassalle ».

« On vous a accusé de faire un rapport entre les textes de Marx et ce qui se passe en U.R.S.S. Vous aviez pourtant bien soin d'indiquer que Marx est aussi celui qui sait lire les rapports d'enquête sur le travail des enfants ».

« Je n'ai jamais dit que les idées menaient le monde, mais j'ai toujours insisté sur le fait que la cause du goulag, c'est fondamentalement le fait que les gens n'y résistent pas. Si vous ne vous révoltez pas quand l'on »

arrête votre voisin, vous êtes déjà pris dans ce mécanisme-là. L'Allemagne aussi, au moment de la montée du fascisme, a manqué de ce que Soljenitsyne appelle la conscience civique ».

« Et si l'on regarde la France d'aujourd'hui, il n'est pas très difficile de trouver des exemples où cette conscience-là manque. Les policiers s'arrogent le droit de tuer Massine sans procès et personne — ou presque — ne proteste. Regardez aussi les expulsions de Piperno, de Pace, l'internement de François Pain. Et qui a vraiment protesté contre les lois scandaleuses qui expulsent les travailleurs immigrés ? Ceux qui ont résisté l'ont fait en tant que consciences individuelles en faisant appel à de vieilles notions communistes. Le président Pothier a eu la même attitude tout à fait remarquable. En fait, ne pas résister, c'est toujours avoir une philosophie implicite. Celle de la résignation ».

Un terrain commun

« Les maîtres-penseurs Fichte, Hegel, Marx, Nietzsche — ce carré d'as — diraient, selon vous, le scénario de la modernité, les alliances complètes. Mais, l'histoire réelle, contingente, n'est-elle pas un peu absente de ce scénario ? »

« On n'a pas à choisir entre une histoire sans idées et des idées sans histoires. Les maîtres-penseurs pensent à partir de la Révolution française. A ce moment, l'Allemagne doit inventer sa révolution ou quelque chose qui la remplace. Au vingtième siècle, ce problème-là devient un problème mondial. Pourtant il n'y a pas d'influence directe de ces penseurs, et il serait absurde d'imaginer une influence de Hegel sur Fidel Castro, de Marx sur Régis Debray ou de Dieu sur Bernard-Henry Lévy. Si n'y a pas d'influence, il y a des attitudes communes. Il y a des attitudes communes, il y a des attitudes communes, il y a des attitudes communes. La pensée ne fonctionne pas dans un cerveau, mais dans des réseaux. D'ailleurs, les maîtres-penseurs ne cessent de se réfuter et de reprendre un projet analogue, mais non identique ».

« Je ne vois pas de filiation entre ces quatre grands et le vingtième siècle ».

« Il n'y a pas de filiation, mais ils disent le terrain commun de la philosophie implicite. Car quand quelqu'un part en Colombie faire la révolution ou quand il va mettre les Basiliennes en ébullition, on peut voir une philosophie implicite au travail. Ce qui m'intéresse, c'est de penser ces effets-là dans le monde moderne. Et j'appelle moderne le monde où les guerres de religion, les camps de concentration, les pouvoirs de destruction massifs entreprennent de fonder un ordre ».

« Il est étrange, tout de même, de voir Nietzsche en compagnie de vos maîtres-penseurs. Le philosophe qui veut dissoudre la puissance de la vérité ne s'interdit-il pas, par là même, de fonder un ordre du pouvoir ? Il dit d'ailleurs : « Qui veut le pouvoir est esclave ! » »

« Il parle aussi de volonté de puissance... Mais, en fait ce qui se passe chez Fichte, chez Hegel, chez Marx se passe à l'intérieur de Nietzsche. Il porte, lui, tous les masques. En fait, il pense les grandes guerres philosophiques du monde moderne, celles de la culture et de l'économie. Il accomplit la pensée implicite des autres, tout en la distanciant et en le disant ».

« Mais il n'y a pas de politique nietzschéenne ».

« Oui, il n'y a pas non plus de politique marxiste ou hégélienne. Vous trouvez toujours des hégéliens de gauche, de droite. Quant aux marxistes, il y en a tellement qu'ils se contredisent. Et puis, dans la mesure où Nietzsche dépense de la vérité, il dit à la plèbe moderne. Mao est nietzschéen quand il crée le désordre de la révolution culturelle, quand il se retire et réapparaît avec un pouvoir qui n'est pas celui d'une armée. Ce pouvoir-là, c'est le pouvoir des pots de pétrole. Au comble de l'anarchie, Mao fonde l'ordre ».

Je vois dans le dynamisme de toutes les références, de toutes les valeurs ancestrales, l'arme des pouvoirs modernes. Quand les gens n'ont plus de racines, ils sont terrorisés et quand ils sont terrorisés, ils adhèrent à la religion de la guerre ».

« En janvier 1978, vous avez activement participé au bateau pour le Vietnam. Vous avez, ensuite, avec Sartre et Aron, défendu la cause des « boat people » ».

« Les « boat people » fuyaient les communistes vietnamiens et ils étaient noyés par des régimes anti-communistes. Ils étaient abandonnés par les puissances qui auraient dû leur venir en aide, par ces puissances qui sont scandalisées quand cinquante otages sont faits prisonniers dans une ambassade. En tant qu'émigré juif, échappé miraculeusement au massacre, je n'ai jamais eu une croyance aveugle dans les discours des grandes puissances. Et puis, j'ai appris à lire dans les journaux qui parlaient déjà de la guerre d'Indochine. Bien sûr, j'ai lutté contre la guerre du Vietnam, j'ai crié aussi : « Vive Ho Chi Minh ». Mais, si à ce moment-là, l'on trouvait des bateaux pour venir en aide au Vietnam, je ne vois pas pourquoi l'on n'en trouverait pas pour venir en aide aux Vietnamiens d'aujourd'hui ».

« Cette défense, avec Sartre et Aron, de la cause des « boat people », n'était-ce pas un appel de maîtres-penseurs : voilà ma solution, inclinez-vous ? »

« Pas du tout. Des gens sont sur les eaux internationales, et se noient, il s'agit de les résister. Ce n'était pas idéologique mais opérationnel, et ponctuel. Ce n'était pas la « solution mondiale aux maux de l'humanité », mais une action précise pour quelques vies. L'étonnant, c'est que ça aille pas de soi. La paralysie universelle est moins due aux difficultés techniques, surmontables, on l'a montré, qu'à ce qui pèse dans nos crânes ? Une prise de position d'intellectuels vaut par le blocage mental qu'elle crée. La gauche dévote ne voulait pas perdre sa seule victoire : la « révolution » vietnamienne, et imaginait les « boat people » comme des Coblenths tout couverts d'or. La droite, pour avoir martelé pendant un siècle : la France aux Français, n'allait pas exiger cinquante mille vies de plus pour ces jaunes. Entreprises privées, financées par quelques milliers de petits chèques individuels, l'île-de-l'homme et ses médecins ont sauvé quelques milliers de noyés en puissance et, en ont soigné des dizaines de mille. Reste que les gouvernements occidentaux ont pensé résoudre la question autrement en demandant aux communistes vietnamiens de renvoyer les réfugiés en édifant un nouveau mur de la honte ».

Silences complices

« Ce blocage mental, n'est-ce pas un héritage de la guerre froide ? En quelque sorte Sartre et Aron oublient leurs querelles de la libération... »

« Ah, si la vérité allait d'aussi bon pas ! On ne distinguait plus les morts respectables et les autres, ceux qu'on enregistre et ceux dont on se fout. Malheureusement les mauvais comptes font les bons ennemis, bien avant Sartre et Aron et bien après eux. Paris se peuple aujourd'hui d'anciens jeunes gens jurant qu'on ne les y reprendra plus et proférant un peu fais : « C'est la faute à Sartre ». Etrange pouvoir accordé à un seul homme. Entre 1975 et 1979, chacun y est allé de quelque ouvrage, celui-là d'un article à la semaine dans un grand hebdomadaire, tel autre fréquentant chez Mitterrand, tel autre en face, tel passant allégrement des grands d'un jour à ceux du jour suivant. Qu'importe, nul ne peut affirmer avoir manqué de quel cri, fût-ce dans un courrier de lecteurs. Pendant ce temps combien de millions de Cambodgiens égorgés à l'arme blanche ou achetés à coups de bâton ? Et on s'arrête, Fouchard en témoigne immédiatement. Où sont les protestations, les pétitions, les libelles, les grèves de la faim, les défilés ? Ce bouff sur notre langue, ces boutons entre nos doigts, était-ce Sartre ? Trop tard pour se faire une vertu sur son dos : Buchenwald est passé, Staline passe encore, mais le Cambodge fut accompli avec tous les plus de vingt ans. Avec mon silence complice, avec le vôtre, et celui des intellectuels, des politiques, des syndicats, des Etats unanimes et des organisations internationales. Si c'était la faute d'un homme seul et d'un livre, on pourrait drait qu'un autre vienne faire don de sa personne et de son texte... mais personne n'est né ».



ANDRÉ BARBÉ

de la dernière pluie et un peu...
« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

« Deux grandes idées...
« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

Les bêtes vietnamiennes

« Chomsky, qui dénonce les massacres de Thieu, dit aussi que les questions humanitaires sont secondaires en ce qui concerne l'Asie du Sud-Est ».

« Il est scandaleux de comparer un massacre à un autre...
« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

« Vous parlez de droit d'intervention dans les affaires étrangères des autres pays ».

de la dernière pluie et on n'a-
cuse ainsi que pour s'excuser.
— Vous parlez du droit d'in-
tervention dans les affaires in-
térieures des autres pays.

Deux grandes idées régu-
laires ont pendant longtemps
dominé la pensée politique : le
droit des peuples à disposer
d'eux-mêmes et, à côté, l'accep-
tation réaliste du droit des em-
pires à régner dans leur zone
d'influence. Actuellement, nous
assistons à la ruine de ces deux
idées. Il faut absolument déve-
lopper le droit d'intervention des
civils dans les affaires des
gouvernements des autres pays.
Car lorsqu'un gouvernement
liquide un tiers de sa population,
il ne peut le faire qu'avec la
complicité des autres. Pensez à
la Guinée équatoriale ou au
Cambodge. L'équilibre des em-
pires, cela produit le Biafra.
Il s'agit de développer un
droit d'intervention médical,
informatif, alimentaire. Il est
déclat d'intervenir dans les
affaires du voisin. Si l'on ne
le fait pas, c'est Auschwitz au
Cambodge et au Biafra.

Les bébés vietnamiens

— Chomsky, qui dénonce les
massacres de Timor, dit aussi
que les questions humanitaires
sont secondaires en ce qui
concerne l'Asie du Sud-Est.

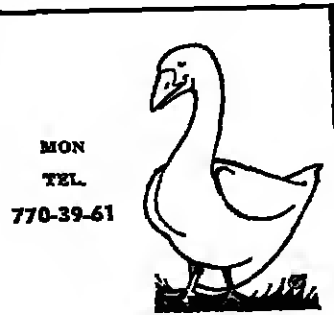
— Il est scandaleux de com-
penser un massacre par un
autre ; c'est un raisonnement de
guerre froide. Je suis au côté
de Chomsky en ce qui concerne
Timor, mais avoir l'air de mé-
priser les questions humanitaires,
c'est oublier que le mouvement
de la jeunesse américaine — qui
a tout de même arrêté la plus
puissante machine de guerre ja-
mais produite — a été un mou-
vement humanitaire. Plus que
les grands concepts théoriques
sur l'impérialisme, ce sont les
bébés sous le napalm qui ont
révélé les gens. Et là, Joan Baez
ou Bob Dylan ont joué un plus
grand rôle que Chomsky. Et
Joan Baez continue de penser —
à la différence de Jane Fonda
— aux bébés vietnamiens ; et
ceux-ci meurent sous une
bombe au napalm ou se meuvent
de faim dans la jungle thaïlan-
daise ne fait pas une grande
différence. Si Chomsky n'a
rien à reprocher aux Khmers
rouges ou aux Vietnamiens, que
pourra-t-il reprocher à Pino-
chet ?

— Souvent, les intellectuels
américains pèchent par améri-
cano-centrisme. Kissinger et
Chomsky, l'un à droite, l'autre à
gauche, pensent en fait de la
même façon. Kissinger ne pen-
sait pas au Cambodge quand il
entretenait de la faire bombar-
der. Il ne pensait qu'à Washing-
ton, qu'à Moscou, qu'à sa po-
sition de super-ministre des
affaires étrangères. Pour Chom-
sky, le Cambodge n'entre pas
vraiment en ligne de compte.
Comme il veut détruire le cen-
tre de l'impérialisme, il ne veut
surtout pas apporter de l'eau au
moulin de l'adversaire.

— Dans ses Mémoires, Kis-
singer dit la logique d'un dis-
cours de la guerre qui serait
modèle de gestion.

— Dans cette perspective-là, le
Cambodge n'existe pas à titre
de peuple, mais, en plus, il
n'existe même pas comme terri-
toire ; Kissinger ne pense que
par grandes masses, par empires.
Son grand coup, c'est de jeter
la Chine contre la Russie, etc.
Certes, il est plus subtil que
les stratèges nucléaires, qui ne
comptent que jusqu'à deux ; il
compte, lui, jusqu'à trois.

Et sans cesse, les Vietna-
miens, les Français dérangent
ces réglages-là. Je suis tout
de même tout à fait étonné que
dans ses Mémoires il ne s'inter-
roge pas sur le rôle qu'il a pu y
jouer. Imaginer un homme
d'Etat écrivant entre 1930 et 1945
et qui ne mentionne même pas
l'extermination des juifs.



DÉCOUVREZ
les vacances dans le GERS

• Séjours chez l'habitant.
• Gîtes ruraux.

DÉCOUVERTE DE LA GASCogne
14, bd Haussmann - 75009 Paris

THÉÂTRE

La légende noire des caudillos

L'un d'eux enterra sa jambe perdue à la guerre dans la cathédrale, un autre fit fusiller sa chemise, un troisième interdit aux abeilles de s'approcher des routes... L'extravagance des caudillos d'Amérique latine est légendaire. Elle est aussi une réponse à la peur des hommes.

JACQUES MEUNIER

CERTAINES périodes de
l'histoire n'ont pas de
chance avec les historiens.
Surtout celles trop confu-
ses, trop exubérantes, trop
dramatiques, qui semblent
n'avoir jamais eu l'épau-
seur du réel. Ainsi en va-
t-il de ce dix-neuvième
siècle latino-américain
qui, après la fin de la
domination espagnole et les
guerres d'indépendance, a connu
un vide politique, une dépres-
sion, immédiatement suivi par
une levée hétéroclite de caudillos,
de dictateurs et de dictatures. A
part les romans et les pamphlets,
rien. Quelques articles, des no-
tes, des anecdotes et des souve-
nirs d'ignominie. Pas d'étude en
profondeur. Tout se passe comme
si la terreur, la démesure, la
folie, l'injustice, l'impopularité,
pouvaient justifier l'économie
d'une analyse.

Il est vrai que la mémoire s'y
perd. Exemple : fondée en 1821
et démembrée dix-huit ans plus
tard (pour devenir le Salvador,
le Honduras, le Nicaragua, le
Guatemala et le Costa-Rica), la
Confédération des Etats-Unis
d'Amérique aura vu près de qua-
tre cents personnes se disputer
les gouvernements centraux et
provinciaux. Si d'aventure ils
bénéficient d'un enseignement
loyal, les écoliers de ces pays-là
ne doivent pas s'ennuyer !

Pour bien comprendre cette
frénésie autocratique et cette
montée des dictatures, pour en
prendre l'exacte mesure, il fau-
drait inventer une sorte de re-
présentation graphique de la
fièvre du pouvoir. On l'appellerait
un caudillogramme. Deux dates
figureraient au départ : 1811 et
1815, années entre lesquelles les
diverses régions de l'Amérique
hispanique ont obtenu leur in-
dépendance. En rouge, on trace-
rait la période 1830-1860 qui
figure l'apogée du caudillisme.
Des points noirs marqueraient la
périodicité dictatoriale et des
épingles de différentes couleurs
signifieraient le sommet des plus
majestueux : à savoir, les années
1833, 1850, 1863, 1880, 1910 et 1935.

Paternalisme

Une telle courbe peut évidem-
ment se compliquer d'autres in-
formations. Ainsi peut-on ima-
giner, comme le faisait au début
du siècle le philosophe argentin
C.O. Bunge, auteur de *Nuestro
America*, une classification des
dictatures selon leur style : « Le
type générique du grand caudi-
lle » se divise en plusieurs espè-
ces : le caudille caballero, comme
Artigas, Lavalle et Benito Jua-
rez ; le caudille noble et grand
seigneur, comme Cárdenas et
Blanco ; le caudille conquérant,
comme López et du Paraguay ; le
caudille sanguinaire, comme Ro-
sas ; le caudille inquisiteur,
comme García Moreno ; le ca-
udille progressiste, comme Porfirio
Díaz. Et ces trois dernières
exemples — Rosas, García Mo-
reno et Porfirio Díaz — consti-
tuent des prototypes qui mé-
ritent une étude à part. Il y a
aussi les types intermédiaires :
les semi-caballeros, comme
France et Urquiza ; les semi-
conquérants, comme Facundo
Quiroga et le frère Aldao ; les
semi-sanguinaires, comme Mel-
garejo, Rivera, Mosquera ; enfin,
c'est un véritable océan... avec
ses requins, petits et grands.

Bien sûr, cette carte de la
tyrannie — version négative de
la carte du Tendre — n'explique
rien. A peine si elle laisse entre-
voir l'ampleur du siècle de soli-
tude qui a suivi le divorce d'avec
l'Espagne. Et même si la déri-
sion est une bonne arme contre
les dictateurs, elle laisse un goût
amer.

Qui sont ces « hommes forts »,
ces « meneurs » pittoresques et
tragiques ? D'où viennent-ils ?
La certitude d'être les interprètes
exclusifs de la volonté populaire ?
Pourquoi sont-ils à la fois craints
et admirés ? A quelle chorégra-
phie obéissent leurs coups, leur
insurrections et la prise

d'assaut — quasi obsessionnelle.
— du palais de la présidence ?
La légende noire des caudillos
ne peut s'entendre que dans la
perspective plus générale de la
servitude volontaire, pour re-
prendre l'expression de La
Boétie. Elle s'alimente de la part
la plus fragile des hommes : la
passivité, l'égotisme et la peur. Il
n'est donc étonnant que les ca-
udillos d'aujourd'hui fassent
encore référence à Hobbes, philo-
sophe anglais du dix-septième
siècle, qui élabore une théorie du
despotisme fondée sur le mythe
de l'insécurité généralisée et
croissante. De fait, les caudillos
— bien avant les colonels —
sauront exploiter ce sentiment
d'insécurité. Ils offriront aux plus
défavorisés une illusoire protec-
tion. C'est ce mélange de pater-
nalisme et de terreur qui carac-
térisera le caudillisme.

Le Messie

Cauchemars et caudillos se
différencient des chefs d'Etat en
ce qu'ils emboîtent des rela-
tions personnelles avec leur
clientèle, au sens romain du
terme. Ils ne s'adressent pas à
tous mais à chacun. Sans inter-
médiaire. De plus, pour intro-
duire une nuance avec les dic-
tateurs, on pourrait dire qu'ils
sont plus des guerriers que des
militaires. Leur définition, on
le voit, ne manque pas d'ambi-
guïté : seul peut-être un por-
trait plus détaillé pourrait per-
mettre d'établir un modèle. A
partir de quel, de manière
conventionnelle, on essaierait de
définir la position des autres
par rapport à lui.

Mais alors qui choisir parmi
tous ces personnages barbares
et quelquefois ridicules ? Fran-
cisco de Paula qui a une biblio-
thèque de trois mille volumes et
qui, tel un moine d'abbaye, fer-
mera le Paraguay au monde
extérieur ? Santa-Anna, le Mexi-
cain, qui, ayant perdu une jambe
au cours de la guerre des « pe-
tits gâteaux », la fera enterrer
(en « grande pompe », dit un
historien bourré) dans la cathé-
drale de Mexico en 1833 ? Rosas
l'Argentin, dit le « Louis XI
crible » ? Ou l'Équatorien Gar-
cía Moreno, qui gagna à lui
tout seul une bataille navale ?
Et pourquoi pas le Guatémalte-
que Manuel Estrada Cabrera,
maître d'école paranoïaque, qui
fit construire un temple à Mi-
nerne ? Ou encore tel autre qui
se prit pour le Messie, et se der-
nier qui, piqué le jour de l'insur-
rection d'une route, interdira
par décret aux abeilles de s'ap-
procher à moins de 10 kilomètres
des voies de communication ?

Dresser un palmarès serait ici
d'assez mauvais goût. Encore
que ceux qui s'auto-intitulent
avantagés et capitaines gé-
néral, « généralisme bienfai-
teur de la patrie », « héros du
désert », « protecteur suprême »,
« colonne de la Constitution »,
« restaurateur des lois », « père
des peuples », « défenseur de
l'Amérique », semblent autori-
ser par avance qu'on leur délire
l'honneur posthume d'être le
caudille des caudillos.

Irrogne et mégalo-manie, im-
polite, rustique, cette nouvelle
médaille sied à merveille à l'un
des plus obscurs protagonistes de
ce vaste opéra politique : le
Bolivien Mariano Melgarejo.

Né d'un Espagnol et d'une
Indienne Quechua, le 13 avril
1820, à Tarata, Melgarejo n'at-
tendait pas longtemps pour se
signaler par son originalité :
comme le jour de sa naissance
était un jour de Pâques, on prit
l'habitude de fêter son anniver-
saire non pas chaque 13 avril,
mais le jour de Pâques. Ainsi
chaque année, l'anniversaire
tomberait à des jours différents.
Précocement, dans l'instabilité,
il montra bientôt ce qu'il savait
faire : à l'âge de neuf ans, il
s'enfuit de chez ses parents. Il
entra alors en caserne, comme
enfant de troupe, et c'est là qu'il
reput le plus clair de son édu-
cation.

Soldat, sergent, à l'âge de
vingt ans, il tente son premier
cuartelazo (insurrection de ca-
serne) et c'est aussi son premier
fiasco. Il est proscrit. Plus tard,
pour une autre tentative de sou-
lèvement, il manquera de peu
d'être fusillé. Aux batailles de
Montenegro et d'Ingavi, il dé-
montre un courage insolent et
vaillant. Oui, un futur caudille
doit avoir la baraka.

Décembre 1864. Il est à Co-
chabamba. A la faveur d'une
controverse sur le droit consti-
tutionnel, qui oppose Ballivian et
Belzu, les deux leaders de l'épo-
que, Melgarejo joue « la politique
de la chaux-souris » (au cours



CATHERINE DUBREUIL

d'une guerre qui opposa qua-
druplés et oiseaux, on raconte
que la chaux-souris — voyez
mes paties ! voyez mes ailes ! —
fit aux uns et aux autres décla-
ration d'allégeance. Cela lui
réussit. Chacun des adversaires
le croit dans son camp. Lui,
alors que la querelle dégénère
en révolution, se déclare tran-
quillement président provisoire
de la Bolivie. On est le 28 dé-
cembre 1864. Il a devant lui six
longues années de pouvoir.

Le « héros de décembre » doit
cependant gagner la Paz et —
saignant rituel — investir le
Palais de la présidence. Il arrive
sur la ville le 27 mars 1865. Là,
il se heurte aux troupes léga-
listes du général Belzu. Sa
chance tourne. Ses partisans se
font égarer, beaucoup de ses-
sionnaires. Melgarejo tente de
s'enfuir.

Une heure après, cependant,
encadré par ses derniers fidèles,
l'air défait, il se dirige vers le
Palais de la présidence. La foule
croit qu'il est prisonnier et les
lazzi pleuvent. Les partisans de
Belzu fêtent la victoire. Gros-
sière erreur. Melgarejo va bien-
tôt réapparaître à l'un des bal-
cons du palais et, devant un
auditoire médusé, s'écrier :
« Belzu est mort ! Qui reste en
vie ? ». Quelques voix répondent :
« Viva Melgarejo ! »

Délire logique

Beaucoup d'histoires comme
celle-là ponctuent le règne de
celui que quelques journalistes
aux ordres nommeront sans
rire « le Grand Capitaine des
siècles ». Un jour, il fit fusiller
sa chemise en déclarant : « On
ne peut faire confiance à per-
sonne, pas même à sa che-
mise ! ». Une autre fois, pris de
boisson, il lrs jusqu'à mobiliser
son armée pour voler au secours
de Napoléon III, attaqué par les
Prussiens. Ceste insensé, paroles
mémorables : « Soldats ! L'in-
tégrité de la France est menacée
par la Prusse. Celui qui menace
la France menace la civilisation
et la liberté. Je vais protéger les
Français qui sont nos amis et
qui nous aiment. Venez avec
moi, nous traverserons l'Océan
à la nage, et attention à ne pas
mouiller nos munitions ! »

Voilà Melgarejo. Un homme de

décision dans un pays où ma-
nana (demain) est le plus long
jour de la semaine. Un homme
à cheval, toujours sur les routes,
prêt à tout. Un homme pris dans
la spirale de la dictature et dans
la tectonique des peuples. Un
intempérant, un soudard, qui
sait quelquefois être perspicace
et même visionnaire. Un fou de
l'histoire.

De son action politique, il reste
tout à dire : malheureusement,
contrairement à la tradition
populaire qui a colporté mille
histoires, la tradition savante
semble assez muette. Peu de re-
cherches éclairent le melgare-
yisme. L'apparent illogisme de sa
stratégie d'offre par grande prise
à l'analyse. Classé dans la caté-
gorie des « caudillos barbares »
par Alcides Arguedas, on ne peut
pas appliquer à Melgarejo le
concept de « caudillisme popu-
laire ». Il faudrait plutôt s'at-
tarder sur les appuis dont il a
bénéficié et, en particulier, sur
le réseau complexe du compa-
drage. A ce propos, Carlos
Octavio Bunge écrivait : « La
forme classique du recrutement
des adeptes du caudille crée est
le compadrazgo. C'est une véri-
table institution ».

Le compadrazgo (le compa-
rage) est une pratique qui a
toujours eu cours en Amérique
latine. La plupart des caudillos
l'ont utilisée et quelques hommes
d'Etat l'utilisent encore. Il s'agit
d'un système de confrérie civile
qui étend les liens de sang à la
parenté, aux amis, aux parti-
sans. En plus de sa connotation
pararelégique, cette confrérie
fonctionne comme une société
d'aide et d'assistance. Le ca-
udillo y fait figure de protecteur,
de parrain. Il n'est pas douteux
que Melgarejo se soit servi de
cette tradition à ses propres
fins.

Soit mort, en exil d'ailleurs, sent
le règlement de compte et la
guerre des clans. Melgarejo fut
assassiné à Lima par le général
José Aurelio Sanchez, le 23 no-
vembre 1871. Le général en ques-
tion était aussi son gendre et
son ex-homme de confiance.

Ce qui frappe dans l'image de
Melgarejo, comme dans celle de
beaucoup de caudillos, c'est qu'ils
réussissent à être en même
temps immatures et décadents.
Hommes d'ordre contre l'Etat
naissant. Leur vie, insensibil-
ment, bascule dans le délire

logique et s'éclaire de l'idée cent
fois suggérée par un Jorge Luis
Borges ou, plus près de nous,
par un Michel Butor : la fiction
envahit le monde.

Toujours en représentation, le
dictateur joue au dictateur. En-
tenu dans l'illusion de sa pro-
pre gloire, il vit en équilibre
entre la mort et le roman. Et
son myth-dream, sa pauvre révé-
rie solitaire, se termine à chaque
fois en canchamar : le héros
absorbe l'homme, le dévore. Il est
devenu un tyran.

Thème fascinant pour l'écri-
vain. A condition, bien entendu,
que les héritiers des caudillos
(ils ont échangé le cheval contre
la jeep) lui laissent le loisir
d'écrire librement. Car, s'il est
facile d'aboyer de loin contre les
dictateurs, de près et à chaud,
cela demande plus d'agilité, plus
de courage, plus de subtilité. Les
romanciers latino-américains le
savent mieux que personne, qui
ont mis près d'un siècle à perdre
leur timidité et à imaginer la
bonne réplique : des romans qui
dynamitent le tyran de l'inté-
rieur. Des romans sans haine et
sans crainte qui font plus de
dégâts qu'un requévoir ou
qu'une protestation internatio-
nale. La version burlesque du
caudille qu'ils ont répandue
devrait décourager toute voca-
tion et désarmer toute tentative
d'imitation.

Malheureusement, l'Amérique
latine — comme l'Afrique — n'a
peu. Elle s'arme lentement pour
lutter contre ses démons. Elle
tâtonne. Ceux qui ont lu *Mon-
sieur le Président* (1), de Miguel
Angel Asturias, *le Grand Baran-
din-Buranda est mort* (2), de
Jorge Zalamea, *Moi, le
Suprême* (3), de Roa Bastos, *le
Recours de la Méthode* (4), de
Carpentier ou *l'Autisme* de
García Márquez, n'avaient sans doute pas
besoin d'être convaincus. Reste
que les auteurs de ces livres ont
introduit quelque chose de sub-
versif dans un monde qui subit
les rigueurs d'un état de siège
endémique : ils appellent à une
révolution contre la peur.

(1) Albin Michel.
(2) Seghers.
(3) Belfond.
(4) Gallimard.
(5) Grasset. Voir aussi l'étude
thématique dirigée par Paul Ver-
vyn, *Caudillos, caudillos et dé-
sastreurs dans le roman hispano-
américain*, Editions hispaniques.

JEAN TAILLEMAGRE

Il est un autre visiteur des
chènes, celui-là plus constant, le
chien, bavard, méchant, rusé, qui
hiverné chez nous. Non content
de se satisfaire honnêtement de
limaces, d'escargots, de bates et
de glands encore verts, récoltés
sous le parapluie des feuilles, le
globe des écorces, le dessous des
feuilles, les sautoirs. Dussiez-
vous le dire, afin de tromper la sur-
veillance d'une mère couveuse,
l'affreux corvirostre imite le ulement
d'un hibou géant dans la
lumière du jour. On sait la haine
de tous les autres oiseaux envers
les rapaces de nuit. S'ils le peussent,
ils le dévoteraient à la mort, en
commande vengeur. La femelle
d'un chardonnet, d'une fau-
vette, d'un rossignol, ne manque
jamais à ce devoir d'entraide.
Quittant le nid pour prêter main-
forte aux voisins alertés, elle
se ravigne, dégué et troublée, mais
le carnage est accompli. L'oiseau
ajoute à cet instinct diabolique
les péchés de paresse et de goin-
fervance. Il laisse passer les pre-
mières heures de la matinée,
indifférent à la splendeur de la
montée d'aurore sous un soleil
jaune, sans goûter la saute que
l'apprêtée des vicissitudes — il dort
dard — n'ouvrant les yeux
qu'au grand jour pour reprendre
saines allées et venues incessantes
dans les bois et jusque dans les
jardins. Parfaitement affamé, il dévaste
les semis de petits pois,
l'essète naïve à choisir les fruits

Le chéne, que l'on nomme parfois pédonculé, s'il est, chez nous, une source de richesse, ne servirait qu'en fût pour vieillir et colorer l'eau-de-vie d'armagnac sortant de l'alambic, est aussi, isolé ou en groupe, un des éléments essentiels de la campagne. Faisant partie de notre vie paysanne, point de maisons qu'il ne signale de sa présence.

L'homme sur son tracteur, rentrait au labour, le cherche du regard, et se réjouit de le voir et le reconnaît avec amitié. L'ouvrier joue à son pied, les anciens viennent s'asseoir à son ombre pour repaser en esprit labours, joies, tristesses, ayant labouré leur existence. La volaille elle-même l'adopte comme refuge.

PIERRE CALLERY

Le Centre généalogique de l'Ouest (3) fut la première association de généalogistes à faire paraître en 1970 un annuaire. Celui de 1980 contient une liste alphabétique de deux mille noms de famille, dont la généalogie a été étudiée par les adhérents, avec les lieux d'origine et la période retrouvée. Et l'ouvrage n'est pas réservé aux membres du cercle.

- (1) Jean-Louis Beauarnot. 71710 Saint-Symphorien-de-Marmagne.
- (2) École des hautes études en sciences sociales. 54, boulevard Raspail. 75006 Paris.
- (3) Centre étolologique de Ouest. 1, rue des Sous-Français. 9000 Nantes.
- (4) Union des familles Didier et Mlle. Aimé Didier, 59, chemin du temple. 06100 Nice.
- (5) *Le métier de bourreau*, par Jacques Delarue. Éditions Fayard. 2 volumes, 15,5 x 23,5, broché, 20 pages, illustrations.

ALAIN WEIL

anciennes comme les petits bronzes du Bas Empire romain se trouvent encore par centaines, voire par milliers dans les sillons des labours tandis que les quelque 8 grammes d'or d'un statère d'Alexandre le Grand ne valent pas les 10 000 ou 15 000 francs nécessaires à l'acquisition d'une telle pièce.

Les collectionneurs du dix-septième siècle en étaient déjà bien

On remarque aussi que la mode peut privilégier certains critères de prix. Actuellement le numismate à l'affût des pièces superbes ou « fleur de coin » laissera parfois passer d'excellentes occasions sur des pièces rares mais un peu usées. L'érudit et l'original qui collectionnent à contre-courant de la mode profiteront de l'affaire et tout sera pour le mieux, chacun ayant respecté la double règle d'or du collectionneur : ne jamais résister à la tentation et n'acheter que ce qui fait vraiment plaisir.

Bat
Hou
L 17
100 of
sans
Vis. A
Sur.

Car
A VD
8 m.
300 w
en-Br
maga
ma

Bateaux

House Boat neuf en acier
17 m., larg. 4,60 m., motor
100 ch. Mercedes Diesel. Vends
avec aménagement intérieur.
S.A. La Coteaux-Saint-Honoré.
Sur. hab. 60 m². T. 919-44-66.

Caravanes

A VDRE Molinotherm
A 3 x 3 m. 5/pers.
300 m² ds parc rés.
en Br-E, près de Mâcon.
magnifique. 1 652.

ASTRAL
amovible
Châteaill
Même La

هكذا من الأصل

JEUX

Les mémoires d'un flipper

Le flipper, qu'on appelait jadis, en bon français, billard électrique, reflète l'évolution de la société qui l'a conçu. La société américaine, bien entendu.

CLAUDE FABERT

WALT DISNEY inspirait la décoration des machines à un seul compteur. La partie était à 10 centimes (on disait « 10 francs », à l'époque), et pour ce prix là on avait cinq billes. Les « flippers » (ainsi les orthographiaient le Petit Robert), depuis, ont bien évolué. Ils continuent sans doute à remplir leur office : tuer le temps, grignoler la monnaie et offrir l'illusion. Mais en une trentaine d'années ces machines à sous — billards électriques, disait-on jadis — ont évolué. Les commanditaires aussi, qui voient maintenant une sorte de symbole sexuel dans ces mécaniques dont les hanches vont en s'élargissant. Une interprétation que les écoliers des années 50 ne soupçonneraient même pas. Mais les sociologues et des économistes devraient observer et tirer conclusion des transformations intervenues au cours des âges. Cinq billes pour 10 centimes en 1950, 2 francs (pour les derniers modèles) et trois billes en 1980, cela met la dévaluation à un taux que les meilleurs économistes de France n'ont pas encore osé reconnaître. Mais l'essentiel n'est pas là.

A l'évolution des prix a correspondu l'évolution de la société. De la société américaine, bien entendu, nous modifie et notre fournisseur de flippers. A l'âge de pierre des billards électriques on enseignait l'épargne dans les écoles. Les jeux apprenaient l'art de la thésaurisation. Les avantages obtenus à la première bille étaient conservés à la seconde, améliorés à la troisième, renforcés à la quatrième et payés en parties gratuites à la dernière. A l'époque, chacun jouait seul, à sa manière. On a introduit la compétition : deux joueurs, puis quatre joueurs, ont pu se mesurer en même temps. Chacun pour soi quand même et le « tilt » pour tous ! La belle époque de la croissance économique.

Les personnages de Walt Disney avaient disparu. C'étaient des hommes dynamiques et entreprenants qui ornaient la façade des jeux. Jeunes cadres américains projetés en l'an 2000, accompagnés de dames encore relativement voilées mais qui n'en pensaient pas moins... La famille américaine telle qu'on peut la deviner à travers la lecture de Newsweek. Une bataille sans cesse renouvelée. Terminé l'encouragement à l'épargne, les acquis d'une boule étant simplement comptabilisés en points mais non retenus pour la suite.

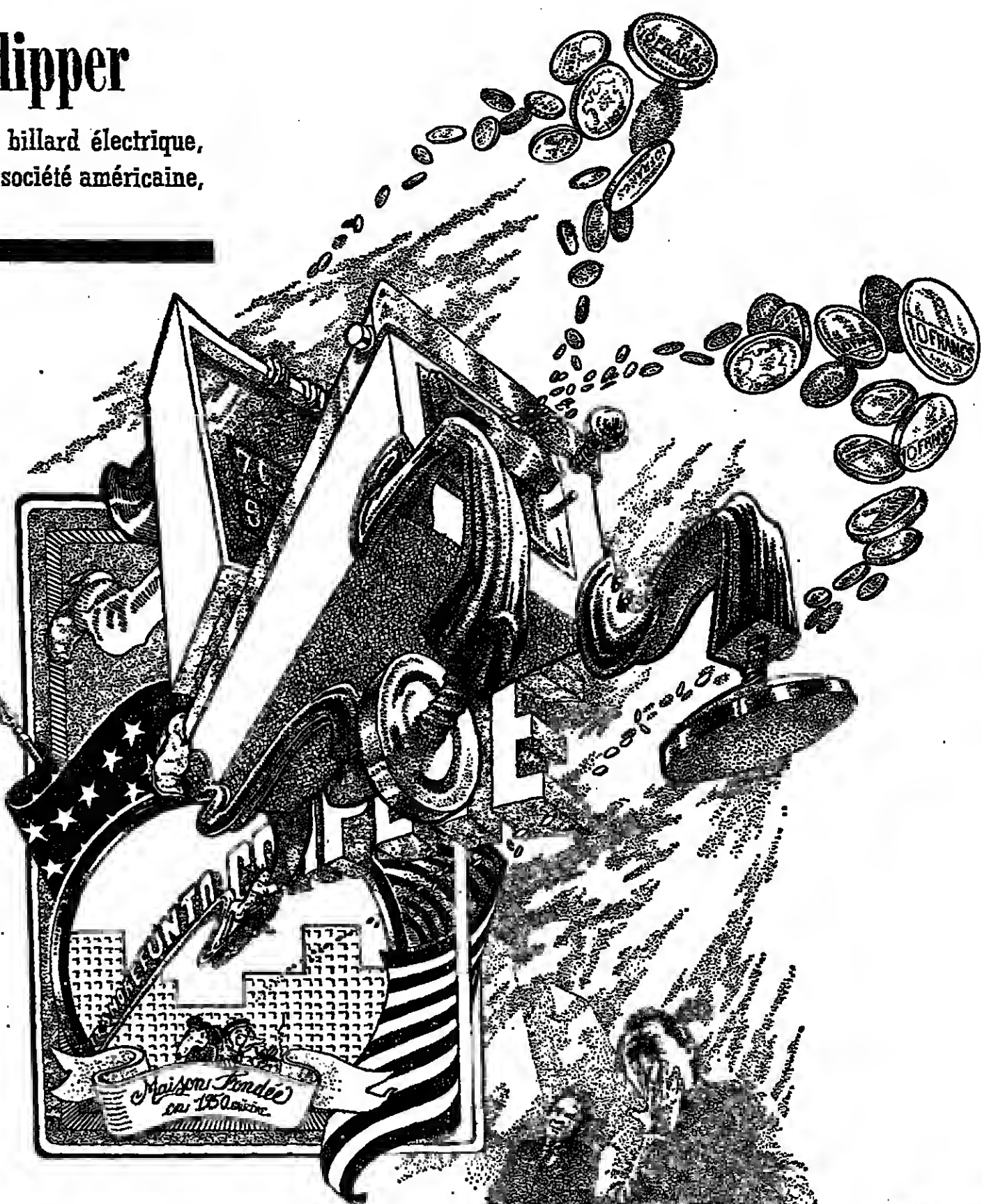
A chaque boule tout recommencer, abattre toutes les cibles, frapper tous les bumpers, éteindre tous les « oulirs », s'acharner à remonter le bonus et attendre la loterie, compagnie infidèle mais tellement souhaitée du game over.

Eh bien, le flipper américain revient, timidement, sans doute, aux valeurs ancestrales. Sur les derniers modèles, une partie (mais une partie seulement) des avantages acquis par les boules successives restent inscrits au tableau. On peut faire fructifier son capital par le travail et non plus seulement par un « coup » exceptionnel. Dans le même temps que la société occidentale s'aperçoit que la masse des richesses est limitée et qu'il faudra bien en accepter une répartition qui ne doit rien à la chance ni à la force (encore qu'il existe une manière rockera de jouer, avec coups de pied et de poing se terminant généralement par un geste montrant clairement que « es flip est... idiot », il est réconfortant de noter que l'effort patient est méritant et partiellement reconnu et même parfois récompensé.

La société de consommation n'a pas pour autant dit son dernier mot à travers les flippers. Le flipper aujourd'hui est populaire. Canada Dry a inauguré ce nouveau support, en même temps d'ailleurs qu'il faisait passer la partie de 0,50 à 1 F. Depuis, nombre de produits se servent plus ou moins discrètement du billard électrique. A la grandeur sans défaut de l'esprit américain illustré par la conquête de l'Ouest, le bi-centenaire de la Confédération, l'espace interstellaire vaincu, ont succédé les vedettes américaines du spectacle et la promotion touristique. Dans le même temps que les jeux qualifiés d'« électroniques » se mettent à distiller de petites musiques et à montrer des demoiselles un peu plus dénudées qu'à l'époque de Walt Disney. Même Spa, station thermique belge, a « plongé » quand le démarcheur de Bally est venu lui vendre la vitrine d'un flipper aussi large qu'un 15 tonnes.

On peut se demander si un tel investissement publicitaire est payant. Pour l'usage, il n'y a qu'une préoccupation : triompher de la machine. Il n'a guère le temps de détailler les textes, d'ailleurs toujours écrits en anglais, qui s'étalent devant ses yeux. Son seul but est de triompher de la machine. Alors même qu'il sait qu'il n'y parviendra pas. D'autant qu'au cours des ans les fabricants ont sophistiqué leurs réponses à la fraude.

Et le vieil original que nous voyions naguère se promener avec Balthaz et les Proverbes sous le bras, vulgaires dont il « calait » les pieds du flipper (un flipper dont la vitre pouvait se desseller, laissant au joueur le champ libre pour « monter ses points » en titillant à la main les bumpers et autres couloirs), aurait dû mal aujourd'hui à démontrer que l'homme peut par son imagination triompher de l'électronique.



JEAN-PIERRE GAUZERE

ART

Poitrines scintillantes

L'électronique vient de Singapour et d'Italie. Le montage est fait à la prison de Fresnes. Mais l'artiste qui a conçu ces modernes bijoux habite dans le Gard.

JEAN-PIERRE BOURCIER

L'ELECTRONIQUE va encore « frapper », cette fois dans le monde des bijoux. D'ici un mois environ, il sera possible d'acheter dans divers points de vente, tant à Paris, à Londres, qu'à New-York, des pendentifs pour près de 200 francs où l'électronique est à la fois une fonction (jeux de lumière) et une œuvre d'art. Une trentaine de prototypes circulent actuellement sur les poitrines de quelques « privilégiées » des deux côtés de l'Atlantique.

Le nouvel évaluateur qui se cache derrière ce mariage de la mode et de la technologie moderne n'a pas les yeux bridés, ni de chewing-gum entre les dents. Il trône en casquette et ses cheveux blancs entre Usé et Nîmes dans le Gard : François Godebski, artiste peintre et sculpteur.

Il existe déjà des objets — pendentifs ou broches — qui font « bip-bip » ou qui s'allument de temps en temps. Mais ils relèvent plus du gadget que du bijou. Dans le cas présent, il s'agit d'inclusions (éléments divers enfermés dans du polyester transparent). D'une part des composants (résistances, fils électriques, accumulateurs, etc.) de taille réduite constituent grâce à leurs formes et à leurs couleurs un mini-tableau abstrait ; d'autre part, des ampoules pas plus grosses que des têtes d'épingle jettent des flashes lorsqu'on le désire grâce à un circuit électronique alimenté par une pile dont la durée de vie est d'un an. L'ensemble forme un parallélépipède de 7 x 3 x 1,5 centimètres. D'autres volumes sont à l'étude.

François Godebski aurait pu créer des bijoux de luxe numérotés. Naturellement, ceux-ci auraient été à la portée de quelques bourses en mal de mode « à la ». Un tout autre chemin a été choisi. En s'associant avec sa sœur, Arielle, styliste de mode, et Olivier Gérard, homme d'affaires, l'artiste a décidé de mettre en place une organisation permettant de produire en série. Celle-ci ne manque pas à première vue d'astuces. Si la petite ampoule-flash coûte 12 F en France, il est possible de s'en procurer cent pour le même prix au Japon. L'électronique « vivante » vient donc d'Asie et est montée à Singapour. Certains éléments « statiques » arrivent d'Italie. Quant aux composants

électroniques servant à la réalisation artistique du bijou, ce sont des déchets commandés aux « poubelles » des fabricants qui ont une activité en France comme Thomson, C.G.E., etc. Une récupération à bon marché et pratiquement écologique.

Le montage final (jusqu'à l'inclusion) est réalisé par les prisonniers de Fresnes, qui, pour la circonstance, vont apprendre à manipuler des machines nouvelles. Un recyclage qui n'ouvrira pas forcément les portes des métiers de la bijouterie.

Pour François Godebski, cette organisation permet des outils de production réduits et met pour l'instant à l'abri d'une concurrence éventuelle. Si la technique de l'inclusion n'a plus de secrets pour lui, ce sont les applications de l'électronique qui le passionnent. « Dans ce domaine, tout reste encore à faire », déclare-t-il. Il imagine déjà les jeux de lumière les plus scintillants où ses bijoux auraient l'extragance des corps nocturnes ; ou bien des musiques aux accords étrangers venus d'ailleurs.

Techniquement, ce n'est pas impossible. Le principal problème réside dans la mise au point d'un interrupteur suffisamment petit pour être inclus dans le polyester. Question de temps. D'ici là, avec des flashes rouges, orange ou verts par exemple, ces bijoux vont peut-être faire naître un nouveau langage électronique où le « tu veux, tu ne veux pas » relèvera plus de la symbolique du code de la route que de celle des fleurs.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Fauriol, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde
5, rue des Minimes
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous droits, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 5727.

l'agenda du week-end

Artisans

TRANSFORMATION APPARTS
plom., chûr., carrel., pos. moq.
DEVIS GRATUIT
EXECUTION RAPIDE
Tél. : 775-54-57 et 775-56-32.
Tél. : 775-54-57 et 775-56-32.

POUR TOUTS VOS TRAVAUX
maçonnerie, carrelage,
chauffage, plomberie,
électricité, menuiserie.
Tél. : 870-00-75.

EUROCHAUFFAGE
Tél. : 357-31-68
Spécialiste du chauffage
toutes énergies

DEVIS GRATUIT
CRÉDIT TOTAL
entreprises agréées par l'Agence
nationale des éco. d'énergie.
104-106, rue Oberkampf,
75011 PARIS.

Bateaux
Houze Boat neuf en acier
L. 17 m. larg. 4,40 m. moteur
100 ch. Mercedes Diesel. Vendu
sans aménagement intérieur.
Vis. à Conflans-Sainte-Honorine.
Sur. hab. 50 m². T. 970-44-66.

Caravanes
A VOTRE MONTAGNE ASTRAL
3 m. x 2 m. 500 cc. motorisé.
300 m² de parc résid. Châteaux-
en-Brie, près de Meaux. Mme Le-
magner. T. 656-28-36 H. de 8 h.
Tél. : 725-75-37 après 14 heures.

VENUS CARAVANE OIGUE
4 places, 400 cc. motorisé.
Tél. : 60-57-37 de 10 à 20 h.

Collections

URGENT VENDS COLLECTION
VIVRES et JADES sculptés
dont 20 pièces très importantes.
Ecr. n° 2073 « Le Monde » Pub.
5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

Cours
Rattrapage MATHS, PHYSIQ.,
le mercredi par école secondai-
re à CHATOU, 5 rue RER.
STAGES INTENSIFS à PÉQUEUSE.
T. 955-57-37, 961-07-55, 14 à 18 h.

LANGUES ITALY (tous), anglais
46, bd St-Michel, 75006, 324-06-70.
Démonstr. grat. : les mardis à
17 h. 30 ; les jeudis à 13 h. 30.
Angl., esp., ital., russe, français.

Débarras
DÉBARRAS INTEGRAL
Cave, grenier, appartement, T3
locaux. Téléphone : 606-40-00.

ALAIN GIRAUD ACHÈTE
Antiquités-Brocantes
déplac. province, serv. débarras
(rech. Henri II, Louis XIII).
Téléph. : 854-67-74 ou 854-60-50.

Diamants
Etablissement financier JEGU
vend diamants, investissements
1 carat à partir de 80.000 F.
48, r. du Faubourg-Denis, 770-76-07.

Moquette
EN SOLDE
grand choix de moquette exem-
ple de prix valant sur mousse
en 4 m. 10,99 F le m² ;
moule rectiligne 6,45 F le m².
Tél. : 340-72-72.

Maison

de retraite
RESIDENCE DU PARC
Ermenonville (Oise)
40 km Paris (autoroute Nord).
Retraite, soins médicaux.
Cadre agréable, ambiance fami-
liale, 115 F par jour et compris.
Chambres particulières tout cf.
Tél. : (0) 454-00-55.

Philosophie
Le Centre
Gardjoff-Ouspensky est ouvert.
Tél. : 436-41-49.

Teinturier
HOMMES D'AFFAIRES
Votre situation exige une tenue
élégante et impeccable !
Faites retayer vos vêtements
de couleur à l'huile, les sèches,
week-end par un spécialiste
quartier GERMAIN LESCOCHE
11 bis, r. de Surène, 75008 Paris.
Tél. : 265-99-32.

Troisième âge
VOTRE TROISIEME AGE
dans un château historique à
40 km de Paris, autoroute Nord.
Château d'Ermenonville (Oise).
Chambres et appartements.
Pension à court ou long terme :
vacances, retraite,
repos, convalescence.
A partir de 150 F/jour T.T.C.
68440 ERMONVILLE.
Tél. : (0) 454-01-57 et 454-00-36.

Vacances

Tourisme
Loisirs
CAMPING-CAR
Location hiver-été.
AVIA TOUR 40, r. de Dunkerque,
75009 Paris. Tél. : 870-00-91.

ILE DE RÉ
A louer JUIN à SEPTEMBRE
maison à Rivendun, salle ad-
jour, 2 chbres, cuis., petit par.
Tél. : 910-25-00 à part. 15 h.

ACHETEZ A VIE VOTRE
SEMAINE DE VACANCES
SCOLAIRES DE PRINTEMPS

A TIGNES
particulier vend 1 studio 4 per-
sonnes (4^e semaine de mars et
3 semaines d'avril) de nougat,
chaud, avec pisc. et sauna au
VALCLARET. Tél. : 775-57-45.

A louer TIGNES-GUE-MOTTE
30 mars au 28 avril, location à
la semaine à 1.500 F, studio 10
cf., 4 personnes. T. 476-60-91.

COMBLoux-MEVEVE
chalet cf. juin et Pâques 850 F
par semaine. T. (0) 77-34-54.

MONTAGNES D'ECOSSE
Strathpeffer est un centre idéal
p. les rand. la pêche, le golf,
les sports de 140 collines, Pô-
des années 18⁰⁰, etc. Pr. plus
années 18⁰⁰ et une sélection de
vêtements, 1000. 1000. 1000. 1000.
vac. avec serv. car. P.O. Box
2, Strathpeffer (ECOSSE).

Sil la peine de mort n'était qu'une disposition du code pénal, comme le répètent les hommes politiques qui en sont partisans, rempliraient-elle les salles d'audience ? La réaction criminelle à perpétuité est une condamnation extrêmement grave, pourtant elle ne fait pas recette. N'est-ce pas alors le seul goût de la mort, cette impression trouble, violente et érotique, qui attire, fait se presser la foule aux portes des palais, s'accrocher aux grilles en hurlant, envahir les prétoires ?

Voilà un homme jouer sa tête est l'ultime version des jeux du cirque, que la France persiste à offrir environ une fois par an, à quelques citoyens de province. A Paris, rarement, requise, la

peine de mort n'a pas été prononcée depuis 1963.

Depuis 1977, à Troyes, à Nantes, à Versailles, à Amiens, à Dijon, la mort a été refusée dans des salles tendues, où dominait le voyeurisme et l'attrait du spectacle. A Dijon, une femme regardait l'accusé avec des jumelles de théâtre. A Toulouse, le 11 mars dernier, c'était, exacerbée par la présence d'abolitionnistes et leurs applaudissements déplacés, la haine dans sa nudité. A Albi, quelques mois plus tôt, elle s'était muée en joie sauvage, à l'annonce du verdict de mort. « On a gagné ! On a gagné ! », scandaient les spectateurs en s'embrassant. A Toulouse, ceux des partisans de la peine de mort qui étaient restés calmes estimaient que « pour ce type-là, ce serait absurde ». Mais,

VARIATIONS

Le goût de la mort

JOSYANE SAVIGNEAU

dans ces procès, accusé et victime disparaissent. Ne reste que le jeu obscène avec la mort, pulsion aussi inquiétante que celle des meurtriers.

Que des parents de victimes, des spectateurs, pendant deux jours de psychodrame, aux

assises, se laissent aller à se libérer d'eux-mêmes dans cette cérémonie d'exorcisme, on peut l'expliquer et l'admettre. Mais comment justifier que, dans leurs bureaux, des intellectuels, des hommes politiques, des journalistes, soutiennent que la mise à

mort doit répondre au meurtre ? Comment ne comprendraient-ils pas que, dans le criminel, ce que nous ne supportons pas, c'est une image effrayante de nous-mêmes ?

Ce peuple, au nom duquel ils prétendent parler, l'a mieux compris. Il est facile, dans la rue, d'affirmer, pour un sondage, qu'on est favorable à la peine de mort. Aux jurés, il est soudain proposé de répondre au geste de l'accusé par un geste semblable. Longtemps, on a essayé de leur faire oublier cette responsabilité en évoquant l'éventuelle grâce présidentielle. Mais, comme l'expliquait récemment, à Toulouse, l'avocat de la défense, M^r Robert Badinter, le président de la République signe s'il accorde la grâce, ne signe rien

s'il la refuse : la vie, c'est lui ; la mort, c'est la cour d'assises.

Le débat d'idées sur la peine de mort est clos. Aucun de ses partisans n'ose soutenir sa valeur morale. A l'exception de la France, l'Europe entière a cessé de l'appliquer sans en être affectée. Chacun sait qu'elle est inutile et que son existence n'est qu'une manière d'éviter de réfléchir sur le crime. Pour l'abolir, il ne faut plus aux hommes politiques qu'un peu de courage. Mais le courage est rarement populaire. Le garde des sceaux vient à nouveau de différer le débat qui devait avoir lieu au Parlement à la session de printemps. Le texte est prêt, dit-il, mais son examen serait « inopportun ». Comme à chaque fois.

Le Monde

DEUX NOUVELLES INÉDITES

Le poisson le plus long

par Jean Rambaud

Les jours pesaient-ils sur lui ? Fille de mine et de caractère — croyait-on — Julien avait choisi au tournant de l'enfance de rêver doucement sa vie. Aussi en avait-il arrondi non seulement les angles, mais encore, comme on dit des ballons des Vosges, tout relief. N'ayant le goût ni des pics ni des souffrances, ces altitudes minimes lui suffisaient. Frileux, rêveur, il s'ennuyait d'échapper de brume, été comme hiver, mais nul ne se souciait plus à la longue de cette singularité parmi d'autres. Elle venait, cette lointaine habitude, du temps jamais oublié où les premières et dernières vacances de son enfance puétoienne l'avaient conduit, justement, dans les Vosges : ballon bleu-de-ligne, mollesse douce ou par un matin très ordinaire la brume l'avait lentement cerné. Il s'y était perdu. Et trouvé. De là datait sa vocation sans tapage, son choix moins arrêté que stagnant après, toutefois, quelques tentations vagues de son adolescence.

Depuis, Julien vivait à la frange, au bord de toutes choses. C'était bien assez. Un jour de décalon il s'était réveillé, comme un autre, en Flaubert Gustave, mais tous contes faits ses rêves préféraient l'ombre à la proie. Dès lors, correcteur d'une imprimerie (très) spécialisée dans la composition des prix Goncourt, il corrigait à longueur d'années les chefs-d'œuvre des autres. C'était bien assez.

Il s'habillait de gris, complet-veston, cravate, strict. Quand s'effilocheaient parfois ses écharpes de brume, on voyait s'échapper, comme d'un ciel un instant dégagé, un regard qu'on disait bien malice. Et comme il souriait dans son effacement on était sûr, alors, qu'il se moquait. Lui c'était et, redécouvrant chaque fois de leurs comportements extravagants. Étranges personnalités ! Tous, presque tous, demandaient à la vie « autres choses ».

Maubert le jeune, qu'on voyait arriver un jour en gros sabots, un jour en huppelande de herger, le lendemain en bleu de chauffe, voire en frac, composait. Qu'il jouât sottement à l'artiste n'empêchait pas, finalement, qu'il le fût. L'habit ne faisait pas le moine. Yvonne la myope, cachée derrière ses lunettes, élevait des fleurs et recueillait des chats qui massacraient ses fleurs. Elle était depuis vingt ans à la veille d'inventer une rose et, pour lui donner ses soins, sautait de temps en temps un « service » ou deux, ou douze. Valberg, banal, se rattrapait en préparant dans sa cuisine, selon une vieille recette italienne, de la poudre de lycopode, qu'il livrait, après essais, à des théâtres populaires. Messuages, lui, n'était pas très bien vu. Son travers ne respectait pas les lois de ces petits désordres grâce auxquels l'ordre se maintient. Soutier de la littérature, il s'était permis d'écrire lui-même un roman qui non seulement avait obtenu une excellente critique, mais de surcroît s'était bien vendu ! Ce ne se fait pas. Toutefois, le plus dévot restait Jean Durand : il était marié et père de deux enfants.

Fallait-il qu'ils fussent fatigués, avait pensé — une fois, sans y revenir — Julien, pour tenter ainsi, tous, de distraire leur destin. Lui, lui seul, s'en tenait, correcteur, à corriger et, pour le reste, usait sa vie un jour sur l'autre, ou la laissait l'user,

toutes brumes égales, dimanches compris. Tant de vanités chez les autres lui apparaissaient comme d'un autre monde, sans que son indulgence étale en fait d'ailleurs un instant altérée. Mais qu'il tel quel, n'offrait-il pas toutes les qualités d'un souffre-douleur — ne s'en faisait-il pas la proie et l'excuse de son mal de vivre, de son sourire peut-être suffisant. A-t-on le droit, le vous le demande, de mépriser ou d'ignorer les vanités qui font vivre les autres ?

Donc, par des jours de trop mornes servitudes, on lui servait parfois de menues vexations, de minces brimades, sans y croire, puisque aussi bien tout glissait sans atteindre ces insolent indolents.

Fort heureusement, ce Julien trop lisse avait aussi sa faille. « Maniaque » ! Il tenait, « ce

vieux maniaque », à ses repères, à ses points d'ancrage : ses crayons, ses gommes, son grattoir, sa table et par-dessus tout sa chaise qu'il reconnaissait les

yeux fermés, à simplement s'y poser, refusant de corriger si par inadvertance les hommes de ménage, ou par piètre plaisanterie ses collègues l'avaient échangée contre l'une ou l'autre, rigoureusement semblables, du bureau. Une fois, une seule fois dans sa carrière, on avait vu Julien en colère. Froide !

Il s'était assis, il s'était relevé, il avait pris à deux mains la chaise d'Yvonne subrepticement glissée à la place de la sienne par un factieux sans conviction, il avait ouvert la fenêtre et lâché dans le vide l'incongrue avant d'aller reprendre sous Yvonne, innocente et déconcertée comme carpe en bocal, son siège à lui.

Le coup de génie, c'était Valberg qui l'avait eu, enfin ! L'affaire durait depuis bientôt neuf mois. C'était minuscule, implacable, simple comme le génie, et comme lui de longue patience : un coup, par jour, de râpe à bois. C'était tout. Un seul coup, égal,

à chaque pied de sa chaise, chaque matin, avant que Julien n'arrive. Qui aurait pu, d'un jour sur l'autre, découvrir l'effet de ces millimètres subtilement subtilisés ? Personne ! Surtout pas Julien.

Quand s'effilocheaient ses écharpes de brume, il pouvait bien, désormais, laisser s'échapper son regard bleu malice et flatter son sourire, qui jugeait par lui-même. On était vengé d'avance ! Il descendait, le pauvre, jour après jour, imperceptiblement, tristement, avec sa chaise.

C'était le 1^{er} avril. Yvonne, au retour d'une très longue absence — motivée par une grave maladie de sa rose — faillit tout perturber. Elle disposait du recul du temps malgré sa myopie, et l'image lui sauta aux yeux dès le seuil de son porte. Elle s'arrêta net, pouffant, croulant. Assis à son inamovible place, sur sa chaise maintenant amputée de moitié, Jules corrigeait, table et genoux au ras du menton, impavide. Il leva sur Yvonne un regard sans malice puis revint à ses épreuves, le coude haut, la fesse basse, ni plus ni moins étonné que neuf mois plus tôt — que toujours — par ces gens et ce monde extravagant où, entre autres égarés, pas plus qu'une autre remarquable, sa table, Yvonne et le reste n'en finissaient plus, dans le bureau, de grandir.

Journaliste et écrivain, JEAN RAMBAUD a publié, en particulier, quatre romans : *Adieu la route* (récentement réédité par la Table ronde), *Qu'est-ce qui fait naître John Briant ?* (Julliard), *Le Cirque à Jules et Frédéric Arnaud*, 1976 (Stock).

La nouvelle Marilyn tourne son 1^{er} Grand Film.



Le collectionneur

par Michel Rey

Les stations balnéaires, hors saison, sécrètent un charme dont écrivains, cinéastes, ont rendu compte avec plus ou moins de bonheur ; et abusé. Je n'insisterai donc pas. Qu'on me permette seulement d'achever de planter le décor. L'hôtel des Flots Bleus ou de l'Amiralité, sa façade qui pèle, ses contrevents fermés, les gouttes, les saignements ligés de la route. Le boulevard de la Plage. Une automobile y stationne, un peu par hasard ; un journal abandonné palpite sur le trottoir, gonfle au gré du vent d'ouest qui fait frissonner les tamaris. Le sable, durant l'hiver, a recouvert les massifs et les pluies ont raviné ces tombes molles défendues par quelques yuccas. Le marchand de gaufres attend le client.

Ce jour-là, le ciel était gris, uniforme et bas, comme les deux bords des photos en noir et blanc. Conditions idéales pour le phare qui, lorsque son pin-céau lumineux ne balaisait pas l'océan, jette un rouge profond, musical. La peinture en tout cas est de bonne qualité. Visible par endroits, le sable mouillé reflétait

tout ça, ainsi que deux silhouettes sombres, vers lesquelles, trottoir habité du paysage, je hâtais machinalement le pas. Les buses à demi enfouies d'un égout m'ayant obligé à un détour, je rejoignais enfin le couple, que je reconnus tout de suite pour l'avoir vu à plusieurs reprises. Mais où ? Retraité — ou près de l'être, — le bonhomme marchait un peu à la traîne, régulièrement invité à admirer des trouvailles que, la chère épouse sût le dire, il expédiait par-dessus son épaule. Le ménage durait depuis longtemps, parfaitement rodé, et je commençais à m'en lasser, lorsque se produisit un fait nouveau : le bonhomme fourra dans sa poche l'objet soumis à sa curiosité. Je demandai fort poliment à voir : souhait qui fut aussitôt exaucé.

« Une capsule des années 70, m'expliqua mon interlocuteur. Un soda, une coochonnante quelconque jadis à la mode. Elle est un peu rouillée, mais on doit pouvoir retrouver l'impression. »

La conversation s'engagea. J'avais affaire à un collectionneur blasé, auquel il arrivait encore, les mois sans R, de tomber sur une pièce inédite. Nous

marchions précautionneusement, attentifs à ne pas nous empêtrer dans les mille épaves qui jonchaient la laisse de mer. Tantôt nos bottes s'enfonçaient, tantôt elles ferraient quelque objet ou débris qui semblaient ainsi protester. Fort obligeamment — quoique agacé par les petits cris d'admiration de son épouse, — le retraité dirigeait mon attention sur des pièces pour lui sans intérêt, mais dont il indiquait chaque fois le provenance, m'invitant ainsi à de fructueuses comparaisons. Bouteille, flacon, bidon, atomiseur, pneu, tesson, chaussure, barbelé, boîte de conserve, carionne de camping-gaz, rien qui n'eût son origine, son trajet, son identification. Entre les quatre points cardinaux d'une carte géographique sans cesse enrichie par les explications qui m'arrivaient formées, je voyais se matérialiser l'action des vents, des courants, des marées. C'était passionnant. Une odeur forte, prenante, derrière laquelle achevaient de s'estomper les senteurs salées qui nous étaient jusqu'alors parvenues par bouffées, comme un souvenir, alourdissant bientôt la brise : un pétrolier dégageait à quelques encablures. Le silence stagnait sur la plage, sorte de brume invisible, à peine troublée par le bruit de nos pas et le clapotis huileux des vagues. Vers 17 heures, réussissant à percer définitivement, le soleil révélait d'immenses irisations sur l'eau noire.

COMME on le devine, la promenade se termina chez les braves gens qui avaient accepté ma compagnie. Nous étions auparavant remontés sur le boulevard, tâchant d'y laisser le plus gros du goudron accumulé sous nos semelles, pour emprunter de là un dédale de rues aux noms désuets : des Mouettes, des Euphorbes, du Fanal. Le couple habitait une charmante maisonnette, qui avait été entourée de mimosa et dont l'intérieur, du haut en bas des murs, était paré de tous les objets récoltés depuis dix ans, verres et plastiques miroitants, métaux baroques, fer-blanc, polystyrène, caoutchouc craquelé, résidus chimiques.

La vieille dame enthousiaste nous prépara du vin chaud à la cannelle, tandis que son mari me faisait admirer, en marge de cette collection parfaitement ordonnée, étiquetée, datée, répertoriée, quelques curiosités plus ou moins anciennes dont l'aspect ne pouvait que frapper le visiteur. Il y avait là, notamment, des floteurs en liège, une pelle d'aviron, un cageot et les débris d'un filet bleu. La vue d'un bois flotté, aux formes pathétiques, paraissait éveiller l'émotion qui m'avait enlevé. Le vin arriva à point, nous dégustâmes à petites gorgées, assis autour de la table chargée de carreaux blancs et rouges, chauffant nos mains sur nos gobelets que nous regardions fumer. Le vieux me montra alors une cloche en verre, assez semblable à celles qui abritaient les pendules de nos ancêtres, où était conservé un tout petit objet. Intrigué, je me penchai, découvrant une sorte de bûcher artisanal, finement strié, aux teintes délicates.

« Et ça ? » demandai-je.

Il y eut un silence, durant lequel le retraité parut chercher au fond de sa mémoire. Puis l'entendis prononcer le mot coquillage.

Professeur de dessin, MICHEL REY a reçu la bourse Goncourt de la nouvelle en 1975.